

NUMERO 9

périodique
parution:
20 mai 91

150 FB
25 FF

MAI 1991

CORRESPONDANCES REVOLUTIONNAIRES



TEXTES POUR LE DEBAT DANS LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro: Communiqué du commandement central des Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre - «Sur le subjectivisme», «Sur le rapport Parti-masses», «Le moment central du processus révolutionnaire: l'insurrection armée du prolétariat contre l'Etat de la bourgeoisie» et «Lettre ouverte aux communistes italiens, au-delà de leur position politico-organisationnelle actuelle», de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant (Italie) - «La banqueroute du révisionnisme contemporain» du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) - «Le Parti» de Joseph Staline

EDITORIAL

La guerre du golfe a largement dominé l'actualité depuis notre dernière parution. Cette attaque brutale des forces impérialistes sollicite avant tout notre subjectivité de communistes à réagir à la mort de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, sacrifiés sur l'autel du profit capitaliste. Cette horreur et ces injustices constamment renouvelées, qui s'accomplissent tantôt dans la guerre, tantôt dans l'exploitation forcenée, raffermissent la détermination historique, la réflexion et la conscience de classe qui forgent le combat révolutionnaire. La mémoire des peuples opprimés est infaillible, et ceux qui prétendent semer la tempête récolteront bien pire encore.

De nombreuses contributions du mouvement révolutionnaire nous sont parvenues qui ne s'y trompent pas: l'ordre impérialiste mondial vacille sur ses fragiles équilibres, étouffé par ses crises internes, et confronté dans sa course au profit à la résistance des exploités et des opprimés de ce monde (1).

Le mode de production capitaliste à bout de souffle présente tous les signes d'une dégénérescence avancée: excroissance monstrueuse des appareils militaires et répressifs, aggravation généralisée des conditions de vie des plus démunis et de l'écart entre riches et pauvres, artificialité des équilibres monétaires et financiers, hypocrisie du vocabulaire bourgeois (droit, justice, fraternité). La guerre est dans ces conditions de pourrissement du mode de production capitaliste une nécessité pour tenter de prolonger sa survie. Il n'y a pas de capitalisme sans guerre. Il ne peut y avoir de paix sans révolution.

L'écroulement du révisionnisme et la disparition du bloc antagoniste de "l'Est" ont certes largement et momentanément contribué à permettre à nos gouvernements de lâcher la bride à leurs armées mercenaires pour s'assurer un contrôle accru des ressources et de l'exploitation via un nouveau développement de leur domination militaire. Mais l'effondrement du révisionnisme permet également de balayer nombre d'illusions de communistes égarés et de faire place nette pour une réflexion mûrie, et pour la relance de l'initiative révolutionnaire sur des bases assainies. C'est la raison pour laquelle nous consacrons, dans ce numéro, encore deux articles à cette question.

La nécessité accrue de développer la lutte révolutionnaire est la leçon principale à tirer de la guerre impérialiste. A la pointe de ce débat se trouve toujours la revue italienne «Pour le Parti» dont nous publions ici trois articles fort importants. Nous profitons aussi de cette occasion pour saluer avec enthousiasme la poursuite de l'initiative armée des Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre en Espagne, en dépit de sévères arrestations, et le courage des prisonniers qui ont mené durant quatorze mois une dure grève de la faim. Nous saluons aussi les combattants turcs, grecs, allemands et autres qui ont et continuent à faire durant cette période la preuve que l'internationalisme prolétarien n'est pas une parole creuse, mais un principe qui s'exerce avec bravoure et détermination (2).

Enfin, vous trouverez dans ce numéro un texte classique signé de Joseph Staline: «Le Parti». Un document concis mais clair et utile, que nous choisissons de publier

EDITORIAL

indépendamment des polémiques trop souvent stériles engagées sur son auteur au sein du mouvement révolutionnaire, sans parler de la rage ordurière de la bourgeoisie.

Une fois encore nous insistons pour demander à nos lecteurs d'utiliser Correspondances Révolutionnaires comme un outil au service du débat dans le mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire de participer activement au débat par vos remarques, critiques et contributions, de diffuser la revue tant que possible et briser ainsi une confidentialité qui ne sert que les intérêts ennemis.

Nous faisons aussi une fois encore appel à votre aide matérielle pour la fabrication de la revue. Nous cherchons des traducteurs de toutes langues. Faites-nous connaître toutes les contributions internationales que vous jugez utiles, nous manquons cruellement d'informations en provenance de Grèce, du Portugal, d'Angleterre, pour ne citer que ces quelques exemples.

Le collectif de Correspondances Révolutionnaires mai 1991

(1) Nous mettons à la disposition de nos lecteurs trois de ces contributions:

«L'impérialisme ne peut pas prendre le peuple en otage»
Devrimci sol - février 1991

«Contre la guerre impérialiste
Contre le gouvernement de la guerre et de l'austérité»
Rapporti Sociali - février 1991

«Contre la guerre impérialiste, la guerre révolutionnaire!»
Comité Central du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) - janvier 1991

Des copies (14 pages) vous seront envoyées contre la somme de 50 francs belges, à payer par chèque postal international au CCP n°000-1291052-79.

(2) A propos de la Turquie, nous publierons prochainement un numéro spécial consacré exclusivement à ce pays.
Nous lançons un appel à ceux et celles qui pourraient directement nous aider, principalement dans le travail de traduction, mais peut-être aussi par leur connaissance de la situation là-bas, etc. Nous en avons fortement besoin. Merci d'avance.

Une interview des quatre militant(e)s emprisonné(e)s des Cellules Communistes Combattantes par des camarades de la Ligue de Propagande Armée Marxiste-Léniniste (Turquie) est disponible auprès de Correspondances révolutionnaires au prix de 50 francs belges (format A5, 24 pages) - mêmes modalités de paiement qu'au (1), ci-dessus.

Communiqué du commandement central des Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre (22 février 1991)

Nos groupes opérationnels ont attaqué avec de puissantes charges explosives deux points stratégiques de l'oléoduc Rota-Saragosse; un dans le tronçon Rota-Morón et l'autre dans le tronçon Morón-Torrejón de Ardoz. Ces explosions ont paralysé durant toute la journée du 21 février l'approvisionnement en carburant des bases militaires de Morón, Torrejón de Ardoz et Saragosse, où se ravitaillent les avions yankee qui bombardent l'Irak.

Depuis plus d'un mois, les impérialistes nord-américains, employant les armes de destruction massive les plus sophistiquées, exterminent le peuple irakien, détruisent son industrie et son armée. Ils ont essayé de justifier cette lâche agression par une longue série de prétextes, mais leurs véritables intentions sont de plus en plus claires: ils veulent raser l'Irak. Il s'agirait de la première étape dans l'escalade belliqueuse qu'ils développent pour provoquer une nouvelle Guerre Mondiale qui leur permettrait d'imposer leur hégémonie au reste du monde.

Mais la puissance militaire des U.S.A. et l'avantage initial obtenu par cette guerre ne seront pas suffisants pour que les autres Etats se plient à leurs desseins. L'existence du bloc allié hétérogène offre, en ce sens, une apparence trompeuse. En réalité, les contradictions et les conflits entre les membres qui le composent s'aiguisent de plus en plus. D'une part parce que les plans yankee sont en contradiction ouverte avec les intérêts et la sécurité d'une bonne partie des pays capitalistes et d'autre part parce qu'à moyen et à long terme, ils portent atteinte à l'existence même de l'Union Soviétique, de la Chine et des autres pays socialistes, objectif réel de l'appétit impérialiste. Cette situation provoque déjà la désintégration du bloc. De nouvelles alliances et de nouveaux fronts de combat vont s'ouvrir dans un avenir relativement proche, par le fait que l'agression des assassins du Pentagone place le monde aux portes d'une guerre aux effets dévastateurs comme l'Histoire n'en a jamais connue.

En Espagne, le régime fasciste et militariste de Felipe González, faisant honneur à son esprit vil et servile, s'est soumis aux exigences yankee et a mis le pays au service des Nord-américains pour qu'ils l'utilisent comme base pour l'agression impérialiste dans l'aire du Moyen Orient, de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord. Nos actions sont dirigées contre cette politique de laquais et contre ses mentors impérialistes, et nos groupes continueront à agir pour les combattre.

Notre organisation appelle les ouvriers, les paysans, les intellectuels et les étudiants, ainsi que les organisations démocratiques et antifascistes à se préparer sur tous les terrains à lutter contre la guerre impérialiste au moyen de la guerre révolutionnaire. Elle appelle les soldats et les marins à retourner leurs armes contre leurs commandements, à désertter et à passer dans les rangs de la guérilla antifasciste et anti-impérialiste. Elle en appelle à tous pour organiser la résistance contre l'Etat capitaliste sous toutes les formes possibles: développer la désobéissance civile, et saboter les actions, les plans, et les installations de l'armée fasciste. Elle appelle à développer la lutte de guérilla et révolutionnaire. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra arrêter la guerre et empêcher le massacre qui se prépare.

SOLIDARITE ARMEE AVEC LES
PEUPLES ARABES ET MUSULMANS!

CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE
LA GUERRE REVOLUTIONNAIRE!

A BAS LE CAPITALISME!

NOUS VAINCRONS!

**Commandement Central
des Groupes de Résistance
Antifasciste du Premier Octobre
22 février 1991**

«Per il Partito»

rivista della Cellula per la costituzione del Partito Comunista Combattente

1. (Aprile 1989)

- L'amnistia "di sinistra" e le nuove influenze revisioniste nel movimento rivoluzionario italiano *
- Per il dibattito nel movimento rivoluzionario europeo *
- In tema di programma comunista (l'argomento della continuazione della lotta di classe sotto la dittatura del proletariato. Le esperienze storiche e qualche considerazione di attualità) *
- Ristrutturazione del mercato del lavoro, lotte proletarie, intervento dei comunisti

2. (Gennaio 1990)

- L'obiettivo centrale del movimento rivoluzionario in Italia **
- Sul soggettivismo *
- Il terzo mondo tra indebitamento ed estensione della contraddizione di classe **
- Sul rapporto partito-masse *

3. (Luglio 1990)

- Il momento centrale del processo rivoluzionario: l'insurrezione armata del proletariato contro lo stato della borghesia *
- La deriva finale dei revisionisti nei paesi dell'est e la ripresa del programma comunista **
- La crisi della CGIL
- Lotta armata, partito e fondazione: una traccia di lavoro - Maggio 1990, S.P.

Lettera aperta ai comunisti italiani, al di là della loro attuale collocazione politico-organizzativa (Novembre 1990) *

- «Per il Partito» n°1 - 76 p. - 150 francs belges
- «Per il partito» n°2 - 34 p. - 100 fb
- «Per il Partito» n°3 - 28 p. - 100 fb

versare l'importo, indicando la causale, sul CCP n°000-1291052-79 intestato a: «Correspondances Révolutionnaires», BP 1310 - 1000 Bruxelles 1 - Belgio

* publié en français dans Correspondances Révolutionnaires

** non publié par la revue Correspondances Révolutionnaires, mais disponible en français auprès d'elle

Nota bene sul modo d'uso

Pensiamo che i destinatari di questa pubblicazione si rendano ben conto della necessità di utilizzare uno strumento come la stampa clandestina per sviluppare un dibattito del genere di quello qui proposto. Pensiamo anche che gli stessi destinatari di questa pubblicazione, mentre si rendono conto dei rischi che la produzione, distribuzione e detenzione di questo genere di pubblicazione comportano.

Alcune regole elementari ne derivano: in primo luogo non detenere la pubblicazione in luoghi o modi facilmente riconducibili al compagno che l'ha ricevuta (es, in casa propria). In secondo luogo copiarla e diffonderla (forma elementare di collaborazione, il minimo che è richiesto ai compagni interessati) con cautela, sia rispetto ai mezzi di copiatura, che ai destinatari personalizzati della diffusione (compagni fidati). In generale, maggiore è la diffusione, minore è il rischio per i detentori. Ma per una diffusione larga (relativamente!) bisogna evitare assolutamente la personalizzazione del mittente. Dunque dare personalmente solo a compagni fidati e diffondere più largamente solo con l'assoluta garanzia dell'anonimità del mittente.

**Cellula per la costituzione del P.C.C.
gennaio 1990**

Sur le subjectivisme

Extrait du numéro 2 de la revue «Pour le Parti» de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant (juin 1990)

Après s'être attaquée aux influences néfastes et persistantes du révisionnisme dans le mouvement révolutionnaire (voir «L'amnistie de gauche et les nouvelles influences révisionnistes dans le mouvement révolutionnaire italien», extrait du numéro 1 de «Pour le Parti», publié dans Correspondances Révolutionnaires numéro 6 en octobre 1990), la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant affronte ici le *subjectivisme*, important obstacle à la recomposition des forces révolutionnaires autour de l'objectif essentiel de la fondation du Parti.

Il est une chose paradoxale - et pourtant non - à souligner à propos des nombreux documents qui dénoncent la voie erronée du *subjectivisme*: finalement, seuls ses adversaires le théorisent réellement - par la critique - ses adeptes, eux, se contentant pour leur part de l'énoncer de manière pleinement dogmatique - et de le pratiquer.

Voilà certainement un aspect avantageux du texte que nous publions ci-dessous: il cerne avec précision le contenu, les origines/thèses/développements/objectifs, des positions *subjectivistes*, et il en révèle la globalité d'autant plus historiquement absurde quand elle tend à la cohérence!

Et bien naturellement, en parallèle de cette analyse lucide, les camarades de la Cellule exposent leurs propres réflexions et conceptions basées sur les principes du matérialisme dialectique, les théories socialistes scientifiques et l'expérience du mouvement communiste international.

1. Une question maintes fois discutée mais pas encore définitivement résolue

Il y a maintenant de nombreuses années que, spécialement en Italie, s'est développée la discussion sur les graves dommages causés au mouvement révolutionnaire par le subjectivisme. Et l'on ne peut dire que cette discussion soit déjà parvenue à des conclusions politiquement satisfaisantes. Nous affirmons cela pour la bonne raison que le mouvement est toujours parcouru par des tensions subjectivistes plus ou moins organisées, qui constituent un obstacle (parmi tant d'autres difficultés) à sa recomposition autour de l'objectif de la fondation du Parti. Dans le numéro précédent, nous avons publié une contribution à la lutte contre les influences révision-

nistes. Dans ce numéro, nous affrontons le thème du subjectivisme.

Avant tout, cherchons à éclaircir ce dont il s'agit. Dans le mouvement révolutionnaire anti-capitaliste, qui s'est appuyé à l'origine sur des conceptions religieuses et idéalistes antiques, la conception selon laquelle l'engagement révolutionnaire est le résultat d'un choix de sujet particulier a depuis toujours eu un rôle et une place. Le sujet particulier, l'individu, accomplirait ce choix pour des raisons morales et/ou intellectuelles rattachées à sa propre vie spirituelle, indépendamment non seulement de ses propres conditions matérielles et sociales, mais surtout indépendamment de l'évolution de la situation matérielle de la société. Donc le choix révolutionnaire serait toujours et partout d'actualité pour qui y est subjectivement motivé. La bataille fondamentale

contre ces conceptions d'origine religieuse et idéaliste fut menée, en son temps, par les fondateurs du matérialisme dialectique, Marx et Engels. Ils démontrèrent que le mouvement révolutionnaire pour le communisme naît et se développe comme produit du conflit entre des classes (prolétariat et bourgeoisie) dans la phase où le rapport de production capitaliste entre en conflit avec le développement des forces productives. Pas avant et pas indépendamment de ce conflit. Marx a écrit : «L'humanité se pose seulement les problèmes qu'elle peut résoudre». Naturellement, cela ne veut pas dire que la subjectivité révolutionnaire (dont le parti communiste est la plus grande expression) ne joue aucun rôle dans le développement de la lutte des classes. Mais cela impose alors de bien clarifier de quoi il est question. La possibilité du parti de voir le jour et la possibilité d'agir pour orienter le mouvement vers la révolution, le socialisme et le communisme, dépendent des possibilités que la situation historique objective, matérielle et sociale offre dans le courant d'une évolution historique qui n'a pas grand-chose à voir avec les choix moraux et intellectuels de l'individu particulier.

Il existe diverses variantes du subjectivisme. Parmi les plus anciennes, il y a l'anarchique (rappelons le conflit entre Marx et Bakounine dans la 1^{ère} Internationale), mais de nos jours les plus importantes variantes sont autres. L'exemple le plus frappant est aujourd'hui donné par le Front Anti-impérialiste Combattant, promu initialement par la Rote Armee Fraktion allemande, dans lequel ont fusionné officiellement Action Directe (en France) et les B.R./P.C.C. (en Italie), et qui a d'évidentes syntopies avec ce que fut l'expérience du Parti-Guérilla italien - lequel a constitué au début des années 80 (comme scission des B.R.) la manifestation la plus cohérente du subjectivisme théorique et pratique en Italie. Apparemment, cette variante de subjectivisme est éloignée de celle anarchique en ce qu'elle prétend partir non d'un individualisme radical mais d'une analyse sociale qui attribue aux nouveaux caractères de la phase ultra-impérialiste la réduction de tout le peuple en une troupe de dominés (culturellement et matériellement) - avec la conséquence qu'une analyse matérialiste des classes ne vaudrait plus (et, en cela, une analyse étrangement voisine des proclamations de la bourgeoisie quant à la disparition de la classe ouvrière) - et le fait que tout sujet dominé serait désormais potentiellement, à travers une prise de conscience de sa condition sociale, un sujet révolutionnaire. L'on voit comment, finalement, même à travers une "déviation" moderniste, cette variante aussi retourne à ses origines. L'ouvriérisme italien des années 60 et 70 en a été en quelque sorte une anticipation. Pour s'en faire une idée plus précise, nous suggérons la lecture du long article d'Eva Haule publié en deux

parties dans les numéros 35 et 36 du "Bollettino dei Comitati Contro la Repressione" et dans "Controinformazione Internazionale" n° 1.

Nous allons examiner tout de suite quelques caractères essentiels du subjectivisme moderne.

Nous sommes conscients que dans le cadre de cette publication, la nécessité de limiter l'argumentation pour produire un texte bref et d'une lecture aisée impliquera que quelques questions assez importantes seront seulement effleurées et renvoyées à d'autres moments du débat. Nous chercherons à signaler ces questions clairement. L'une d'entre elles doit d'ailleurs être signalée d'emblée. Nous ne sommes certes pas les seuls à soutenir la nécessité de la constitution d'un parti. Si la R.A.F. et A.D. sont théoriquement contre le projet de constitution d'un parti, par contre et pour se limiter à des exemples italiens auxquels nous faisons allusion dans le texte, le Parti-Guérilla et les B.R./P.C.C. se présentent comme un parti ou comme le projet d'un parti. Cependant les mots ne peuvent forcer la nature des choses. Quelques allusions à ce que nous entendons par "parti" sont faites dans le texte qui suit. Elles ne sont certes pas exhaustives. A notre avis, tant le P.G. que les B.R./P.C.C. (du moins en ce qui concerne leurs expériences concrètes du passé et du présent, étant donné que personne ne peut ou ne veut hypothéquer l'avenir) se sont enfermés dans la dimension d'Organisations Communistes Combattantes déterminées par des caractères subjectivistes marquants - ceux dont nous parlons dans cette contribution - et ne sont pas entrés pour rien en consonnance avec le Front Anti-impérialiste Combattant. Donc, quels que soient le nom utilisé ou les intentions abstraitement déclarées, les faits ont démontré que ces expériences ont vogué à la dérive, s'éloignant toujours plus du projet de constitution d'un parti tel que nous l'entendons. Le texte qui suit met explicitement l'accent sur les raisons pour lesquelles le choix d'un parti tel que nous l'entendons - un parti qui conjugue action *par la base* et action *par le sommet* et qui, en ce second domaine, incorpore de manière essentielle la lutte armée - est décisif dans cette phase historique pour faire avancer le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Nous en avons déjà discuté dans d'autres documents, d'autres en discutent indépendamment de nous, et l'on devra encore en discuter. Qu'il soit bien clair que, par cette contribution, nous ne prétendons pas épuiser tous les problèmes relatifs aux caractères du parti dont nous nous proposons la constitution.

En conclusion de cette introduction et pour éviter toute équivoque, il nous semble opportun de souligner combien la bataille politique que nous estimons indispensable contre les conceptions et la pratique de ces organisations, n'empêche pas que nous considérons leurs militants comme des camarades,

impliqués de manière subjective précisément dans une lutte pour le communisme, avec lesquels la confrontation politique doit de toute manière être maintenue ouverte et auxquels est due toute la solidarité concrète possible quand ils sont frappés par l'ennemi commun.

2. Le rapport avant-garde/masses

Selon la conception subjectiviste, les masses populaires et prolétariennes sont culturellement aliénées, corrompues dans les centres impérialistes par les miettes de l'exploitation du Tiers Monde, et en substance inconscientes du désastre cosmique où l'impérialisme conduit l'humanité. Il n'y a pas ou il n'y a plus d'intérêts objectivement diversifiés au sein du peuple dominé, il n'y a pas de rôles divers dans la production de plus-value parce que tous y contribuent également, soit qu'ils échangent travail et capital, soit qu'ils échangent capital et revenu. Tous sont "ouvriers". Mieux, personne ne l'est plus en ce que les rapports qui conservent le pouvoir de la bourgeoisie sont essentiellement ceux de la subordination culturelle qui régit tant l'aire de la production que celle de la consommation (production et consommation de marchandises, d'êtres humains, de moyens de communication). Cela vaut autant pour le salariat de l'industrie, le fonctionariat étatique, le clochard et à la limite l'agent de police - prolétaire de mémoire pasolinienne - que pour sa contrepartie, le "prolétariat extra-légal" qui vend tant des billets de loto clandestin que des doses de drogue pour se camoufler lui-même.

L'avant-garde révolutionnaire se distinguerait par une conscience aiguë de cette aliénation universelle. Par les mots et les faits elle se placerait en état de guerre contre le pouvoir de la bourgeoisie impérialiste, elle éveillerait connaissance et conscience parmi les hommes et les femmes du peuple dominé, et elle accumulerait des forces à travers une guérilla de longue durée, jusqu'au renversement du pouvoir de la bourgeoisie et l'instauration de la société communiste. Dans certaines variantes, il serait indispensable de passer par la défaite de l'impérialisme dans le Tiers Monde (une variante du lin-piaoïsme) pour briser l'instrument de la corruption matérielle des peuples du centre, réalisée grâce à la répartition des miettes recueillies par l'exploitation des peuples opprimés de la périphérie. Pour toutes les versions du subjectivisme moderne, il ne serait plus nécessaire de passer par ce qui traditionnellement s'appelle la phase du socialisme, de la dictature du prolétariat.

Cette conception est, de notre point de vue, radicalement fautive et constitue un obstacle de taille à la recomposition du mouvement révolutionnaire dans l'optique de la fondation du Parti Communiste

Combattant.

Le matérialisme dialectique a démontré que ce sont les conditions matérielles au sein des rapports de production qui déterminent les intérêts des couches sociales (en les constituant en classe en soi) et que c'est la conscience de ces intérêts déterminés par les conditions matérielles au sein des rapports de production qui constitue les classes en classes pour soi. Le même matérialisme dialectique a démontré que la production de plus-value est au centre des rapports de production (et reproduction) capitalistes et que telle production de plus-value a comme élément essentiel l'échange de force de travail avec le capital. Et qu'il n'y a pas de "phase" qui puisse changer cette réalité de fond. Là-dessus le matérialisme dialectique a fondé la définition scientifique de *"ce qu'est"* et de *"ce que sera"* la classe ouvrière.

Il en découle pour nous que le mouvement révolutionnaire a comme référence sociale centrale la classe ouvrière (dont l'idée de la disparition est une véritable absurdité) et comme instrument indispensable le parti, détachement d'avant-garde de la classe, qui a comme rôle de diriger politiquement le mouvement des masses jusqu'à la crise insurrectionnelle, la conquête du pouvoir par le prolétariat et l'instauration de l'Etat de la dictature du prolétariat.

Il est flagrant qu'il s'agit de conceptions plutôt différentes. Par exemple, selon notre conception, le parti est présent et agit, en exaltant les profils politiques, dans le mouvement de masse de caractère économique qui - d'une part - n'est pas capable par lui-même de développer et de pratiquer des objectifs politiques de caractère général (les intérêts généraux et historiques du prolétariat) mais - d'autre part - n'est pas par lui-même (et sous les influences négatives de sa direction social-démocrate et révisionniste) une expression d'opportunisme, de corruption et d'intégration au système.

Le subjectivisme moderne a développé, ces derniers temps, une théorie plus complète du mouvement de masse dans le cadre de sa conception. Selon cette théorie, au niveau de masse se développeraient des mouvements de lutte (même armée) autour d'objectifs partiels, mouvements aptes par leur dynamique interne à évoluer politiquement et qui constitueraient dans leur ensemble un vaste Mouvement de Résistance (rappelons-nous le «Mouvement Prolétarien de Résistance Offensive» et les «Organismes de Masse Révolutionnaires» en leur temps théorisés en Italie par les B.R. dans leur fraction plus nettement - précisément - subjectiviste). Les Organisations Combattantes se poseraient comme éléments de stimulation et d'exemple (éventuellement comme point de recrutement des éléments plus avancés du Mouvement de Résistance). Cette théorie, pour avoir l'avantage de définir de manière réaliste des niveaux de mouvement non

identifiables avec les avant-gardes, répète pourtant l'erreur originelle de faire complètement abstraction de l'identification de classe des diverses fractions du mouvement. En définitive, elle se borne (comme déjà le Mouvement Prolétarien de Résistance Offensive et les Organismes de Masse Révolutionnaires théorisés en Italie) à cerner dans le mouvement et sur des bases strictement subjectives, les éléments sympathisants des organisations combattantes (il est opportun de relever que dans certains documents, les B.R./P.C.C. ont manifesté des réserves par rapport aux caractères a-classistes de cette conception).

Face à cette théorie, rendue célèbre par de nombreux documents et déclarations de détenus qui se sont réclamés explicitement de l'aire du Mouvement de Résistance ou qui y ont fait référence, en déclarant même leur appartenance à des organisations combattantes, les organes de la répression bourgeoise ont inventé de grotesques bandes armées légales (du type "R.A.F. légale" - "B.R. légales" et semblables), évidemment inexistantes par définition. A notre avis ce niveau de mouvement n'existe pas, pas plus que n'existaient le «Mouvement Prolétarien de Résistance Offensive» et les «Organismes de Masse Révolutionnaires». Le mouvement de masse, de son initiative, et bien qu'il puisse épisodiquement exprimer de la violence, est enraciné dans la légalité. Autre chose sont le parti et ses sympathisants qui en aucune manière ne peuvent être qualifiés de mouvement de masse. L'idée d'amener progressivement et dans une situation non révolutionnaire les masses dans la clandestinité et dans la lutte armée s'est révélée totalement erronée et cause de graves et équivoques malheurs pour divers camarades. Selon notre conception, qui est celle du matérialisme dialectique, le prolétariat avec la classe ouvrière à sa tête entrera non dans la clandestinité mais dans le conflit de classe armé dans la situation révolutionnaire. Son avant-garde, le parti, sur base de considérations objectives de la dialectique politique dans l'Etat bourgeois de la phase impérialiste, est entré dans la clandestinité et a choisi l'usage des armes comme instrument politique, sans que cela n'ait rien à voir avec le mouvement de masse dans ses connotations générales.

3. L'internationalisme et le problème de l'Internationale Communiste

La transformation des nations (entités historiques définies culturellement dans le féodalisme et donc d'un point de vue principalement superstructurel) en Etats nationaux, a été l'œuvre de la révolution bourgeoise qui a utilisé les homogénéités

nationales pour la formation de marchés homogènes de tout genre de marchandises, principalement de la marchandise force de travail. Entre la fin du siècle passé et la première moitié du siècle présent, l'expansion du capitalisme a mis en évidence les limites des frontières de l'Etat-nation et a conséquemment forcé les grandes entreprises capitalistes (utilisant d'ailleurs à cette fin les Etats-nations eux-mêmes, dans lesquels elles avaient des bases et des origines) à conquérir par la violence les zones du monde non encore développées de manière capitaliste (colonialisme) et à soumettre aussi par la violence (ou tenter de le faire) les autres unités d'Etats-nations, rivales et plus faibles (essentiellement les deux guerres mondiales). C'est ce que nous appelons la période de l'impérialisme. Il est évident que dans cette période la lutte des classes exploitées acquiert un caractère international marqué, puisqu'elle peut difficilement être suivie de résultats concrets, tant en termes purement économiques que de liberté politique - que surtout de pouvoir politique, si elle ne se développe pas en tenant compte de l'échiquier international sur lequel l'adversaire politique/économique se meut. Ainsi déjà le «Manifeste» (à la moitié du siècle passé) avait fait sien le mot d'ordre de l'internationalisme: «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» Jusque-là, il ne peut pas y avoir de divergence: subjectivistes et matérialistes ne peuvent pas ne pas être d'accord. Mais, et là est la différence, en appliquant de manière cohérente sur le plan international les catégories d'analyse dont nous avons parlé, les subjectivistes en arrivent à la conclusion que, dans la phase impérialiste, non seulement les stratifications de classe mais aussi les disparités nationales au sein du peuple dominé sont privées de signification - cela au moins au sein de la société du centre impérialiste. Par conséquent les subjectivités révolutionnaires, même organisées, au sein des divers Etats-nations, ne pourraient s'exprimer efficacement sinon contre des objectifs internationaux de l'impérialisme (OTAN, FMI, etc.), dans un cadre anti-impérialiste, et à travers une structure internationale: en l'occurrence le Front Anti-impérialiste. Dans ce contexte, il est évident que la subjectivité révolutionnaire de chaque militant, de chaque pays, ne présente aucune particularité marquante, aucune différence marquante, tous sont en définitive produits d'un même processus et réunis dans le même projet, au même titre. Nous estimons que cette conception est gravement erronée et qu'elle constitue un sérieux obstacle à la constitution du Parti dans les pays respectifs (puisque c'est de cela qu'il s'agit, à notre avis).

Nous estimons que le capitalisme, même dans sa phase impérialiste, n'a pas effacé et ne peut effacer les modes et les fonctions de classe dans la société qu'il domine, en constituant une unique catégorie de peuple aliéné et opprimé, de même qu'il

n'a pas effacé et ne peut effacer cette identité nationale (dans ses composantes structurelles et superstructurelles) dont la classe a en partie hérité de la période pré-capitaliste, et qui s'est formée en grande partie dans la période même du capitalisme. De la même manière que reste inacceptable toute version de la théorie de l'ultra-impérialisme (donc d'un système mondial fondé sur un unique centre capitaliste-impérialiste), est également inacceptable la théorie d'une unité anti-impérialiste entre sujets révolutionnaires en un Front privé de racines nationales. Comme contradiction extrême (pourtant politiquement réelle dans le mouvement révolutionnaire) il peut exister et il existe des positions d'organisations révolutionnaires subjectivistes anti-capitalistes (pouvant être facilement confondues avec d'anciennes positions fascistes) qui, au nom de l'anti-impérialisme, déploient d'équivoques bannières néo-nationalistes à caractère inter-classiste. A notre avis, la constitution du Parti passe par l'affirmation de l'identité de classe dans ce qui s'est défini historiquement comme Etat-nation bourgeois (et cela également dans la phase impérialiste), puisqu'aujourd'hui encore la classe s'identifie immédiatement dans sa condition nationale). Le processus de formation d'un prolétariat international en classe pour soi, dans les centres impérialistes, a certainement fait durant notre siècle des progrès de fond continus, malgré ou peut-être grâce aux revers des deux guerres mondiales, en ce que dans le siècle précédent pouvaient en apparaître seulement des désirs. En ce sens, l'inter-classisme (ou l'a-classisme) de certaines luttes nationales dans les centres impérialistes, qui ont conflué à l'Ouest comme à l'Est en un unique "front" prolétariat et bourgeoisie locale, apparaît comme particulièrement ambiguë et arriéré, explicable seulement par le recul de l'organisation internationale des communistes. En ce qui concerne les zones de la périphérie essentiellement dominées par le centre impérialiste, l'argument est affronté dans une autre contribution de ce même numéro de la revue, à laquelle nous renvoyons ici (*). Le problème de l'internationalisme prolétarien se résout donc, à notre avis, non par un Front de sujets/organisations qui déborde a priori les dimensions nationales (et où se retrouve l'essentiel de l'internationalisme subjectiviste dans lequel les suggestions anarchistes d'une part et néo-nationalistes d'autre part sont bien évidentes), mais dans la re-fondation de l'Internationale Communiste, dans laquelle les Partis basés sur l'expérience historique et nationale de la classe trouvent leur stratégie commune au niveau international. Il s'agit là évidemment d'une grande différence qui implique l'attaque d'objectifs assez

différents. En l'occurrence, non pas les symboles d'un évanescant et science-fictionnesque "pouvoir ultra-impérialiste" ou autre inexistant "Etat impérialiste des multinationales", mais concrètement des structures de pouvoir effectivement existantes dans chaque contexte national, et ceci dans une perspective stratégique nécessairement internationale. Comme cela a déjà été illustré dans d'autres documents et sera ultérieurement développé.

4. La question de l'organisation et du parti

Selon la conception marxiste-léniniste, qui est la nôtre, le parti communiste est constitué par l'avant-garde du prolétariat; une partie du prolétariat même, la plus consciente des intérêts généraux de la classe, la plus décidée à les défendre tant en personne que surtout en orientant et en dirigeant les luttes prolétariennes jusqu'à les transformer en luttes pour la révolution et pour le pouvoir. Selon cette conception donc, la subjectivité révolutionnaire est articulée à divers niveaux qui interagissent entre eux. Le caractère d'avant-garde du parti en fait non seulement l'acteur premier de l'activité politique révolutionnaire, mais aussi et surtout l'agent qui œuvre à l'élévation du niveau de conscience et de lutte de l'unique sujet révolutionnaire en définitive: le prolétariat et en premier lieu la classe ouvrière, qui sont des catégories sociales définies objectivement par leur place dans les rapports de production, actives dans la contradiction de classe, à des niveaux divers, quelle que soit la capacité d'intervention du parti dans chaque moment historique particulier. Même la possibilité historique de naissance du parti dépend du niveau de développement objectif et subjectif atteint dans les divers temps et lieux de la classe et non de l'évolution morale et intellectuelle de personnes particulières. Nous répétons que, naturellement, le parti interagit sur le contexte de classe qui l'exprime, en élevant le niveau général de l'affrontement social et en contribuant comme un des facteurs décisifs à la maturation de la situation révolutionnaire.

Pour les subjectivistes dans leurs évolutions les plus récentes (du type R.A.F., A.D., P.G. et B.R./P.C.C., pour ne pas parler en Italie de Prima Linea, ou des anarchistes, et nonobstant les contrastes qui peuvent avoir existé parmi eux dans le passé et les nuances qui différencient toujours ces organisations), puisque le problème d'un rapport dialectique entre avant-garde et classe ne se pose pas, et que d'autre part, la subjectivité révolutionnaire s'identifie exclusivement avec des individus conscients définis seulement par leur propre évolution subjective, la conception marxiste-léniniste n'a plus de sens. Le parti, pour eux, est une organisation qui agit seulement *par le*

(*) «Le Tiers Monde entre endettement et extension de la contradiction de classe»

sommet et ne travaille pas dans les masses sinon à des fins de recrutement. Les conséquences sur le type d'organisation sont de taille. L'effacement de la dialectique entre travail *par le sommet* et travail *par la base* fait s'évanouir jusqu'à les annuler les différences fondamentales des fonctions développées par les militants (tant par la même personne que par des personnes différentes) en annulant ainsi toute conception de divers niveaux de travail militant (et divers ne veut pas dire supérieur ou inférieur). Le concept même de centralisme démocratique perd son sens et se réduit à une sorte d'amitié globale et d'équivalence générale des fonctions et des rôles. Par rapport aux masses prolétariennes, l'unique intervention concevable tient dans la proposition du modèle révolutionnaire absolu (l'attaque militaire contre l'Etat, l'attaque militaire contre l'impérialisme) comme exemple auquel associer progressivement un nombre toujours plus grand de sujets portés à la conscience révolutionnaire. Le rôle dirigeant du parti dans la phase révolutionnaire est par conséquent effacé et plus encore le rôle dirigeant du parti dans la phase de transition, la phase post-révolutionnaire. Inutile d'ajouter un mot sur la disparition du rôle des organismes de masse, etc. Ainsi donc, c'est la conception marxiste-léniniste en général du parti qui s'en retrouve gommée, pour faire place à une forme organisationnelle de type copinière.

A notre avis, au contraire, le cadre du parti marxiste-léniniste doit être maintenu et renforcé. Cela signifie entre autres: 1) dans le parti, action *par le sommet* et action *par la base* sont distinctes et 2) le parti a un rôle dirigeant par rapport au mouvement de masse, quel que soit le niveau que ce mouvement a atteint concrètement, dans le temps et dans l'espace. La forme organisationnelle du parti en découle.

Et précisément: le militant est en règle générale et sauf exceptions (comme celle des clandestins), tant présent dans l'organisation de masse que dans les structures du parti et agit politiquement tant dans la première que dans les secondes. Ce qui veut aussi dire que les mêmes structures de parti sont entièrement reliées entre elles (de la cellule au comité central au secrétariat au congrès) tant dans la fonction de promouvoir et mettre en exécution l'action *par le sommet* que dans l'orientation et le travail pour l'orientation de masse dans l'action *par la base*, à partir du concept fondamental selon lequel les véritables protagonistes du processus révolutionnaire sont en définitive les masses prolétariennes définies par leur condition matérielle et non les sujets-avant-gardes, lesquels doivent vérifier (à travers les organismes de parti) dans le rapport avec les masses prolétariennes certes pas la théorie et l'idéologie mais certainement la ligne politique générale de l'organisation. La différence nous semble claire.

5. Théorie de la domination et du commandement et rapport avec la théorie de la valeur de la force de travail

Les subjectivistes en général, de la même façon qu'ils attribuent le processus d'acquisition de la conscience révolutionnaire à la pure histoire intellectuelle et morale des individus, attribuent l'asservissement, l'exploitation, en général l'aliénation du peuple dans son ensemble, à la suppression de l'autonomie intellectuelle et morale des individus par le pouvoir. Suppression de l'autonomie intellectuelle et morale des individus qui s'affirmerait tant à travers l'usage de la violence qu'à travers la manipulation "pacifique" des consciences par la propagande, le lavage de cerveau etc. (deux aspects du même mode d'opération). Par contre, sans méconnaître le rôle de la superstructure culturelle dans le but de maintenir les diverses couches sociales subordonnées en état de passivité et d'aliénation, la conception matérialiste de la société consiste à estimer que les classes subordonnées restent essentiellement telles jusqu'à ce que dans leur état de subordination elles trouvent une condition matériellement convenable à la solution du problème de la survivance (état historiquement privé d'alternative meilleure), tandis qu'elles se rebellent quand leur condition n'est plus matériellement convenable à la solution du problème de la survivance (contradiction entre rapports de production et développement des forces productives) et si une solution possible et meilleure se profile. Ceci sans nier, nous le répétons, le rôle d'accélération ou ralentissement, mais surtout d'orientation de ce processus, exercé par la superstructure culturelle, tant réactionnaire que révolutionnaire. Pour les subjectivistes donc, il s'agirait d'abattre (et vaincre d'abattre), au moins dans notre phase historique, d'abord de manière symbolique puis petit à petit de manière toujours plus étendue, la puissance des instruments de domination et de commandement détenus par le centre de la superstructure (violence et propagande) de la classe au pouvoir, pour libérer les masses aliénées par leurs chaînes et passer ainsi au communisme, qui signifie liberté, bien-être, épanouissement de la personnalité, etc. Pour nous matérialistes, au contraire, au moins dans notre phase historique, il s'agit principalement pour le prolétariat de s'emparer/s'approprier les moyens de production (pour résoudre la contradiction entre rapports de production et développement des forces productives), afin de réaliser un grand bond en avant des forces productives, le seul qui puisse frayer un passage au communisme. Evidemment, il reste vrai aussi pour nous que parmi les instruments de cette lutte il y a en bonne position l'objectif de la désarticulation de la violence de l'ennemi et la mise en lumière de sa propagande. Mais il s'agit précisé-

ment d'instruments appliqués à la superstructure, même si l'objectif reste un objectif structurel: la transformation des rapports de production pour le développement des forces productives. En d'autres termes, et avec une terminologie bien connue, pour les subjectivistes le communisme est mûr, il suffirait de défaire militairement l'appareil policier/militaire et de propagande du pouvoir. Pour nous, le communisme n'est pas mûr et mûrira seulement à travers un grand développement des forces productives rendu possible uniquement par une transformation révolutionnaire des rapports de production. Les conséquences sont multiples et aussi bien connues. Tant pour ce qui concerne la phase pré-révolutionnaire (que les subjectivistes conçoivent comme une phase d'accumulation de conscience et non comme le développement de contradictions matérielles), que pour ce qui concerne la phase révolutionnaire (que les subjectivistes conçoivent, selon un modèle anarchiste traditionnel, comme destruction du pouvoir et non comme prise du pouvoir), que pour ce qui concerne la phase post-révolutionnaire (que les subjectivistes conçoivent comme un communisme réalisé et non comme transition socialisme/dictature du prolétariat). Une conséquence, ou il serait plus logique de dire une prémisse, de tout genre de subjectivisme tient dans le refus de la théorie marxiste de la valeur de la force-travail. Comme chacun le sait, pour les matérialistes/marxistes la force de travail dans l'économie capitaliste a une valeur objective, qui consiste en le coût de sa reproduction (matérielle, culturelle, etc., coût historiquement variable). Tant que cette valeur est payée par un prix (le salaire), la classe laborieuse dispose d'une relative (à savoir en l'absence de perspectives meilleures) latitude pour vendre sa propre force de travail. Quand, à cause de la crise du système capitaliste (cyclique, structurelle, etc., ce n'est pas l'endroit pour en discuter) la bourgeoisie ne peut payer le prix correspondant à la valeur de la force travail (diminution des salaires, chômage, intensification des cadences de travail, etc.), la classe laborieuse n'a même plus de relative latitude pour vendre sa force de travail, et est pour cette raison poussée objectivement face au problème de la transformation des rapports de production. Evidemment des rôles importants sont joués par les variations historiques des coûts de reproduction et la connaissance conjointe de la dynamique historique dans laquelle la crise se situe, connaissance qui peut être dans la classe laborieuse plus ou moins grande selon les moments. Mais encore une fois, ce n'est pas la question qui nous intéresse ici. Ici, nous voulons souligner que, comme quelques théoriciens du «subjectivisme» l'ont encore récemment affirmé (en Italie, par exemple: La Grassa), de leur point de vue la théorie marxiste de la valeur de la force de travail n'a aucun sens. Selon eux, la valeur de la

force de travail serait une variable totalement dépendante des rapports de force entre les classes et, donc, il n'y aurait aucun niveau de sa rétribution, même relatif, acceptable pour la classe laborieuse. Il y a de nombreuses implications théoriques dans cette thèse. Celles qui nous intéressent sont seulement les conséquences (ou les prémisses) politiques suivantes: le processus révolutionnaire consisterait uniquement en la modification des rapports de force, réalisable seulement par la variation des quantités de force/propagande disponibles pour chacune des classes en conflit. Il n'existerait donc aucune histoire objective de la maturation des intérêts révolutionnaires de la classe laborieuse (et à notre avis ni originaires par eux-mêmes ni absolus ni intemporels), mais seulement une histoire qui se développe dans la superstructure: violence et propagande. Dühring avait déjà soutenu quelque chose de ce genre avec son modèle Robinson/Vendredi. Engels avait déjà répondu de manière exhaustive. Mais c'est ainsi. Ceci pour constater combien profondes sont les racines du subjectivisme. A ce propos, nous conseillons aux camarades une relecture de «l'Anti-dühring» d'Engels.

6. Quelques questions renvoyées et ici brièvement anticipées

A) Comme nous l'avons signalé, une des importantes différences entre le subjectivisme et le matérialisme marxiste, qui exprime notre conception du processus révolutionnaire, consiste en ce qui suit: la phase culminante du processus révolutionnaire, celle qui pour nous est la phase de la prise du pouvoir, a comme protagonistes les masses prolétariennes sous la direction du parti. Cette phase, que nous appelons phase insurrectionnelle, est - en toute probabilité selon l'expérience historique - destinée à être suivie par une plus ou moins longue période de guerre civile. Selon la conception subjectiviste, au contraire, l'on ne parle pas d'une phase insurrectionnelle, parce que les masses prolétariennes en elles-mêmes ne sont jamais reconnues en tant que protagoniste décisif; tout se développerait sous la forme d'une guerre de guérilla larvée, une guerre civile larvée, qui verrait comme protagoniste l'avant-garde en un processus d'expansion quantitative continue, jusqu'au moment de la destruction de l'appareil du pouvoir.

La question des caractéristiques de la phase insurrectionnelle, selon notre conception, nous devons l'affronter thématiquement et nous le ferons dans les prochains numéros de la revue.

B) Une autre question que nous devons affronter dans les prochains numéros de la revue, et qui nous différencie nettement des subjectivistes, est celle de la définition générale de l'objectif de l'action

politico/militaire dans la phase non révolutionnaire. En substance, pour les subjectivistes, il n'existe aucune différence entre phase révolutionnaire et phase non révolutionnaire et donc dans chaque phase l'objectif reste l'objectif absolu: l'Etat impérialiste, l'impérialisme. A notre avis, au contraire, dans la phase non révolutionnaire l'objectif de l'action politico/militaire du parti est celui d'ébranler les équilibres politiques sur lesquels se tient conjonctuellement le pouvoir du parti (des partis) de la bourgeoisie, pour faire tomber par la gauche - et à gauche - le château de cartes que représente ce pouvoir. Ce qui est possible et nécessaire, même quand il n'est pas encore possible de porter l'attaque contre l'Etat dans sa totalité. Même dans la phase pré-révolutionnaire, nous sommes fermement opposés à tout risque de confusion et de désordre qui ne ferait qu'alimenter la possibilité d'une mobilisation réactionnaire des masses. Nous devons donc nous pencher plus amplement sur cette question fondamentale, à laquelle nous avons déjà fait allusion dans le premier numéro de la revue.

7. Conclusion

On ne pourra pas sortir de la crise dans laquelle s'est trouvé le mouvement révolutionnaire en Italie dans les années 80, si on ne parvient pas à la constitution du Parti Communiste Combattant. Nous n'aurons jamais fini de le répéter. Certes il y a eu des circonstances objectives négatives, mais la principale cause de l'échec devant ce but a été la prépondérance d'un subjectivisme effréné dans le mouvement. L'axe négatif autour duquel a tourné ce subjectivisme désastreux fut celui de la confrontation

insuffisante de la ligne politique des nouvelles structures de l'avant-garde révolutionnaire/anti-révissioniste avec les masses prolétariennes. Même si dans les années 70 la possibilité d'une telle confrontation se présenta et même si, quasi spontanément, elle fut en partie accomplie, elle n'occupa jamais un espace essentiel dans le projet conscient des organisations d'avant-garde. Ou alors, en tout cas, elle se réduisit à une confrontation avec les couches plus marginales du mouvement, forcées au rôle de "sympathisantes de la lutte armée", même si en réalité là se profilaient déjà plutôt les ghettos de la dépolitisation caractéristique de la décennie '80. Les avant-gardes crurent pouvoir conduire leur guerre contre l'Etat et l'impérialisme et se présentèrent comme les sujets d'une révolution en cours. Nous devons renverser cette conception, avec tout le respect dû aux camarades qui ont donné tout et leur vie même pour l'objectif commun. Nous devons développer le rôle correct de la subjectivité révolutionnaire: attaquer *par le sommet* avec l'action politico-militaire les sujets et les structures de pouvoir de la bourgeoisie, orienter *par la base* le mouvement des masses prolétariennes pour qu'il assume en définitive son rôle décisif dans le processus révolutionnaire de renversement de l'Etat bourgeois et de construction de l'Etat de la dictature prolétarienne. En substance et en conclusion, nous devons constituer le Parti. La bataille contre le subjectivisme est un passage obligatoire pour la réalisation de cet objectif.

**Cellule pour la constitution
du Parti Communiste Combattant
juin 1990**

Sur le rapport Parti-masses

Extrait du numéro 2 de la revue «Pour le Parti» de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant (juin 1990)

La participation consciente des larges masses à l'étape supérieure de la lutte révolutionnaire, l'insurrection armée, est une nécessité qu'aucun communiste sérieux ne met en cause.

Mais avant cette étape ultime, quel est le rapport dialectique qui tout à la fois oppose et tend à l'unification le mouvement de masse (produit objectif et fluctuant de l'évolution historique) et le Parti d'avant-garde (produit historique subjectif et déterminé)? Voilà bien une question à laquelle trop souvent le mouvement révolutionnaire a apporté des réponses erronées. Que ce soit, d'un côté, celle du rejet de la centralité prolétarienne au profit de l'idéalisation de la démarche révolutionnaire ou, de l'autre, celle du rejet du programme communiste par opportunisme et suivisme envers la "spontanéité" des masses, toutes sont aussi néfastes que stériles.

Conscients des intérêts et du rôle historique du prolétariat, les communistes organisés dans le Parti attaquent le pouvoir et les structures de la bourgeoisie, tant afin de les affaiblir que de répandre la conscience révolutionnaire parmi les masses; présents au sein des organisations des travailleurs, les communistes évaluent, renforcent, dirigent et unifient toutes les manifestations de la lutte de classe. Ils confrontent les expériences de lutte des masses aux expériences et à l'agir du Parti, ils confrontent le tout aux nécessités historiques de la révolution.

C'est en présentant ces quelques pistes que la revue «Pour le Parti» souhaite ouvrir le débat sur l'un des points programmatiques majeurs de Parti révolutionnaire en formation.

Comment situer ce rapport fondamental dans la définition d'un projet politique qui conduit à la constitution du Parti Communiste Combattant? Sur quels principes, que l'on peut abstraire et généraliser à partir de l'expérience du Mouvement Communiste International et de la doctrine marxiste, doit-il s'appuyer?

Et, en fonction de ceux-là, quel bilan tirer des années 70? Chacun sait qu'à cet égard on se trouve sur un de ces terrains où les petites nuances déterminent de grosses divergences et/ou déviations de la pratique consécutive. Donc, ce n'est pas par vice que nous voulons approfondir au maximum ce problème, mais c'est en tant qu'élément du nécessaire débat que comporte la constitution du Parti Communiste Combattant.

La question en général

Dans ce cas comme d'autres, nous ne pensons certes pas résoudre la question de manière exhaustive par un article; nous jetons simplement les bases pour l'ouverture du débat et son approfondissement ultérieur. Le pivot autour duquel tourne la question est l'affirmation marxiste selon laquelle le prolétariat représente le sujet historique du processus révolutionnaire actuel à l'époque du mode de production capitaliste, en ce que cette classe sociale est porteuse au plus haut degré des contradictions inscrites dans le mode de production capitaliste et en ce que, tendanciellement, elle n'a rien à perdre sinon ses propres chaînes. Donc, sans la participation des grandes masses prolétariennes à la lutte contre l'Etat

aucun bouleversement des actuels rapports économiques et sociaux dans un sens communiste n'est possible, et cela du fait que l'intervention des masses à des niveaux de conscience peu à peu croissante est une condition indispensable pour pouvoir parcourir les moments décisifs du processus révolutionnaire. D'ailleurs, même à un niveau moins élevé, il n'y a de confrontation de classe que dans la mesure où les masses en sont protagonistes. Mais cette première contradiction centrale exposée, aussitôt en apparaît une autre qui, cette fois, vit à l'intérieur même du prolétariat: c'est l'opposition entre la condition effective et la condition virtuelle. La condition effective, en vigueur, quotidienne, est la condition de pure force de travail, de marchandise, un appendice du mode de production capitaliste, sa composante matérielle de base et, en tant que telle, la négation des caractères d'humanité, source de misère, d'aliénation, d'abrutissement. L'autre condition est virtuelle, potentielle, c'est la négation de la négation, et le caractère révolutionnaire du prolétariat. La dialectique instaurée entre ces deux pôles, parmi d'autres facteurs déterminants d'ordre objectif, est à la base des processus politiques internes à la classe, donc à la base de sa capacité/possibilité de se nier en tant que variable dépendante du mode de production capitaliste et de s'affirmer en tant que force politique et historique indépendante, force dirigeante du processus révolutionnaire moderne.

Dans cette dialectique interne à la classe, qui la voit incapable de se constituer, dans son ensemble, en sujet indépendant, se fonde l'exigence du parti politique du prolétariat.

Vu que, selon les définitions classiques, «la dialectique est l'étude des contradictions de l'essence même des choses», on ne peut donc considérer le rapport Parti-masses que comme un rapport dialectique, conflictuel, d'unité de contraires, d'unité/distinction.

Et il apparaît en effet, de manière évidente, que la prédominance du caractère révolutionnaire du prolétariat (sa constitution en parti particulièrement) est un contraste dialectique, est la négation de son caractère habituel façonné par le mode de production capitaliste et que, vice-versa, ce caractère reprend le dessus dans les périodes plutôt longues de reflux de la lutte révolutionnaire et de "paix sociale".

Le prolétariat traduit une contradiction objective, non seulement dans les moments de reflux, mais aussi dans les grands mouvements de lutte. D'une part il tend à réformer le capitalisme, à améliorer sa propre condition au sein des rapports de production capitalistes, mais d'autre part il exprime des embryons de conscience qu'une telle amélioration n'est possible qu'à travers le renversement de ces rapports et, par conséquent, il exprime une tendance

concrète à une telle transformation.

Une telle contradiction objective naît du fait que le prolétariat est force de travail et qu'il cherche à vendre au mieux une telle marchandise (même en concurrence avec les autres prolétaires), mais qu'en même temps il se rend compte que:

1^o une telle position de force dans le domaine de la vente de sa propre marchandise n'est pas donnée une fois pour toutes mais instable et remise en cause dès les premiers changements économiques (restructurations, crise de secteurs, crise générale, etc.); elle est donc liée aux phases que traverse le processus de valorisation du capital.

2^o dans le processus d'extorsion de la plus-value par le capitaliste, l'appropriation de la force de travail est en même temps appropriation de la force vitale, psychique, intellectuelle du prolétariat, tant à l'échelle individuelle que collective. Cette situation produit pourtant, au-delà de la conscience subjective qu'en ont les prolétaires et de l'intervention des communistes, des tendances réformistes et corporatistes et, d'autre part, des tendances révolutionnaires à l'intérieur des grands mouvements de masse, non pas à des moments distincts (ou comme des positions graduelles) mais simultanément, avec des bonds et des reflux, en un ensemble contradictoire. Et la prédominance d'un aspect sur l'autre est surtout donnée par les conditions objectives du développement de la société capitaliste et par le développement acquis par la lutte de classe.

Les pôles des positions en Italie

Dans notre pays, face à ce problème du rapport contradictoire interne aux mouvements de masse et du rapport Parti-masses correspondant, les communistes se sont placés et se placent encore de manière contradictoire et inadaptée au but. Certains sous-estiment l'importance de ce rapport et ferment les yeux sur les théories tiers-mondistes, considèrent le prolétariat des pays du centre impérialiste comme "endormi" et par là lui opposent le "moi éveillé" de l'antagonisme sans classe. D'autres, au contraire, croient trouver dans l'existence même des mouvements de masse la réponse à tous les problèmes, sans comprendre l'importance du nécessaire travail d'analyse scientifique que les communistes doivent faire de tels mouvements et éliminent ainsi dans les faits le rapport masses-Parti-masses pour la plus commode théorie révisionniste (le mouvement est tout, la fin n'est rien). D'autres encore réduisent ce qui est un rapport dialectique à l'une de ses composantes, dans ce cas les masses, avec une tendance persistante à exalter leur rôle, leur capacité d'action et de soutien au Parti, établissant ainsi un rapport de linéarité, de continuité, d'ascendance entre les premières et le second. Si dans l'hypothèse

subjectiviste le rôle de la subjectivité a un caractère absolu, dans les deux autres hypothèses au contraire on risque de dénaturer le rôle de l'avant-garde communiste, le réduisant à ce qui est génériquement exprimé par la classe dans ses luttes. Au travers de ces positions perdurent les mêmes conceptions spéculaires et erronées autour du rapport avant-garde/masses, et la même polarisation entre la surestimation du rôle de la subjectivité révolutionnaire d'un côté et sa sous-évaluation de l'autre, qui ne permet pas de résoudre correctement le problème fondamental du rapport d'unité/distinction qui doit exister entre les deux termes.

Deux expressions

Si, comme nous l'avons vu, par sa nature même, le mouvement prolétarien exprime en ligne générale deux âmes, la susdite dialectique entre les "deux expressions" du prolétariat impose, sur le plan historique, un mouvement dédoublé entre deux lignes-force séparées: celle des mouvements de masse et celle de l'avant-garde (Parti). Selon la définition léniniste, la première est de caractère objectif compte tenu que les mouvements de masse sont un produit constant de la contradiction du mode de production capitaliste, et leur formation, développement, dynamique commandés par des déterminants objectifs qu'il n'est pas possible de créer. Tandis que la ligne de l'avant-garde est typiquement subjective: elle est certainement conditionnée par les circonstances externes, mais son développement suit d'autres temps et moyens que ceux des mouvements de masse, se ressentant des tournants politiques, donc des choix et déterminations subjectives et de leur cumul au cours de l'affrontement du moment entre révolution et contre-révolution (l'héritage vivant du mouvement communiste international). La stratégie et la tactique du parti, par exemple, ne peuvent s'établir que ou principalement comme base aux mouvements de masse. Ceux-ci sont seulement un des facteurs, par ailleurs important, dont le Parti doit tenir compte, mais avec d'autres tant de caractère subjectif que politiques, historiques, tactiques, programmatiques, nationaux, internationaux.

L'avant-garde communiste organisée dans le Parti fait en premier lieu de la politique, avant, pendant et après le processus révolutionnaire; elle agit directement de la manière et avec les moyens adaptés aux circonstances. Pourtant, entre Parti et masses existe une convergence tendancielle et non un parallélisme: l'histoire nous enseigne que, dans les pays impérialistes, une rencontre parfaite entre le mouvement de masse et l'initiative du Parti ne se produit qu'à des moments rares et brefs: dans l'insurrection.

De même, il peut exister une divergence, comme c'est le cas dans les périodes de forte relance de l'accumulation capitaliste (le second après-guerre en particulier), quand le mode de production capitaliste garantit une croissante - bien que relative - satisfaction aux besoins des larges masses prolétariennes. Ce sont des périodes de ce genre qui légitimèrent l'hégémonie de l'aristocratie ouvrière sur le prolétariat (le révisionnisme-réformisme). Il est donc insensé de rechercher à tous les coups "les capacités créatives des masses". Les communistes peuvent favoriser une telle tendance objectivement en chantier et non pas l'inventer, et quelquefois les masses, sous la pression de déterminantes objectives précises, ne vont pas obligatoirement dans une direction révolutionnaire. Dans de telles conjonctures, le Parti, ou mieux les communistes, étaient "condamnés" à être en minorité, sous peine d'avilir le programme, les principes auxquels ils ne peuvent renoncer, pour poursuivre des consensus factices dans de longues marches mortelles au sein des institutions. Dans les périodes de reflux, le Parti se trouve face à très peu de "poussées à la transformation qui émergent des masses" et en tous cas ces dernières, qu'elles soient riches ou maigres, sont en rapport dialectique (et non réduites ou précédées) avec le pôle bien solide du programme et de la stratégie du Parti. L'on ne peut tomber dans une sorte de pragmatisme où le rôle du Parti se caractérise et se fonde dans ce qu'il conduit les masses à faire, étant donné le fait fondamental que les masses font ce que les conditions objectives les poussent à faire. Dans de telles périodes de reflux, l'hégémonie réformiste et les poussées corporatives suscitent même dans le mouvement de masse des points de vue étrangers aux intérêts historiques du prolétariat et à la révolution communiste. Et le Parti ne peut sûrement pas se réduire à ces positions ou les synthétiser indistinctement; il doit au contraire rassembler les positions objectivement les plus avancées qualitativement à l'intérieur du mouvement de masse, et les soutenir en travaillant pour élever la conscience des masses prolétariennes toutes entières.

Cela signifie que, même en rassemblant les faiblesses et les retards présents dans les mouvements, il ne confond pas les expressions plus avancées à l'intérieur de ceux-ci avec le mouvement de masse mais travaille au sein du mouvement de masse pour ce qu'il est objectivement, si nécessaire en assumant également des positions à contre-courant, mais sans s'isoler, parce que dans tous les cas et dans toutes les phases, le Parti n'oublie jamais qu'un des points cardinaux de tout projet politique de la bourgeoisie (l'objectif que le Parti attaque pour le déranger) est celui de conditionner le consensus ou au moins la passivité et la résignation du prolétariat comme masse et d'en isoler les

avant-gardes.

Donc sans absolutisme "sur la créativité des masses", mais dans la connaissance de la dialectique Parti/masse. Le Parti, dans son agir politique, doit donc garder à tout moment à l'esprit la nécessité de se mesurer avec le niveau de mobilisation de masse. Cette mobilisation de masse que l'action politique du Parti comporte est toujours déterminée de deux côtés. D'une part le côté objectif, représenté par le niveau atteint, étape par étape, par la structure (forces productives et rapports de production) réellement en place. Y compris les liens internationaux qui influent inévitablement sur la structure. D'autre part le côté subjectif, représenté par la capacité du Parti de souder en une vision rationnelle du monde les intérêts historiques (et donc objectifs) du prolétariat comme classe, avec le projet politique porté en avant, par étapes, par le Parti lui-même. La possibilité d'un tel rapport dépend du fait que le Parti Communiste est lui-même une fraction (la fraction la plus avancée) du prolétariat, et qu'il se constitue pour répondre aux exigences que, objectivement et historiquement, le prolétariat se fixe dans la phase qui mène à la situation révolutionnaire et à la société de la dictature du prolétariat d'abord et à l'édification de la société communiste ensuite. Dans un tel rapport il faut pourtant toujours tenir compte du fait que la force du Parti (être la fraction la plus avancée du prolétariat) est avant tout d'être l'expression d'une tendance historique bien vivante et gagnante dans le futur.

On doit se préoccuper de coller à cette tendance, à sa formalisation consécutive, par rapport à ce rôle on doit qualifier le rapport avec les masses et la politique nécessaire du parti se récolte dans sa capacité de faire avec ses comptes ce qui se détermine effectivement dans la lutte de classe, au-delà des intentions et des projets. Mais cet aspect est aussi, précisément, un aspect de l'agir global du parti. L'aller-retour vis-à-vis des masses doit être une constante, mais ce n'est pas à lui que se mesure la correction de l'implantation théorique/stratégique du Parti. L'on peut grâce à lui mesurer la correction d'une politique conjoncturelle, de la ligne de masse correspondante, de la tactique et de l'agir politique en général: mais cette vérification ne peut advenir qu'en comparant ses résultats à l'implantation théorique-stratégique-programmatique en amont, qui est historique, de l'époque et qui ne peut certes pas être vérifiée parmi les masses.

La constitution du Parti

La constitution du Parti elle-même est une question inhérente à la subjectivité Communiste. C'est une problématique qui ne peut certes pas être résolue par les masses, puisqu'elle constitue au

contraire la première étape pour que la présence des communistes dans les masses ne soit pas partielle mais en mesure d'être endossée totalement, en mettant en avant l'intérêt prolétarien dans la lutte des classes.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, un tel Parti faisant défaut, le rôle des communistes fut quasiment nul dans la lutte des masses développée ces dernières années dans notre pays. En disant cela, nous ne voulons certes pas discuter du fait que dix ou cent communistes étaient présents au sein même de cette lutte, mais vérifier quel rôle d'organisation, développement, direction ils ont su donner aux luttes dans le contexte objectif déterminé.

Erreurs et limites caractéristiques de la situation présente

A notre avis, durant ces dernières années, face à une reprise de l'initiative prolétarienne (même sur un terrain de lutte défensive), le mouvement révolutionnaire s'est retrouvé politiquement désagrégé et donc organisationnellement inapte à développer un rôle directeur dans les confrontations des masses, bien que dans de nombreux collectifs, cercles et groupes, l'on soutienne l'importance de rester dans les masses, de participer et de lutter dans les grands mouvements.

Ce sont des thèses apparemment justes mais qui, si elles ne sont pas clarifiées, se révèlent du pur suivisme et mouvementisme. Une telle attitude part même de la réaction et de l'interprétation des erreurs accomplies dans le passé par l'avant-garde communiste, en particulier de l'identification de la part de celle-ci à une tendance à la sous-évaluation de l'importance du travail politique dans les masses, dans un rapport subjectiviste avec celles-ci. De tels collectifs et groupes ont donc placé et placent le travail dans les mouvements de masse au premier plan, et attribuent à l'avant-garde le devoir essentiel d'alimenter un tel antagonisme, d'en mettre en évidence les données communes aux diverses expressions, particulièrement en attirant l'attention sur la donnée commune.

Ces thèses, qui en apparence peuvent sembler correctes, ne montrent toutefois, à l'observation plus approfondie, qu'une critique de la sous-évaluation du travail de masse dans l'expérience passée de l'avant-garde communiste se révèle unilatérale, aborde seulement un aspect du problème mais n'arrive pas à comprendre ce qui détermina pareille orientation.

L'avant-garde communiste se trompa dans son rapport à la classe parce qu'elle ne maîtrisait pas une ligne complète d'intervention politique, une vision homogène et cohérente de l'agir d'avant-garde tant par rapport à l'Etat qu'aux masses. La cause

fondamentale de cette lacune était l'éclectisme théorique et l'assimilation erronée, tordue, du marxisme-léninisme. On ne peut plus penser redonner vie à un projet politique révolutionnaire sans avoir fixé à la base, certaine et solide, la connaissance approfondie de notre patrimoine théorique, du programme communiste. On ne peut ignorer le fait que de nombreux groupements, traversant même les Brigades Rouges, entreprirent la lutte armée sur une connaissance théorique confuse; maintenant, il faut souligner que le programme communiste (qui doit être connu en profondeur et non pas superficiellement) légitime la forme actuelle du Parti Communiste Combattant, et non la seule lutte armée.

Ce furent ces carences de base qui entraînèrent de continuelles dispersions, du syndicalisme armé jusqu'à l'organisation des masses sur le terrain de la lutte armée. Imaginer résoudre aujourd'hui cette question en dispensant une plus grande énergie dans le mouvement de masse, sans définir une ligne d'intervention politique précise, sans résoudre le problème essentiel qui amena à telles débandades, ne peut que conduire à reparcourir la même voie de dispersion.

La recherche de l'unité du mouvement "à tout prix" ne permet de la retrouver qu'en rabaissant les contenus politiques du mouvement à son niveau inférieur, finissant ainsi par généraliser des considérations et objectifs interclassistes, opportunistes et révisionnistes, parce qu'en définitive ce sont les plus fréquemment exprimés. De cette manière, on en arrive à attribuer à la subjectivité communiste la substance d'un rôle d'arrière-garde, afin de ne pas encourir les défections éventuelles de ceux qui ne se reconnaissent pas dans les contenus plus qualifiés. L'avant-garde communiste qui justifierait une telle attitude en évoquant les conditions objectives, le reflux des mouvements de lutte, la volonté populaire, ne ferait que singer les divers partis social-démocrates et révisionnistes qui mystifient depuis toujours et justifient leur politique justement par ces thèses, oubliant que le Parti naît pour diriger les masses, en faire croître la conscience et leur indiquer le meilleur parcours pour la conquête du pouvoir politique. Pour autant qu'un mouvement de masse puisse conditionner et favoriser l'avant-garde, cela se détermine pourtant par rapport à des processus typiquement subjectifs et politiques et non sur une base de continuité et correspondance univoque avec les parcours des mouvements de masse. Dans l'histoire même des Organisations Communistes Combattantes des années 70, le peu de clarté du rapport Parti-masses en a conduit une bonne partie à confondre la disponibilité d'une fraction des avant-gardes de lutte à la pratique armée et une certaine sympathie de quelques secteurs prolétariens dans ses confrontations avec le ralliement des masses. Cela en produisant d'un côté un éloignement sans

cesse plus grand des masses, et d'un autre, l'élévation de simples communistes en avant-gardes de lutte. Une telle manière de procéder, comprenant uniquement l'activité des communistes, (activité de parti) et l'activité générale des masses, n'est pas dans un rapport linéaire mais plutôt contradictoire, les rendait incapables de se référer aux masses qui finissaient précisément par être confondues avec les sympathisants de la lutte armée. Penser résoudre la contradiction Parti/masses à travers une pratique unificatrice, en ce cas la lutte armée, a mené la pratique combattante d'un côté à des objectifs économicistes, au syndicalisme armé, etc., et d'un autre à éclater le mouvement de masse pour construire un mouvement propre, en jugeant par ailleurs son caractère révolutionnaire sur la forme de lutte qu'il exprime plutôt que sur son contenu. Une telle pratique, pendant la naissance des Organisations Communistes Combattantes en Italie, en présence d'un mouvement de masse qui dans une phase de flux de luttes développait de hauts niveaux d'autonomie prolétarienne et a pu grâce à cela ne pas révéler complètement ses limites et ainsi, par certains côtés, répondre à des exigences de renforcement des organisations combattantes.

En conséquence à la Campagne de Printemps, face à la nécessité objective qui se posait au mouvement révolutionnaire, mais de manière particulière aux Brigades Rouges, de faire le saut au Parti, d'assumer donc ce rôle subjectivement après l'avoir accompli objectivement, les Brigades Rouges, ayant été dans les faits (justement à travers la campagne de printemps) partie intégrante des rapports de force généraux entre les classes, d'assurer donc le devoir de direction politique de milliers de prolétaires, à savoir d'être capable de développer un rapport Parti-masses réel; l'imposition précédente a révélé toutes ses limites. Les Brigades Rouges elles-mêmes, qui dans la phase de la propagande avaient instauré un bon rapport dialectique avec les mouvements et les luttes de masse (en rapport aux objectifs historiquement déterminés de cette phase), ont manifesté face à cette situation (le saut nécessaire au Parti) et au rapport Parti-masses qui en découle, deux tendances qui se sont révélées, à la lumière des faits, toutes les deux erronées. Dans la première hypothèse, l'on estimait la crise économique sur le point de chanceler et les luttes économiques dépassées et remplacées par des luttes politiques et de pouvoir, de même que la contre-révolution préventive développée au point de rendre impossible la lutte prolétarienne sinon sur le terrain armé, où l'on se fixait l'objectif d'organiser les masses sur le terrain de la lutte armée, confondant par-là les nombreux révolutionnaires combattants et sympathisants de la lutte armée avec les masses prolétariennes. Dans l'autre hypothèse, la conquête des masses sur le terrain de la lutte armée pourrait

se faire à partir des besoins immédiats, en assumant dans la pratique combattante une claire connotation économiste (avec des reflets dans les formes organisationnelles) apte à soutenir les programmes locaux et sectoriels selon la composition de classe dans les métropoles. Mais au contraire, l'expérience a démontré que l'augmentation des prolétaires disponibles à la lutte armée dans les années 70 indiquait la croissance et la radicalisation du mouvement révolutionnaire et non la disponibilité du prolétariat, en tant que tel, à la révolution, prolétariat qui, seulement dans des conditions déterminées et sur base de sa propre expérience, est amené à se convaincre de cette nécessité. Comme on le dit justement dans «Politique et Révolution» (au-delà des positions politiques atteintes aujourd'hui par ses auteurs), la conscience des masses n'est ni la conscience moyenne des individus particuliers qui les composent, ni pourtant ne peut s'identifier avec l'expansion quantitative des convictions des communistes dans les foules. Le prolétariat qui se mobilise constitue une entité dotée d'une personnalité propre à son caractère de masse, d'une conscience que ce qu'elle fait est commun à tous même sans être le point de synthèse particulier de chacune des composantes. Faire croître cette conscience est pourtant un problème d'apports politiques révolutionnaires qui s'insèrent dans le débat interne aux grandes masses, et n'a rien à voir avec l'expansion de la proposition organisationnelle du Parti. La croissance de la conscience de masse ne résulte pas de la modification des convictions individuelles, mais survient dans des moments de lutte contre la bourgeoisie, des mouvements où la masse en tant que telle acquiert la conscience de soi et de l'adversaire, du rapport de force existant, conscience qui existe et continue à exister de manière relativement indépendante des individus qui la composent, tant qu'il y a lutte.

Le Parti dans la phase non (encore) insurrectionnelle

Dans la phase qui précède la conquête du pouvoir politique, la tactique du Parti d'avant-garde ne peut que consister en la conjugaison de l'attaque armée contre les structures et les appareils de pouvoir de la bourgeoisie, avec l'orientation et la direction du mouvement de masse contre le gouvernement et les patrons, pour affaiblir le pouvoir de la bourgeoisie et propager en même temps dans la classe la nécessité de la révolution prolétarienne. Alors, et cela se comprend aisément, il n'est pas possible de poursuivre correctement une politique d'avant-garde communiste qui garantisse une continuité dans la défense des intérêts historiques du prolétariat, si l'on identifie la politique et les formes

d'organisation du Parti avec la politique et les formes d'organisation de la classe; surtout quand au sein de cette dernière s'affirment des points de vue contraires à ses intérêts réels, comme résultat de l'influence politique révisionniste et syndical-réformiste.

Tout cela apparaît d'autant plus vrai quand l'on considère la nature et la dynamique du mouvement de masse du prolétariat dans les métropoles et la forme combattante et clandestine du Parti Communiste Combattant, qui excluent de la manière la plus absolue toute généralisation de l'activité politique elle-même et des formes d'organisation elles-mêmes du Parti à la classe.

Plus la crise économique rend les revendications prolétariennes incompatibles pour la bourgeoisie et plus les conditions de vie de la classe empirent sensiblement, plus il devient difficile aux forces révisionnistes de faire accepter leurs propositions à la classe. En même temps, seuls le développement de l'autonomie de classe, la présence physique des militants du Parti et l'activité combattante en rapport dialectique avec les contenus exprimés par les mouvements de masse, pourront conduire la classe, sur base de son expérience, à se convaincre de la justesse des propositions du Parti. L'image que le Parti donne de lui et de sa propre activité politico-militaire (activité concentrée sur les questions générales que posent prolétariat et bourgeoisie au cours des années) est d'importance fondamentale pour qu'il soit reconnu par la classe comme son propre Parti. Un tel parcours, dans un certain sens, est de caractère autonome, distinct de celui de la classe, considérant que souvent le Parti est contraint d'aller à *contre-courant* du mouvement spontané de lutte; et quand les cycles de lutte refluent, le Parti ne s'en "dissout" pas pour autant. En définitive, identifier le Parti avec la classe signifie mettre la lutte armée au service de la spontanéité ou de l'aventurisme: dans les deux cas, l'on est très loin d'une réelle politique d'avant-garde communiste.

Conclusions

De tout ce qui précède, il nous semble que le premier élément central qui s'impose pour arriver à un rapport Parti-masses correct est la compréhension du fait que la classe et l'avant-garde révolutionnaire se meuvent sur des prémisses, de manière et avec des buts immédiats différents et que, par conséquent, formes organisationnelles, méthodes de lutte et contenus exprimés ne peuvent coïncider. Justement en vertu de cela découle enfin le fait que l'avant-garde révolutionnaire ne peut assumer mécaniquement ce qui est exprimé par la classe au cours de ses luttes, ni organiser ni diriger la classe sur les "modules politico-organisationnels" qui lui

sont propres. Le lien entre ces deux termes du rapport a un double aspect. D'un côté il est de caractère politique général et passe par le programme politique (programme sur lequel se greffe la médiation politique concrète et temporaire de la contradiction Parti/masse) avec lequel l'avant-garde s'adresse à la classe. De l'autre côté, concret, il est la présence physique des avant-gardes révolutionnaires isolées (également des militants du Parti) à l'intérieur des situations prolétariennes.

D'une façon générale, nous pouvons dire que, par rapport au mouvement de classe le Parti doit se mouvoir sur deux axes directeurs:

1^o D'une part, comme force politico/militaire clandestine, il doit intervenir par le combat contre l'Etat (contre l'expression politique conjoncturelle de la fraction dominante de la bourgeoisie: le gouvernement, et contre les équilibres qui rendent possible la réalisation de la politique anti-prolétarienne), en propageant simultanément sa propre ligne politique et les objectifs pour lesquels il lutte au même moment (ces derniers sont des éléments du programme politique, ou alors des objectifs qui opposent déjà aujourd'hui sur le plan politique prolétariat et bourgeoisie).

2^o D'autre part, les militants particuliers du Parti doivent être actifs dans les situations prolétariennes, et en particulier dans les expériences de lutte plus avancées, en visant à y prendre la direction politique. Aujourd'hui, le caractère combattant du parti rend peut-être plus problématique le respect des critères qui régissent ce rapport, mais n'en met pas la validité en discussion. Au contraire, les années de lutte armée ont justement démontré comment toute confusion entre le rôle de l'avant-garde combattante et celui de la classe entraîne de graves conséquences: par exemple, estimer possible d'organiser la classe, dans des situations non révolutionnaires, sur le terrain de la lutte armée; ou alors, concevoir la lutte armée comme un instrument de lutte au service des masses, et par-là au service des contenus que la classe exprime spontanément et qui, hier comme aujourd'hui, sont encore bien loin d'être révolutionnaires. La reprise du mouvement de classe, aujourd'hui en Italie, a rendu plus évidente encore la nécessité pour les mouvements communistes d'être présents au sein des situations où la lutte de classe se manifeste et s'organise, et d'y être présents avec un rôle actif, de direction. En particulier, cette nécessité se pose à l'égard des organismes qui, à un moment donné, se constituent de fait comme point de référence de la classe. C'est en leur sein que les révolutionnaires communistes doivent travailler avec l'objectif d'en assumer la direction politique, parce que c'est à travers eux qu'ils peuvent réussir à assumer celle de tout le mouvement de classe. Pour développer correctement ce type de travail, les révolutionnaires communistes doivent avant tout

connaître les dynamiques réelles de la lutte des classes, les formes et les contenus qui expriment l'antagonisme prolétarien, et pour y voir clair dans le foisonnement de formes et de contenus par lesquels il se manifeste. Ce qui va dans le sens de l'intérêt prolétarien sera donc soutenu, alimenté et généralisé, et ce qui représente seulement une concession au spontanéisme, à l'opportunisme, au révisionnisme ou à l'aventurisme sera donc rejeté et contré parce que, en dernière instance, cela ne sert jamais que l'intérêt bourgeois. Evidemment, il ne s'agit pas ici d'évaluer comme positif ce qui se présente comme le plus "radical" ou, à l'inverse, ce qui apparaît comme l'attitude la plus répandue, mais bien ce qui, s'opposant ou contrant l'influence négative que les forces politiques bourgeoises et surtout révisionnistes et syndicales exercent sur la classe, contribue à en renforcer l'autonomie politique. Il faut en somme tenir compte que, justement parce que la classe se meut essentiellement et spontanément pour la défense de ses propres intérêts immédiats, les révolutionnaires communistes peuvent seulement développer un rôle de direction si, connaissant le niveau réel de l'antagonisme exprimé, ils recherchent quels éléments peuvent l'élever et le diriger dans une direction conforme aux intérêts généraux prolétariens, et travaillent pour les étendre et les renforcer dans tous les sens. Cela veut dire, par exemple, que les communistes révolutionnaires doivent œuvrer, à l'égard des expériences qui, par leurs propres significations, se placent à l'avant-garde de tout un cycle de luttes de masse, pour les étendre à tous les secteurs de classe, pour mieux les coordonner, etc., et surtout pour que s'y affirment toujours plus les contenus qui en renforcent l'autonomie politique. Aujourd'hui, par exemple, cela signifie qu'en ce qui concerne la question syndicale et les espaces d'agitation politique sur ce terrain, donc la possibilité qu'a la classe de s'organiser pour défendre ses propres intérêts économiques, (qui fut et est toujours le lieu central des transformations réactionnaires en cours dans notre pays), il s'impose de dépasser toutes les positions sectaires et extrémistes qui ont conduit à l'isolement vis-à-vis de la classe: que ce soit les propositions de se placer hors des syndicats existants (parce que réactionnaires) et de constituer ses propres organismes de masse (une variante désarmée des organismes de masse révolutionnaires ou de la bien triste proposition de "base légale de la lutte armée" faite par l'Union des Communistes Combattants) ou, à l'inverse, les positions de suivisme suspect à la recherche d'une reconnaissance de la part de l'appareil syndical.

Comme l'histoire du Mouvement Communiste International le démontre, la tactique la plus efficace tient dans la constitution de noyaux de militants du Parti à l'intérieur des lieux de travail (aujourd'hui, vu la forme combattante du Parti, nécessairement

clandestin), espaces où, indépendamment de sa ligne politique, les militants participent à toute organisation syndicale reconnue par les travailleurs, s'enracinent dans les luttes et y apportent la direction et la conscience, propagent le front unique de la base entre tous les travailleurs au-delà des cartes de parti ou des syndicats d'appartenance. Pour les avant-gardes communistes, travailler à la constitution de cette unité signifie, en termes concrets, travailler pour conduire les luttes hors du terrain économiste et réformiste.

(A la différence des avant-gardes non communistes réformistes, ouvriéristes, anarcho-syndicalistes, etc.), les avant-gardes communistes ne se limitent pas à la lutte pour des réalisations immédiates (illusionnant ainsi la classe sur le fait qu'elles seraient des conquêtes "définitives") mais *apportent* à la classe la conscience de la nécessité du dépassement des rapports de production capitalistes. Leur action syndicale a donc pour but d'unifier et élever la conscience de la classe ouvrière en préparation du renversement de l'Etat bourgeois.

Cette unité ne doit pas être envisagée comme un fait purement formel, et d'ailleurs elle ne pourra se réaliser qu'au sein d'un cycle de luttes fortes et croissantes. Le devoir des avant-gardes communistes sera alors d'unifier toutes les luttes et les formes d'organisation syndicale sur un programme unique et en une unique organisation syndicale qui sera la plus vaste et unitaire possible. Cela veut dire que les avant-gardes communistes devront se battre, d'une part contre toute revendication et forme organisationnelle clairement sectorielle et autonome, contre le spontanéisme et l'économisme et, d'autre part, contre la politique opportuniste et corrompue des sommets syndicaux pour amener les masses sur le programme et les mots d'ordre du Parti. Une telle unité syndicale ne doit pourtant pas être interprétée comme le rassemblement effectif de tous les prolétaires dans une seule et même organisation dirigée par le Parti, mais comme la capacité des avant-gardes du Parti d'exercer leur influence sur les prolétaires les plus conscients, sur les meilleures avant-gardes de masse (qui ne se reconnaissent pas encore dans le Parti) et sur un très grand nombre de prolétaires. Il est tout aussi clair que l'activité des avant-gardes communistes dans les usines et surtout dans les grandes unités productives ne peut aujourd'hui s'orienter vers la fondation (plût à Dieu par la seule force de la volonté) de nouveaux organismes ouvriers. Nous estimons au contraire que la démarche la plus utile, dans la situation actuelle,

consiste à remobiliser les avant-gardes et les prolétaires plus conscients qui, durant ces dernières années, se sont éloignés de l'activité syndicale parce que dégoûtés de la politique des sommets. Par rapport à ces travailleurs, le mot d'ordre doit être «retour à la lutte de classe», «retour à l'activité syndicale». Ainsi doit être clair que le devoir des avant-gardes communistes, dans les situations où se multiplient des formes auto-organisées de la base, n'est pas de promouvoir la naissance de nouveaux syndicats ou petits syndicats, mais de travailler dans tous ceux qui en offrent la possibilité en portant immédiatement la critique non seulement à la politique des sommets confédéraux, mais aussi aux limites spontanéistes et économistes des formes syndicales de la base, en cherchant toujours à dépasser l'opposition entre les prolétaires qui se reconnaissent dans diverses organisations et à œuvrer pour la plus grande unité d'action et d'organisation.

La reprise des luttes au printemps '89 a interrompu le cycle de pacification sociale des grandes usines et a vu pour la première fois depuis cinq ans (décret S. Valentin) une grande reprise de la mobilisation de masse. Tout cela ne suffit pas pour enregistrer une inversion de tendance effective. Il est pourtant important de souligner comment, pour la première fois depuis de nombreuses années, nous nous trouvons face à une tentative de développer une stratégie et une initiative communes entre les divers secteurs de l'opposition ouvrière et de la dissociation syndicale sur des thèmes comme le droit de grève, les droits et la représentativité syndicaux. Si les échéances et les moyens de la reprise d'un nouveau cycle de lutte ne sont pas prévisibles dès maintenant, l'objectif concret que l'avant-garde communiste doit se donner dans cette phase est de dépasser la fragmentation et la division des initiatives et des luttes. Dans une telle situation donc, un programme unitaire de revendications et de luttes (mots d'ordre du Parti) à partir de ce qui oppose déjà objectivement prolétariat et bourgeoisie, en même temps que l'initiative par le haut du Parti, est le moyen qui permet réaliser un rapport Parti-masses correct, et sur cette base il faut commencer à poser les prémisses pour sortir de la situation actuelle, pour commencer à modifier les rapports de force actuels.

**Cellule pour la constitution
du Parti Communiste Combattant
juin 1990**

Présentation du numéro 3 de la revue «Pour le Parti» de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant (juillet 1990)

La Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant est composée de communistes provenant de diverses expériences organisationnelles, qui se réfèrent aux principes du marxisme-léninisme, de l'expérience politique du mouvement communiste international et de son patrimoine de débat théorique et, plus récemment en ce qui concerne l'Italie, de l'expérience et de l'apport des Brigades Rouges, en tant qu'étape la plus élevée de lutte pour le communisme, - et éclairée par le marxisme-léninisme -, dans le mouvement révolutionnaire italien de notre époque.

Les camarades de la Cellule ont pour objectif le développement de la lutte pour le communisme.

La Cellule n'est pas une structure destinée à elle-même. Les camarades de la Cellule sont pleinement conscients que la lutte pour le communisme exige la constitution du parti du prolétariat, aujourd'hui le Parti Communiste Combattant, comme instrument décisif de son développement et de sa victoire. Le parti, pour exister réellement et pas seulement comme une étiquette, doit allier une solide conscience des principes du marxisme-léninisme et des objectifs stratégiques à une vision réaliste de la situation nationale et internationale concrète (et ainsi des parcours concrets de la lutte) et, surtout, présenter un cadre militant présent dans les moments fondamentaux de la lutte de classe dans le pays.

Cela en plus, évidemment, des moyens matériels essentiels à la poursuite de ses objectifs.

Il n'y a pas d'autres solutions pour avancer sur la route qui mène, à travers la Révolution Proletarienne, à la société communiste.

La Cellule est donc seulement une «structure de parcours» (un parcours qui doit être le plus bref possible), destinée à rassembler les éléments essentiels, matériels et d'orientation politique, mais aussi,

surtout, à coaliser les forces du mouvement révolutionnaire disponibles à cette fin (forces qui sont plus grandes que ce que certains croient ou font mine de croire).

Ce que nous présentons ici est le troisième numéro de la revue de la Cellule. Il faut faire un bref bilan des résultats de la diffusion des deux premiers numéros.

CE BILAN EST NETTEMENT POSITIF.

Une part conséquente du mouvement révolutionnaire a discuté le contenu politique de la proposition de la Cellule. Un nombre considérable de camarades ont été directement contactés.

Divers camarades ont contribué activement au débat par des approbations, des divergences et des critiques.

En tout cas, *pour l'objectif commun*.

C'est ce que les camarades de la Cellule se proposaient de mettre en route.

Il est opportun de dire que ce «parcours» vers la constitution du parti doit encore s'approfondir pour atteindre son but.

Toutefois, il est aussi utile de dire que ce «parcours», depuis déjà quelque temps, n'est plus une «déclaration d'intention», mais un mouvement réel, quelque chose qui se concrétise, avec des difficultés prévisibles et à travers la confrontation de divergences également importantes - mais dans l'ensemble avec des issues largement positives.

Peut-être n'est-il pas nécessaire de le répéter, mais dans la crainte de ne pas avoir été suffisamment explicites ou dans la nécessité de s'expliquer devant de nouveaux lecteurs, les camarades de la Cellule entendent préciser que les propositions de la Cellule, situées à l'indiscutable horizon stratégique de la révolution prolétarienne et de la construction de la société communiste (à travers une période plus ou moins longue d'Etat de dictature prolétarienne), sont

précisément *l'objet de la confrontation* qui caractérise la «structure de parcours» vers le parti. Donc l'identification tactique des objectifs de la lutte, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, est objet de confrontation avec les forces disponibles et d'élaboration suite à une telle confrontation. Les thèses de constitution du parti en seront un résultat.

Les lignes proposées par la Cellule ne sont bien sûr pas un «credo» auquel on répond par un «oui» ou un «non». L'insistante suggestion de présence dans le mouvement de masse, faite par les camarades de la Cellule, consiste essentiellement en une invitation aux interlocuteurs (outre évidemment en premier lieu à ses propres militants) à tirer tous les enseignements possibles des réactions au message politique à un niveau de masse. Les camarades de la Cellule sont bien conscients de la «distinction» du rôle du parti à l'égard du mouvement de masse. Mais ils savent aussi bien que sans une vérification de la réceptivité tactique du message politique du parti à un niveau de masse, ce message se réduit à un dialogue entre purs esprits, et la capacité de direction du mouvement de masse se réduit à zéro. La Cellule n'est pas le parti, mais doit s'éduquer, éduquer ses militants et ses interlocuteurs à la manière dont doit se comporter un militant de parti.

Cela vaut pour l'analyse de la situation concrète, nationale et internationale, et pour la capacité de se confronter avec les masses prolétariennes. Aucun militant ne peut être exempté de responsabilité en ces domaines. C'est ce que nous entendons par un «parti de cadres». Mais cela ne suffit pas. Le parti est aussi une structure constituée par des éléments *matériels*. Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans les détails, mais chacun est en mesure de comprendre. Et bien, la «structure de parcours» vers le parti doit l'être aussi (N.d.T: un parti de cadres) sur ce terrain. Les militants des structures et les interlocuteurs sont concernés, au même titre, par tous les aspects de ce parcours. Autrement, il s'agirait seulement d'une déplorable farce.

Quelquefois des camarades posent cette question: le docteur n'a-t-il pas dit que de telles activités politico-militaires doivent être réservées au parti déjà constitué et que, dans la phase de «parcours», il faut forcément s'en abstenir? Et bien, non, le docteur ne

l'a pas dit. En présence de forces suffisantes et d'une orientation politique suffisamment mûre et complète, l'initiative politico-militaire peut représenter une contribution importante en accélérant le «parcours», tant dans ses composantes matérielles que dans sa capacité de tracer tactiquement des objectifs politiques et, enfin, de coaliser des forces. Aux seules conditions de ne pas *coller* le titre de Parti à une réalité qui ne l'est pas encore, et de ne pas *ralentir* et *stagner* dans une dimension d'Organisation Communiste Combattante (O.C.C.) permanente, comme cela est arrivé dans trop de cas. Donc le docteur n'a rien dit à ce propos. Les choix sont des choix politiques qui seront faits tant bien que mal par des militants pour le communisme, concrètement et non sur base de principes abstraits (n'existant d'ailleurs pas en ce domaine). Il faut évidemment exclure toute tentation de se donner l'aura que la société du spectacle consent aux acteurs éphémères de la chronique. L'action politico-militaire se vérifie dans sa concrète efficacité par rapport à ses objectifs et non dans le nombre de colonnes ou lignes «conquises» de temps en temps, ici et là, dans quelque organe de presse. Bien que dans un contexte d'efficacité concrète, cela aussi peut être un instrument. Toutefois sûrement pas le principal et encore moins l'unique.

En conclusion: être intéressé, être disposé à observer comment l'initiative se développe etc. *ne suffira pas*. Les camarades de la Cellule disent clairement: le «parcours» ne se conclura en temps utile que si les camarades du mouvement révolutionnaire qui sont d'accord sur le projet prennent une part *active* tant dans la détermination de la ligne politique (en gardant fermement les déterminations théorico-stratégiques) que dans la construction matérielle du parti.

Les camarades de la Cellule ne sont pas la rédaction d'une revue et ne cherchent pas à élargir la rédaction d'une revue. Cela doit être bien clair.

**Cellule pour la Constitution
du Parti Communiste Combattant
juillet 1990**

Le moment central du processus révolutionnaire: l'insurrection armée du prolétariat contre l'Etat de la bourgeoisie

Extrait du numéro 3
de la revue «Pour le Parti»
de la Cellule pour la constitution
du Parti Communiste Combattant
(juillet 1990)

A partir du rappel des données historiques de la révolution (prédominance des facteurs objectifs dans l'évolution sociale, contenu du processus révolutionnaire, nature et fonction de l'Etat, distinction entre caractères de masse et d'avant-garde, etc.), le document présente les grands traits de la stratégie de combat communiste dans les centres impérialistes à notre époque. Il aborde la question du mûrissement des conditions objectives et subjectives jusqu'au soulèvement armé et décisif des masses, sous la direction de leur Parti Communiste, soulèvement seul capable de renverser l'Etat de la bourgeoisie et d'instaurer l'Etat du prolétariat, d'entreprendre la construction socialiste. A travers la critique tant des conceptions guérilléristes/subjectivistes que mécanistes/opportunistes, la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant réaffirme la dualité dialectique des tâches du Parti: la conquête du mouvement de masse et sa propre action politique pour la transformation de la situation (en ce qui concerne ce dernier point, les auteurs insistent sur l'axe d'*attaque au cœur de l'Etat*, tel qu'il fut pratiqué par les Brigades Rouges dans les années 70 - et de façon particulièrement offensive avec l'enlèvement et l'exécution du leader de la Démocratie Chrétienne, Aldo Moro). Le document s'achève par une réflexion sur la nécessité d'avenir de refondation d'une Internationale des Partis Communistes Combattants.

La révolution prolétarienne s'identifie au processus historique au cours duquel l'Etat bourgeois est renversé, détruit et dévitalisé, en même temps qu'à sa place, le prolétariat (sous la direction de son parti), devenu pour l'essentiel détenteur des moyens

de production, érige une nouvelle structure étatique, l'Etat de la dictature prolétarienne, donnant ainsi le coup d'envoi au processus de transition vers la société communiste.

Cette conception fondamentale du marxisme-

léninisme n'est pas une pure affirmation théorique. De nombreuses expériences historiques - avec en tête, évidemment, la Révolution d'Octobre - ont tenté et parfois réalisé ce processus, quelles qu'en aient été les évolutions et involutions successives. A ce propos, nous disposons donc non seulement de réflexions théoriques, mais aussi d'expériences pratiques desquelles tirer des enseignements importants.

Qu'entend-on concrètement par «Etat bourgeois» et par «processus de la révolution prolétarienne»? En particulier, que veut-on dire en déclarant que le processus de la révolution prolétarienne a un caractère insurrectionnel, qu'il se concrétise dans son moment central en une insurrection?

Il ne s'agit pas d'une question oiseuse. Aujourd'hui, dans le mouvement révolutionnaire (M.R.) des pays du centre impérialiste et également en Italie (le problème dans les aires du monde dominées par les Etats impérialistes se pose en termes très différents), il y a des tendances «guérilléristes» qui proposent le modèle de la «guerre populaire de longue durée» pour toute la phase qui va d'aujourd'hui, du présent de l'Etat de la bourgeoisie impérialiste, jusqu'à la destruction de cet Etat.

Dans certains cas en prévoyant un moment *insurrectionnel* final, dans d'autres en l'excluant expressément.

Voyons avant tout ce qu'il faut entendre par «Etat». Une question dont la solution semble aller de soi, mais en réalité pas tellement. Dans la société divisée en classes (car l'Etat existe seulement dans les sociétés divisées en classes), l'Etat est constitué par un ensemble de personnes et de moyens matériels organisés généralement de manière complexe pour les buts fondamentaux suivants: 1) réaliser le maximum d'unité possible entre les diverses fractions de la classe dominante (donc la classe qui détient les moyens de production), qui sont naturellement opposées entre elles (de manière particulière dans la société bourgeoise); 2) réaliser le contrôle le plus efficace possible de la ou des classes subordonnées, dans l'intérêt de la classe dominante dans son ensemble.

L'organisation étatique est naturellement constituée au sommet par une composante professionnelle spécifique de la classe dominante qui se sert, pour ses fonctions exécutives les plus basses, de couches même larges de la classe dominée. Ces fractions de classe subordonnée, utilisées par l'Etat pour ses fonctions exécutives les plus basses, échangent leur travail contre un revenu (sous la forme de ressources de la balance de l'Etat prélevées par des impôts et des taxes du revenu national - en grande partie le revenu des travailleurs) et sont ainsi à classer dans la catégorie du prolétariat improductif. Il est naturellement possible que les fonctions de dirigeants de l'Etat et la détention des moyens de production

coïncident dans la personne des membres les plus importants de la classe dominante.

Dans la société bourgeoise contemporaine, il est ensuite commun que la classe dominante, la bourgeoisie, confie à des structures déterminées de l'Etat (et donc à des membres déterminés de la classe bourgeoise) le contrôle de certains secteurs des moyens de production, en constituant ainsi ladite «bourgeoisie d'Etat». Les membres appartenant aux classes subordonnées dont se sert la bourgeoisie d'Etat pour valoriser les moyens de production mis sous son contrôle, sont prolétaires, et en bonne partie classe ouvrière, autant que les salariés des grandes ou petites entreprises privées. Ils échangent en fait le travail contre le capital tout comme les travailleurs de la bourgeoisie «privée».

Le fait que l'Etat ait aussi comme but de réaliser le contrôle le plus efficace possible de la classe subordonnée lui attribue en grande partie, quoique pas toujours, la gestion de ce que sont ou (d'un point de vue communiste) *seulement apparaissent* être (donc est d'un point de vue «restreint») les intérêts communs de la classe dominante et de la classe subordonnée (gestion du consensus).

A toutes ces fins et du moins dans les formes étatiques les plus développées, il est attribué (de manière plus ou moins totale et parfois seulement partielle) à l'Etat de la classe dominante (avec un consensus plus ou moins étendu de la classe subordonnée) le *monopole de l'utilisation de la violence*. A cette occasion, le plus important à souligner est que cette organisation de personnes et moyens matériels qui constitue l'Etat dépend *dans l'absolu* (donc en définitive, en dernière instance) de la classe qui détient les moyens de production, bien que *relativement* (à savoir de manière limitée et pour des temps limités), de même que d'autres fractions de la classe dominante (par exemple les prêtres, les journalistes, les scientifiques, etc.), elle ait une certaine capacité à se mouvoir de manière autonome et aussi de faire chanter la classe détentrice des moyens de production. Spécialement quand, comme dans la société bourgeoise contemporaine, une partie des structures étatiques s'est constituée en bourgeoisie d'Etat dans le sens précité, mais également en bureaucratie civile et militaire seulement.

L'Etat n'est pas un terme qui indique globalement et de manière symbolique toute la réalité complexe des rapports sociaux que les communistes se proposent de détruire, ce n'est pas un monstre universel, qui contient tout. C'est au contraire un tissu particulier de structures fait de personnes et moyens matériels destiné par la classe dominante aux buts sus-indiqués.

Le rapport de travail salarié (le marché du travail) n'est pas un rapport étatique, même si l'Etat le «protège» dans les intérêts de la bourgeoisie. Les

rapports de marché (l'échange de marchandises, d'argent, etc.) ne sont pas des rapports étatiques, même si l'Etat les «protège» dans les intérêts de la bourgeoisie. Les associations patronales ne sont pas des organismes étatiques, même si elles influencent l'Etat pour la protection de leurs intérêts. De la même façon, les rapports associatifs qui se concrétisent dans les «partis» (les partis de la bourgeoisie) ou dans les différentes mafias et camorras, ne sont pas des rapports étatiques, même s'il s'agit d'associations destinées essentiellement à influencer sur l'Etat, duquel évidemment elles sollicitent et obtiennent réciproquement protection. Bien que l'Etat ne soit pas tout, il est pourtant l'instrument fondamental du pouvoir politique de la classe dominante. Par pouvoir politique, on entend bien sûr le pouvoir qui a sa base dans l'Etat et dans le parastatal (Régions, Provinces, Communes, innombrables autres organismes publics). C'est pour cela que la révolution prolétarienne a pour objectif immédiat la destruction de l'Etat de la bourgeoisie, et que la transition au communisme (société sans classe) a pour objectif la destruction de l'Etat tout court, en totalité. Ainsi il est évident que, *en elle-même*, la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie ne signifie pas l'abolition du rapport de travail salarié, l'abolition de l'échange marchand, l'abolition de l'association (légitime ou clandestine) corporative et/ou de classe, etc. Comme il est également évident (mais cela n'apparaît pas à tous) que l'abolition du rapport de travail salarié, de l'échange de marchandises, etc. ne peut s'accomplir sans la destruction préventive de l'Etat bourgeois. Cette destruction de l'Etat bourgeois est ainsi pour cette raison une condition nécessaire mais non suffisante pour l'accès à la transition.

Si le communisme signifie destruction de l'Etat en totalité (parce qu'il signifie destruction de la société divisée en classes), l'instauration de la dictature prolétarienne, premier fruit de la révolution prolétarienne, veut dire au contraire destruction de l'Etat bourgeois et construction d'une organisation étatique dépendant en totalité du prolétariat (la classe qui après la révolution prolétarienne détient pour l'essentiel les moyens de production), même si relativement (et déplorablement) cette organisation aura et a eu une certaine capacité de se mouvoir de manière autonome et aussi de faire chanter la classe détentrice des moyens de production (dans ce cas le prolétariat). Dans cette dernière considération se trouve ce plus ou moins de vrai que la polémique anarchiste et des diverses «gauches» a toujours opposé au bureaucratisme des Etats post-révolutionnaires.

Donc, nous le répétons, l'Etat de la bourgeoisie *n'est pas* la société bourgeoise dans son ensemble, mais une structure particulière (de personnes et de moyens matériels organisés) de cette société, sans la destruction de laquelle on ne peut même pas

concevoir le début d'un processus de transition à la société communiste.

Qu'entendons-nous quand nous disons que la révolution prolétarienne, et donc le renversement de l'Etat bourgeois et l'instauration d'une structure étatique de dictature prolétarienne, ne peut advenir dans le centre impérialiste que par la procédure politico-militaire *de l'insurrection* (et non par exemple de la guérilla ou de la guerre de longue durée)? Qu'entendons-nous par insurrection ?

Par insurrection, nous entendons ce fait politico-militaire dans lequel les fractions les plus significatives du prolétariat, au niveau de masse, se soulèvent, organisées en armée prolétarienne et sous l'influence décisive du parti communiste, pour désarticuler les structures essentielles de l'Etat bourgeois, à commencer par les forces armées et de répression, ainsi que les principaux instruments de propagande et de communication.

L'insurrection peut-elle faire abstraction de son *caractère de masse* ?

Avant tout, sous peine de répéter des évidences, nous rappelons que «de masse» ne veut pas dire de la *totalité* du prolétariat. Il s'agit d'une détermination de *qualité* et non de *quantité*, qui implique bien sûr aussi certaines déterminations quantitatives. Le caractère *de masse* du mouvement insurrectionnel dérive de ses objectifs relativement limités et immédiats: le contrôle des moyens de production, la dissolution de l'appareil d'Etat bourgeois en commençant par ses structures militaires et ses instruments de propagande et communication, l'instauration d'un appareil étatique dépendant du prolétariat. Le mouvement qui se développe sur ces objectifs immédiats et relativement limités rassemble à cette fin propre un secteur du prolétariat plus large, beaucoup plus large même (et en grande partie non organisé à l'avance) que celui qui s'identifie à l'avant-garde, au parti communiste, qui *est porteur de l'objectif de la construction de la société communiste* (et qui est rigoureusement organisé préventivement).

En cela réside l'essentiel du faux de la polémique anarchiste et des diverses «gauches», qui contre toute évidence historique voudraient le mouvement de masse porteur de l'objectif de la construction de la société communiste, tandis que le parti serait le porteur des objectifs à court et moyen termes, contrastant avec l'objectif ultime, en l'occurrence celui de la société communiste. Les objectifs du mouvement insurrectionnel exigent évidemment la force d'une *armée prolétarienne*, politiquement dirigée par un parti communiste combattant. Les forces d'une avant-garde communiste combattante, même large et enracinée dans les masses prolétariennes, ne sont pas suffisantes (comme l'enseigne l'expérience historique) pour détruire l'Etat de la bourgeoisie, la bureaucratie civile et militaire, et

instaurer un appareil étatique prolétarien lié, voire subordonné, aux structures de contrôle des moyens de production par le prolétariat.

La guérilla - ou plus généralement la lutte armée - menée par une avant-garde communiste dans des conditions où l'insurrection n'est pas encore mûre (une situation non révolutionnaire) ne peut pas se fixer l'objectif du renversement de l'Etat bourgeois, d'une part pour *d'évidentes disproportions des forces* et, de l'autre, pour *l'évidente raison politique* que dans une telle situation non encore révolutionnaire, les masses prolétariennes (dans le sens défini ci-dessus) ne sont pas encore en mesure de se fixer l'objectif du contrôle des moyens de production et des structures étatiques prolétariennes qui se substituent à celles de l'Etat bourgeois. La lutte armée ne peut se donner la perspective d'un élargissement de la structure communiste d'avant-garde guérilléra et combattante jusqu'à se transformer progressivement en armée prolétarienne, pour la raison essentielle qu'il s'agit là de dimensions *qualitativement* différentes entre lesquelles il ne peut pas ne pas y avoir de solution de continuité. Toutes les versions des positions «guérilléristes» ou de la «guerre populaire de longue durée» dans les pays du centre impérialiste et dans la phase non encore révolutionnaire, se fondent essentiellement sur le concept de la *continuité qualitative* entre la phase actuelle - non encore révolutionnaire - et la phase finale du processus révolutionnaire. Cette conception est erronée et mène à des conséquences politiques et pratiques désastreuses, parce qu'à son tour elle se fonde sur un présupposé (plus ou moins explicite) selon lequel la contradiction de classe dans les pays du centre impérialiste produit *dès maintenant* un conflit concernant le pouvoir politique (à savoir essentiellement les structures étatiques), à travers la multiplication des *mouvements* de masse, caractérisés bien sûr par la défense des intérêts immédiats mais en même temps pleins de «politique», spontanément mûrs pour fouler le terrain du conflit politique, donc celui de l'attaque contre les structures étatiques bourgeoises. La conséquence qui en découlerait, en ce qui concerne le thème fondamental de la lutte armée, serait que l'élément unificateur, le moyen de recomposition des mouvements, serait précisément et essentiellement la pratique de la lutte armée, dans laquelle le «politique» implicite dans toute la gamme variée des mouvements s'unifierait. L'expansion *quantitative* de la lutte armée exprimerait ainsi l'élévation du niveau d'expression politique du conflit de classe et le «glissement» progressif et linéaire vers la phase finale du processus révolutionnaire.

La conception «guérillériste» est étroitement liée aux différentes variantes de la conception «subjectiviste». D'un point de vue «subjectiviste» les conditions matérielles pour le développement du proces-

sus révolutionnaire sont toutes rassemblées, dans une dimension cosmique. Toute expression conflictuelle se manifesterait comme subjectivement *politique*. En substance, tout besoin qui ne trouve pas immédiatement satisfaction *est* besoin de révolution. La lutte armée, n'importe quelle lutte armée mise en action au nom de la satisfaction des besoins des couches subordonnées et exploitées, constituerait un moment de recomposition (*le* moment de recomposition par excellence) de la diversité en un flux de guerre populaire qui, au fil du temps, se jetterait instinctivement, spontanément, tout entier, dans le fleuve unique qui conduirait à l'inévitable embouchure du communisme. La confluence des mouvements les plus divers (anti-racistes, anti-fascistes, anti-impérialistes, anti-militaristes, anti-sexistes, économiques, etc.) se réaliserait sous la forme de la lutte armée. D'où le blocage de toute confrontation politique à la frontière de la pratique et de la propagande de la guerre populaire qui, dans les métropoles, revêtirait la forme de la guérilla urbaine endémique. Vu la maturité des conditions matérielles (la supposée «maturité du communisme»), la subjectivité montrerait une tendance constante à se coaliser en ghettos de communisme (la supposée «société alternative») qui, de manière science-fictionnesque, constitueraient l'équivalent des zones libérées, les zones rouges, dans la guerre populaire des pays colonisés et semi-colonisés. Sauf qu'au contraire de se développer pour ainsi dire horizontalement (zones libérées à côté de zones occupées) comme par exemple dans les guerres populaires en Chine, au Vietnam, en Algérie, etc., dans les métropoles impérialistes ce processus de libération se ferait verticalement, par couches et situations sociales coexistant dans le même espace bidimensionnel, comme des couches différentes de la même pyramide à trois dimensions, et toujours en présence d'une structure étatique bourgeoise - prétendument écornée et corrompue par la diffusion de cette «société alternative».

Le paradoxe (paradoxe qui dans ce cas équivaut à une grave erreur) de cette conception tient dans la négation de l'évidence que les *conditions objectives*, matérielles pour la définition de ce que, avec Lénine, nous appelons «situation révolutionnaire» ne sont pas toujours et partout présentes de manière stable. Et de même, dit-on, pour les *conditions subjectives*.

Les conditions objectives consistent en les effets de la crise économique brisant les équilibres sociaux (et les conséquences relatives) et les conditions subjectives en la présence d'un parti communiste en mesure d'orienter le mouvement et les organisations de masse. L'hypothèse selon laquelle dans la phase de l'impérialisme mûr (la nôtre), les conditions objectives et subjectives de la situation révolutionnaire seraient acquises de façon universelle et stable

(la condition subjective-parti étant remplacée par la seule présence de noyaux plus ou moins grands de guérilla endémique) est non seulement démentie par les faits, mais est incorrecte d'un point de vue méthodologique.

Dans toutes les phases, même dans celle de l'impérialisme mûr, l'ensemble de la société bourgeoise se meut contradictoirement avec une accumulation de moments de crise de gouvernement dans le temps et dans l'espace, qui ne convergent en moments de crise générale de gouvernement, en situations révolutionnaires, que dans des moments exceptionnels. Il est purement équivoque d'affirmer que puisque nous nous trouvons - ce qui est certainement vrai - dans la phase d'une crise générale (et en toute probabilité irréversible) de surproduction de capitaux et, par conséquent, de valorisation, la manifestation de cette crise donne pour autant lieu à un phénomène planétaire de révolte et d'impossibilité de gouverner, en somme à une situation révolutionnaire planétaire. Même dans ce contexte, l'inflammation se produit par plaques, dans l'espace et dans le temps, et ne se présente comme inflammation généralisée que dans des moments exceptionnels.

Il est absurde et dangereux d'interpréter tout mécontentement, tout mal de vivre et toute protestation, qui se manifestent sous une forme organisée de manière minimale (ou bien pas), comme composante d'un mouvement révolutionnaire global. Les mécontents et les protestataires *peuvent peut-être* aussi faire usage des armes, mais sans pour autant sortir de la dimension corporative qui les caractérise, et donc de la revendication (du point de vue bourgeois plus ou moins supportable) d'amélioration du cadre des rapports de classe existants.

En ce qui concerne la «condition subjective» et son entrée dans l'existence, nous devons pourtant faire encore une observation sous l'angle opposé. Nous avons critiqué et nous critiquons les subjectivistes parce qu'ils attribuent à l'élément de la subjectivité révolutionnaire une capacité d'exister et d'agir (ouvrir et fermer des phases révolutionnaires selon son plaisir) en dehors des conditions objectives bien déterminées. Mais nous devons nous garder de la déviation contraire, celle que nous pourrions appeler «mécaniste». Il y a des camarades qui, dans la juste polémique contre le subjectivisme, se «déséquilibrent», jusqu'à affirmer que l'émergence et la viabilité des conditions subjectives (en synthèse: le parti communiste) dépendent en tout et pour tout - et seulement - de l'évolution des conditions objectives. En résumé, ils affirment que, de la même façon que le capitalisme crée la condition prolétarienne, les prolétaires, il créerait aussi les communistes. Mis à part le fait que l'affirmation selon laquelle le capitalisme crée dans sa totalité la condition prolétarienne serait en soi erronée (le capitalisme certes la

reproduit et l'amplifie, mais d'autre part il naît lui-même originellement entre autres de la disponibilité des hommes qui pour vivre doivent vendre leur force-travail), l'affirmation selon laquelle la position objective de classe donne lieu, mécaniquement, même en présence de conditions critiques particulières, à la formation d'une conscience critique dans certaines couches ou noyaux prolétariens, est non seulement paradoxale et erronée, mais donne lieu à des conséquences pratiques et politiques néfastes, d'une certaine façon semblables, bien qu'apparemment contraires, à celles auxquelles donne lieu le subjectivisme le plus radical. La conséquence politique la plus néfaste qui en découle est l'«attentisme» accompagné d'un optimisme irresponsable. La crise amènerait fatalement à l'écroulement du capitalisme et à la formation de la génération communiste prête à opérer pour la destruction de l'Etat bourgeois, la construction de l'Etat de dictature prolétarienne et le début du processus de transition vers la société communiste.

L'on doit plutôt réaffirmer la conception du matérialisme *dialectique* selon laquelle la réalité objective dans sa globalité est faite d'un rapport entre ce qui par voie d'abstraction seulement peut se distinguer en éléments objectifs et éléments subjectifs. De cette manière, il n'est jamais possible de dire que les uns (qui seraient principaux) produisent mécaniquement les autres (qui seraient secondaires). La pratique des hommes, leur action de transformation, fait partie de la réalité - dans toute son «objectivité» - autant que la matière naturelle et sociale. La contradiction primaire est celle entre, *d'une part*, la pratique de transformation qui *nie* dans ses divers aspects l'état des choses présent (transformation de la nature et révolution des rapports sociaux) pour affirmer le futur, et *d'autre part*, ce même état des choses présent. Ceci évidemment dans le respect des lois inviolables de la nature et du développement des rapports sociaux. Comme Marx l'a dit, l'humanité ne se pose pas d'autres problèmes que ceux qu'elle *peut* petit à petit résoudre. La *dynamique* historique de la capacité de transformation de la réalité ne dépend pas de l'existence de présumés problèmes existant métaphysiquement dans une objectivité nouménale (ni phénoménale, ni apparente), mais du conflit tout visible entre pratique et conceptions connexes, arriérées et progressistes, limitées et plus larges et profondes, enfin réactionnaires et révolutionnaires de la même réalité universelle de la transformation, dont l'action de transformation est une composante essentielle, intime, en tant que son «objet» matériel et social avec ses lois inviolables.

Quel sens cela aurait-il autrement de parler de bataille idéologique? Opérer (aussi) pour se confronter, pour influencer? Pourquoi les communistes écriraient-ils des livres, des brochures, des journaux,

et en général feraient-ils des discours, qui ne sont pas seulement des indications techniques et opérationnelles immédiates (et lesquelles!)? Pourquoi se proposeraient-ils d'accomplir des actions denses de *signification* politique, outre que d'*effet* politique? Au-delà d'un débat purement théorique, dont ce n'est pas le lieu, les conséquences politiques nous intéressent en premier lieu. De notre point de vue la conséquence politique principale est celle-ci: le parti communiste n'est pas un produit mécaniquement dérivé des luttes de masse, à leur tour mécaniquement produites par des contradictions matérielles et sociales, pour ainsi dire «primaires». Ainsi, aujourd'hui, dans une situation non révolutionnaire, le choix des communistes de mener la lutte par le haut comme lutte armée, ne découle pas du fait de faire siennes des formes de lutte diffuses (plus ou moins du reste) dans le mouvement de masse, mais d'un choix, d'une décision subjective dépendant d'une analyse précise et d'une évaluation de la situation objective et subjective à tous les niveaux. Un choix, une décision qui représente précisément l'*autre* pôle de la même réalité dont est partie intégrante la réalité objective, matérielle et sociale - laquelle n'est pourtant pas la cause mécaniquement déterminante du choix. L'on ne peut donc pas mesurer au centimètre la distance entre causes objectives, mouvement de masse et parti. Il ne s'agit pas de relations quantitatives, mais de polarités *qualitativement* différentes. Donc il ne s'agit pas d'être un, deux ou trois pas devant les masses. Il ne s'agit pas d'épuiser le rôle du parti dans ce qu'il réussit à faire faire aux masses (même s'il s'agit de questions importantes). Le parti fait faire quelque chose aux masses aussi et surtout par ce qu'il réussit à faire lui-même, par une position *autre* que celle de la spontanéité du mouvement de masse. La question du pouvoir politique, la question de la transition à la société sans classes et sans Etat (la société communiste), se posent à un autre niveau, un niveau qui impose un saut, une rupture, par rapport au niveau des manifestations plus ou moins organisées des besoins spontanés du mouvement de masse de survivre «hic et nunc» (ici et maintenant) aux tendances destructrices du système capitaliste. Et cela vaut autant à l'égard des «subjectivistes» qui identifient les deux niveaux qu'à l'égard des «mécanistes» qui prévoient un passage automatique d'un niveau à l'autre.

Notre problème, pour en revenir à la question initiale et centrale, c'est: que signifie le fait que le parti choisisse aujourd'hui la lutte armée comme *son* moyen d'opérer par le haut, dans une situation non révolutionnaire, et non la stratégie de la guérilla urbaine diffuse et endémique, de la guerre populaire de longue durée? Que, d'autre part, il ne subordonne pas le choix de la lutte armée à la diffusion de cette «méthode de lutte» au niveau spontané de masse?

Que, enfin, il considère une phase nouvelle et différente de celle de la situation révolutionnaire où la lutte armée au niveau de masse, et sous la direction du parti, pourra (comme maintenant elle ne peut pas) se proposer l'objectif de l'*insurrection*, de détruire l'Etat bourgeois et d'instaurer l'Etat de la dictature du prolétariat, en donnant ainsi naissance au processus de la transition au communisme? L'évidente disproportion des forces, l'immaturité du mouvement de masse à faire sien l'objectif de la destruction de l'Etat de la bourgeoisie, l'impossibilité d'utiliser la lutte armée pour l'objectif d'une libération partielle du territoire, dans la phase non encore révolutionnaire, rendent impossible l'attribution à la force politico-militaire *du parti* de l'objectif d'attaque contre l'Etat pour en détruire les structures essentielles: armée, diverses polices, moyens de communication et de propagande. On ne peut pas non plus imaginer une lente, progressive croissance de la force politico-militaire du mouvement de masse concentrée sur ce but, ce en quoi consisterait essentiellement la stratégie de la guérilla urbaine endémique ou de la guerre populaire de longue durée dans les métropoles. Dans un pays où le territoire est, dans l'espace - *horizontalement* -, et dans les structures - pour ainsi dire *verticalement* - profondément inter-pénétré par les structures étatiques, il est pratiquement impossible de constituer des aires libérées stables, des bases rouges durables, dans lesquelles le mouvement de masse puisse s'organiser et s'établir pour y garder un point d'attaque offensif, de longue durée. Cela n'est imaginable ici qu'après la décapitation et la dévitalisation de la structure étatique dans son ensemble, ce qui ne peut advenir qu'à travers un processus *insurrectionnel* qui attaque avec des instruments politico-militaires de masse (l'armée prolétarienne) dans le même laps de temps tous les centres vitaux de l'Etat: des structures de commande de l'armée à ses corps spéciaux, des structures opérationnelles des diverses polices aux centres de communication militaires et policiers, aux diverses radios et télévisions, etc. Il est évident qu'en aucun cas tout ne se résoudrait avec la seule prise du Palais d'Hiver, à laquelle succéderait une période plus ou moins longue de guerre civile, comme il est, dans les faits, advenu en URSS, après la conquête des organes vitaux de l'Etat par le prolétariat révolutionnaire. Maintenant, pour que la mobilisation de l'armée prolétarienne soit possible, il faut que la situation révolutionnaire soit mûre: objectivement les effets dévastateurs de la crise et l'impossibilité de gouverner, subjectivement l'existence d'un parti en mesure d'influer de manière décisive sur les masses. Naturellement, les communistes ne sont pas des illuminés de Dieu, qui surgissent par une grâce reçue à n'importe quel moment de l'histoire. Les communistes font partie de cette humanité qui se pose seulement les problèmes qu'elle peut résoudre. Donc

les communistes et leurs partis naissent de l'analyse d'une situation qui, si elle n'est pas encore révolutionnaire, est pourtant pré-révolutionnaire, celle de l'impérialisme, où révolution prolétarienne et transition au communisme peuvent déjà être mises à l'ordre du jour. Tout autre est le sens de la lutte contre l'Etat menée par le Parti Communiste Combattant dans la phase non révolutionnaire. Un sens qui se résume dans l'expression «attaque au cœur de l'Etat». Dans ce contexte, la disputée «théorie des papes» («un pape est mort, il en vient un autre») acquiert une pertinence particulière. Dans la situation pré-révolutionnaire, il ne fait aucun doute que n'importe quelle attaque politique, politico-militaire du parti en tant que tel - qui ne peut se proposer de détruire une structure de l'Etat en tant que tel - attaque contre un, deux ou trois «fonctionnaires» de l'Etat, et aussi haut placés qu'ils soient, ne produit en général qu'un remplacement aux postes des sujets attaqués (et cela dans les «meilleurs» cas). Ce qui ne veut naturellement pas dire que, par tous les moyens, le parti ne cherche pas à élever la conscience politique des masses et à en diriger les luttes. De cela fait partie la propagande contre l'Etat de la bourgeoisie en général. Mais faire passer les actions politico-militaires du parti contre des fonctionnaires de l'Etat, comme purement et simplement le moyen du Parti Communiste Combattant pour faire de la propagande contre l'Etat de la bourgeoisie parmi les masses, ne peut manquer de donner lieu à de lourdes équivoques. Un tel effet de propagande n'est pas toujours atteint (au contraire, parfois), tandis que l'effet de désarticulation effective des structures étatiques est exclu à quasi 100%, comme expliqué ci-dessus.

Que veut donc dire «attaque au cœur de l'Etat» pour le Parti Communiste Combattant dans la phase non encore révolutionnaire, pré-insurrectionnelle?

La bourgeoisie comme classe est définie par sa détention des moyens de production. Elle est attaquée comme telle dans la phase non révolutionnaire par le mouvement de masse, principalement économique, qui en érode (au mieux) le pouvoir économique, et est expropriée dans le processus révolutionnaire. L'Etat de la bourgeoisie, celui dont nous avons parlé ici, est attaqué et abattu par l'insurrection armée du prolétariat. Dans la phase pré-insurrectionnelle/pré-révolutionnaire, le parti communiste ne peut (excepté dans des cas limites qui surgissent à proximité du moment insurrectionnel) exproprier le plus microscopique bourgeois et ne peut désarticuler la structure étatique la plus périphérique. Le parti communiste est un parti comme un autre.

La bourgeoisie, en tant que classe, module ses rapports avec l'Etat à travers ses partis (son parti, les coalitions de ses partis, etc.). Le prolétariat entre en rapport politique avec les partis de la bourgeoisie à travers l'action politico/militaire de son parti, le Parti

Communiste Combattant. Dans ce contexte, que signifie la «théorie des papes»? Il ne s'agit pas d'une question théorique ou «de principe», mais d'une question concrète et conditionnée par des déterminations d'espace et de temps. Les partis sont, ici et aujourd'hui, eux aussi des organisations de personnes, mais - à la différence de l'Etat (dans la société bourgeoise) - non uniques et au contraire multiples pour la simple raison qu'ils représentent diverses fractions de la bourgeoisie, et que, de surcroît, ils sont eux-mêmes divisés en courants explicites qui représentent d'autres fractions ou sous-fractions bourgeoises. Leur dynamique interne est, dans cet état des choses, liée aux groupes dirigeants, leaderships ou simples leaders, qui assurent les équilibres temporaires des organisations concernées.

Donc, dans ce cas, la règle «un pape est mort, il en vient un autre» n'est pas valable. Éliminés les éléments personnels qui régissent les équilibres d'un parti ou d'un projet politique fondant l'unité d'un parti ou la coalition de divers partis, leur remplacement dans le même rôle est très difficile.

Cela est-il vrai aussi pour le parti du prolétariat, le Parti Communiste Combattant? C'est en partie vrai aussi pour le Parti Communiste Combattant (en ce sens il est précisément un parti comme les autres), et sur ce fait se fonde l'essentiel de la technique répressive de la bourgeoisie et de son Etat, qui combattent le Parti Communiste Combattant, en tentant d'en anéantir les groupes dirigeants. Mais, dans un autre sens, cela n'est pas vrai pour le Parti Communiste Combattant, en ce que le cadre communiste opère pour la promotion continue de militants au niveau de cadres (ce qui n'est absolument pas le cas dans un parti bourgeois, construit sur la base des clans et des clientèles), et en cela l'organisation communiste est en mesure - beaucoup plus qu'un parti bourgeois - de «mettre un nouveau pape à la place de celui qui est mort». En ceci, la prétendue «théorie de la sauvegarde des cadres», avancée par quelques camarades, n'est pas valable. Ainsi, le conflit entre les partis de la bourgeoisie et le parti du prolétariat, bien que ce soit un conflit entre partis, en tant que tels, est aussi un conflit entre partis de types différents. La faiblesse initiale et peut-être prolongée du parti communiste à l'égard des partis de la bourgeoisie, correspond, par ailleurs, à sa capacité de se reproduire, lui-même et son cadre dirigeant, beaucoup mieux que les partis bourgeois. En ce sens, la lutte armée - qui existe inévitablement, plus ou moins largement selon les périodes historiques - entre les partis des deux classes antagonistes, offre des avantages particuliers au parti communiste. De ces avantages particuliers, le parti communiste doit faire le meilleur usage. Si ce n'était pas ainsi, nous nous trouverions face à un problème sans solution.

Le prolétariat en tant que classe, toujours dans la phase non révolutionnaire, est en condition de conflit latent et occasionnellement ouvert avec l'Etat de la bourgeoisie. Son parti se situe dans une autonomie ouverte et déclarée par rapport à l'Etat de la bourgeoisie, autonomie qui se concrétise dans le choix de la clandestinité et de la lutte armée. Parti parmi les partis (bien que parti d'un type certes particulier), le Parti Communiste Combattant attaque, dans la phase dont nous parlons, les partis bourgeois en les affaiblissant et en en affaiblissant la capacité de coalition dans la gestion de l'Etat. Le Parti Communiste Combattant attaque le «cœur de l'Etat». Dans la phase non révolutionnaire, cela signifie ouvrir concrètement des espaces à l'autonomie prolétarienne et à l'action du parti même parmi les masses pour en diriger le mouvement et en élever la conscience politique: éléments fondamentaux, parallèlement aux éléments objectifs qui ne dépendent certes pas du parti, pour porter à maturation la phase révolutionnaire.

Donc l'attaque de l'Etat, dans la phase insurrectionnelle et dans la phase non encore révolutionnaire, assume des significations différentes. Dans la phase insurrectionnelle, il s'agit d'une attaque portée par l'armée prolétarienne sous la direction de son parti, avec le but de *détruire les structures de l'Etat bourgeois*; dans la phase non encore insurrectionnelle, il s'agit d'une attaque politico-militaire menée par le Parti Communiste Combattant contre le *cœur* (cœur politique) *de l'Etat*, c'est-à-dire des personnes et des choses dans lesquelles se concrétisent les équilibres politiques de la bourgeoisie, équilibres destinés de manière prédominante (même si non exclusive) à l'utilisation efficace des structures étatiques.

Cela n'empêche évidemment pas, même dans la phase non révolutionnaire, qu'une attaque contre des *organes* de l'Etat, attaque de caractère défensif, menée dans les diverses périphéries de la structure étatique et pour en affaiblir temporairement l'efficacité répressive, soit pour l'avant-garde communiste parfaitement justifiée. Mais il s'agit naturellement d'autre chose.

En ce sens, il doit être clair que le choix subjectif, la décision subjective du parti de mener sa lutte par le haut, sous la forme principale de la lutte armée, n'a rien à voir avec le fait que cette forme de lutte soit plus ou moins diffuse au niveau des masses. Cette décision découle des analyses, des conceptions dérivées de son expérience pratique propre, de ses militants particuliers et de l'histoire du Mouvement Communiste International, dont le parti fait son patrimoine. La justesse de ces analyses, de ces conceptions, de cette évaluation des expériences pratiques est évidemment l'objet de discussions, discussions qui n'ont pourtant rien à voir avec une espèce d'«imitation» des comportements

«spontanés» du mouvement de masse. Inutile de répéter que, par ailleurs, ces comportements sont un élément essentiel dans l'évaluation de la phase dans laquelle le parti agit, et que personne ne songe à inventer autour d'une table les formes de la lutte. Il n'en reste pas moins que la *pratique* du mouvement de masse et la *pratique* du parti se développent à des niveaux *qualitativement différents*.

La situation dans des pays occupés par des forces colonialistes ou d'occupation en général a été et est complètement différente. Ce sont les particularités évidentes de l'«état d'occupation» et les particularités encore plus évidentes de la «guerre de libération» qui rendent applicables la stratégie des zones libérées et des bases rouges et, par conséquent, la stratégie de la guerre populaire de longue durée, la technique de la guérilla diffuse et la conception et la pratique des alliances sociales et politiques qui parcourent, en se mouvant continuellement, la phase prolongée de la guerre populaire. Ce n'est pas ici l'endroit pour approfondir cette question, notamment parce que notre devoir n'est pas de donner des directives à des organisations de lutte opérant dans des contextes différents du nôtre (tout autres seraient les devoirs d'une Internationale Communiste). Nous avons fait référence à ce problème seulement pour souligner qu'il n'est pas possible, en se basant sur ces diverses situations, de tirer des stratégies, des tactiques et des techniques, politiques et militaires, applicables purement et simplement dans les métropoles impérialistes, dans le contexte d'un conflit qui voit indiscutablement comme contradiction principale celle existant entre bourgeoisie et prolétariat et non entre forces d'occupation et forces de libération.

Récemment, les camarades de la Rote Armee Fraktion (une organisation que nous pourrions citer comme exemple par excellence de subjectivisme) ont mené une action (celle contre le banquier Herrhausen (1)) qui a été saluée par tous les camarades comme un grand succès. Pour notre part, non seulement nous saluons cette action comme un grand succès, mais aussi comme un exemple, une illustration de ce que nous voulions dire quand nous utilisons l'expression «attaque au cœur de l'Etat», dans tous les aspects auxquels nous avons fait allusion ci-dessus. En bref, Herrhausen était certainement un pion irremplaçable des projets politiques de la bourgeoisie allemande, tant sur le plan de la politique intérieure qu'internationale (vers l'Est, vers l'Europe, vers le Tiers Monde). Un élément irremplaçable dans un type d'équilibre d'intérêts et de projets qui ne pourra plus jamais être le même sans sa contribution personnelle. L'attaque contre Herrhausen, même si elle n'a certainement pas

(1) président de la Deutsche Bank.

démoli des structures de l'Etat, a pourtant frappé l'Etat dans son cœur politique. Une telle action a non seulement confirmé la grande capacité technico-militaire de la R.A.F., mais aussi et surtout sa capacité de mettre en évidence des cibles névralgiques du système politique. A notre avis, il n'en a pas toujours été ainsi, et le contexte général dans lequel la R.A.F. place son activité n'éclaire en rien la signification d'actions de ce niveau. Nous ne parlons pas du bref texte de revendication, du moins dans la forme dont il nous est connu, qui est trop synthétique pour permettre une évaluation. La R.A.F. a plusieurs fois avancé une interprétation de l'Allemagne comme étant un pays «occupé» par l'impérialisme américain, un pur instrument de l'impérialisme mondial à direction USA, occupant et exploiteur lui-même dans son ensemble de la périphérie du monde. De quoi découlerait le caractère véritable d'une lutte de libération planétaire, se déplaçant de la périphérie vers le centre, se valorisant des avant-gardes placées dans le propre centre de l'empire, de la conception du cadre du conflit mondial et du rôle des avant-gardes guérillera agissant dans ce même centre de l'empire. En cela, ne risque-t-il pas d'être abusif de notre part d'interpréter l'attaque contre Herrhausen comme un élément d'une stratégie de la R.A.F. d'attaque au «cœur de l'Etat» allemand (ce que par ailleurs cette attaque est objectivement)? Seuls les camarades de la R.A.F. peuvent donner une définition «authentique» du cadre stratégique dans lequel leur action s'est insérée.

D'une manière un peu hâtive, quoiqu'avec quelques réserves, dans le passé, nous avons assimilé R.A.F., Brigades Rouges/P.C.C., Parti-Guérilla, etc. dans la critique contre le subjectivisme. Or, une analyse complète devrait naturellement tenir compte des différences et examiner séparément chaque organisation. En particulier pour ce qui concerne les B.R./P.C.C., et de manière spéciale sur la base de quelques-uns des derniers documents rendus publics. L'assimilation des B.R./P.C.C. à la R.A.F. et au P.-G. (ou à ce qui aujourd'hui en exprime l'orientation originelle) doit être faite avec prudence sur les points essentiels de référence de classe de cette organisation, de l'objectif de la «construction» du parti, sur son objectif de la conquête du pouvoir politique comme passage à la transition de la société communiste, et enfin sur sa capacité d'articuler de manière dialectique les niveaux de lutte anti-impérialiste internationale et ceux contre le cœur politique des divers Etats nationaux. La base de la critique au guérillérisme subjectiviste des B.R./P.C.C. et à la conception du processus-parti qui en découle, parti *constructible* progressivement à travers une accumulation des forces de la guérilla, se trouve dans la division des B.R./P.C.C. de '84 entre lesdites Première et Seconde Positions. La Cellule fait référence aux thèses de la Seconde Position (inutile de dire

que toute référence à l'U.C.C. (1) serait purement équivoque tandis que, comme on le sait, les B.R./P.C.C. constituent actuellement le développement de ladite Première Position. L'on doit se référer aux divers et complets documents de ce débat, ainsi qu'au document du «Noyau pour la fondation du Parti Communiste Combattant», auquel la Cellule fait également référence. Dans ces critiques, on soulignait (et l'on souligne encore) comment dans ladite Première Position des B.R./P.C.C. de '84, toute analyse sur les contradictions internes de la bourgeoisie (et donc de son Etat) de même que sur celles internes au mouvement de masse, étaient et sont aplaties jusqu'à réduire le conflit à un conflit entre une subjectivité révolutionnaire en expansion progressive et un Etat bourgeois où se synthétise de manière homogène la bourgeoisie dans toutes ses formes d'exercice du pouvoir. En cela se justifiait et se justifie l'assimilation des B.R./P.C.C. à toutes les tendances subjectivistes, nationales et internationales. Les faits nous en ont fourni une confirmation dans la confluence, tant des B.R./P.C.C. que des expressions actuelles du P.-G., dans le projet R.A.F. du Front Combattant Anti-impérialiste (du moins sur base des documents rendus publics et au prix de quelques variantes terminologiques). On ne peut pas ignorer les différences entre les diverses organisations et expériences. Toutefois, il est nécessaire de souligner les origines et les lignes de convergence que les faits mêmes mettent en évidence et qui ne peuvent être un hasard. Evidemment, sans pour cela hypothéquer le futur.

D'autre part, la proposition du Front Combattant Anti-impérialiste ramène à une question fondamentale: comment donner réalité aux aspects internationaux essentiels de la lutte pour le communisme? La proposition du Front Combattant Anti-impérialiste, partagée par toutes les organisations qui se meuvent dans l'aire subjectiviste et guérillériste, présente un point faible essentiel, conséquence parfaite de leur enracinement théorique général. La linéarité qu'elles prévoient dans l'affrontement entre forces révolutionnaires combattantes en développement progressif et Etat (comme structure globale et homogène de la bourgeoisie impérialiste au pouvoir - l'état impérialiste des multinationales des B.R. des années 70), s'étend au niveau international, en concevant un super-impérialisme (nouvelle version), un *gesamtsystem* planétaire, dans l'état actuel des choses: à dominante USA-OTAN etc., dont les Etats bourgeois nationaux ne seraient que les dociles articulations opérationnelles. Il en découlerait que le développement de la guérilla urbaine dans le centre impérialiste aurait un caractère intrinsèque d'extension linéaire au niveau international, en étant la

(1) Voir l'éditorial du n°8 de Correspondances Révolutionnaires.

manifestation de la même potentialité antagoniste contre le même et unique ennemi, le *système unique* impérialiste - articulé seulement opérationnellement dans les Etats nationaux et unifiant en son sein toutes les formes de domination de la bourgeoisie impérialiste. Il est évident que de nombreux exemples d'intégration internationale de la bourgeoisie impérialiste et de ses instruments étatiques peuvent être cités, du terrain économique au terrain militaire, et au terrain instrumental de la répression, etc. Et certainement utilement cités. Toutefois, la question *ainsi posée* est erronée dans les faits comme dans la méthode. Les faits démontrent que les conflits entre les diverses fractions de la bourgeoisie impérialiste (pour ne pas parler de ceux entre fractions de la bourgeoisie impérialiste et fractions de la bourgeoisie nationale) sont tellement aigus qu'ils rendent assez problématique (aujourd'hui même) tout projet d'unification d'un super Etat - plan des politiques de toutes les fractions bourgeoises. La décadence du leadership USA, l'aire européenne et l'aire du Pacifique avec les conflits en cours, attisés par le «dérèglement» de l'ex-aire du «socialisme réel» en sont un exemple visible par tous. Des faits qui corroborent les principes fondamentaux de la méthode marxiste, déjà validés par des décennies et des décennies d'expérience antérieure. La contradiction entre caractère social de la production et appropriation *privée*, opposition qui ne sera résolue que dans le processus de construction de la société communiste, qui aura pour cette raison un caractère international), dans le même temps qu'elle permet des fusions et des harmonisations locales et temporaires, à des niveaux toujours plus hauts, de fractions de la bourgeoisie, impose des fractures et des conflits à des niveaux de plus en plus élevés entre les mêmes ou de nouvelles fractions. Les formes de l'unité contiennent nécessairement le germe du conflit.

Cela fait que les structures étatiques sont utilisées, dans le cadre de la même contradiction, tantôt comme instruments d'harmonisation, tantôt de conflit. La phase de l'impérialisme mûr, loin d'avoir dépassé cette situation, en a aiguisé les caractères tout en gardant toujours le spectre de la guerre derrière le coin et, de nombreuses fois, en lui faisant largement passer le coin.

Il s'ensuit que la lutte des partis communistes ne peut assumer la forme d'une continuité linéaire entre initiatives diffuses dans le cadre du centre impérialiste en général et dans son ensemble. Mais il est nécessaire que dans les différents pôles (en général identifiables avec les Etats nationaux, évidemment il ne s'agit ni d'Andorre, ni du Lichtenstein ni de San Marino) les partis communistes se donnent une

structure, une stratégie et une tactique propres à eux, aptes à affronter les fractions de bourgeoisie impérialiste et nationale qu'ils ont en face d'eux. La capacité d'harmonisation de la bourgeoisie, même locale et temporaire, demande au contraire une capacité stable de coordination et d'initiative commune des partis communistes. Cette exigence s'appelle purement et simplement l'exigence d'une Internationale des Partis Communistes, avec ce qu'il y a de singulier dans le mot «Internationale» et ce qu'il y a de pluriel dans les mots «Partis Communistes». Il ne s'agit donc pas de la formule du Front Anti-impérialiste de guérilla urbaine, à laquelle se réduit de fait l'internationalisme subjectiviste.

Une autre question fondamentale est de juger si la lutte pour le communisme d'un parti «national» peut mener jusqu'à l'insurrection dans un seul pays (dans une seule zone), à l'instauration de la dictature prolétarienne dans un seul pays (une seule zone) et à la mise en route de la transition au communisme, phase communément appelée du «socialisme», dans un seul pays (dans une seule zone). Jusque-là l'objectif est certes proposable de manière réaliste (comme l'expérience historique le démontre). Le développement, ou seulement la conservation du processus de transition, exige vraisemblablement des conditions internationales plus larges. Sur cet argument, l'expérience - la dramatique expérience - desdits pays du «socialisme réel» enseigne de nombreuses choses.

En conclusion. Pour la destruction des structures de l'Etat bourgeois, il faut le processus insurrectionnel qui voit les masses prolétariennes organisées dans l'armée prolétarienne sous la direction du parti communiste (phase qui se présente seulement dans la situation révolutionnaire). Dans la phase pré-révolutionnaire (et certes pas dans n'importe quelle phase), qui est celle de l'impérialisme mûr, même en l'absence des conditions objectives et/ou subjectives caractéristiques de la phase révolutionnaire, le Parti Communiste Combattant mène sa lutte par le sommet en attaquant le cœur politique de l'Etat, pendant qu'il travaille par la base à la conquête de la direction du mouvement de masse (deux lignes d'intervention étroitement liées), en contribuant ainsi de manière décisive à la constitution des conditions de maturation de la situation révolutionnaire. La connexion internationale est indispensable, non dans le contexte d'un Front d'initiatives guérilléristes linéairement juxtaposées, mais bien dans le contexte d'une Internationale des Partis Communistes.

**Cellule pour la constitution
du Parti Communiste Combattant
juillet 1990**

Lettre ouverte aux communistes italiens, au-delà de leur position politico-organisationnelle actuelle

Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant (novembre 1990)

Camarades,

Durant cette année, suite principalement à la chute honteuse des régimes révisionnistes des pays à capitalisme d'Etat d'Europe de l'Est et à la crise profonde qui secoue l'U.R.S.S., la bourgeoisie des diverses puissances impérialistes et ses domestiques des moyens de communication (sans oublier non plus les alliés habituels parmi les dirigeants révisionnistes eux-mêmes de l'Est comme de l'Ouest) ont déclenché une violente campagne de propagande dans le but avoué d'exorciser le «spectre du communisme» et de jeter la confusion dans les rangs du prolétariat et de l'avant-garde communiste. Cette propagande se base sur la thèse de la crise présumée irréversible du Communisme et sur la description de celle-ci comme une accumulation de ruines et de pénurie généralisées, rassemblant en un seul et même tout le sort des régimes de l'Est et le sort du Communisme.

Face à cela, des clarifications s'imposent.

A) Le Communisme, la possibilité/nécessité de la société communiste, ne naît pas plus par décret qu'il n'est possible à quelque apologiste du capitalisme d'en déclarer la fin. Le Communisme,

«MOUVEMENT REEL QUI ABOLIT L'ETAT DES CHOSES PRESENT», naît des contradictions mêmes du système capitaliste et non de l'imagination de quiconque. La théorie marxiste-léniniste, la perspective stratégique du communisme, quoi qu'en pensent les révisionnistes, n'est en fait pas une option morale, un acte de foi, mais une analyse scientifique de ce qui existe, une lecture scientifique du mode de production capitaliste et des contradictions qu'il provoque (voir par exemple: crise économique, guerre, chômage, destruction de l'environnement, déséquilibre Nord-Sud, etc.). Première entre toutes, la contradiction entre le caractère collectif des forces productives et le caractère individuel des rapports de production (la propriété privée des forces productives) qui rend possible et nécessaire le développement d'un processus révolutionnaire avec l'objectif stratégique du communisme. Et, en fait, c'est de l'ensemble de ces contradictions que, malgré les innombrables efforts politico-militaires que la bourgeoisie accomplit depuis plus d'un siècle pour atteindre à la «solution finale» contre le Communisme, renaissent toujours les avant-gardes communistes et la nécessité/possibilité de la société

communiste, comme unique perspective historique qui puisse dépasser les contradictions engendrées par le mode de production capitaliste en dépassant la source de telles contradictions, en l'occurrence le mode de production capitaliste lui-même.

B) Il n'a jamais existé aucune société communiste; les pays où un processus révolutionnaire a abouti, comme l'U.R.S.S. à partir de la révolution d'Octobre, sont des pays qui ont abordé pour la première fois la voie de la transition au communisme (société socialiste), qui ont fait seulement les premiers pas dans cette direction et, même avec des incertitudes et des erreurs, leur riche expérience, bien loin d'être un tas de ruines, représente au contraire un énorme patrimoine d'expérience pour tous les partisans du communisme. Par exemple, il suffit de considérer comment, durant la période où une ligne révolutionnaire dominait dans ces pays, s'est effectué un énorme développement des forces productives, ont été résolus des problèmes tels que droit au logement, au travail, à l'enseignement, aux soins de santé. De surcroît, une énorme contribution fut apportée à la lutte antifasciste et à la lutte des peuples et des nations opprimés par l'impérialisme. On instaura les premières formes de gestion socialiste à une échelle nationale, et pourtant, on assista à une croissance de la participation directe des prolétaires à la gestion de l'état et de la société.

C) Si, comme il est dit ci-dessus, ces pays n'ont fait que les premiers pas dans la phase de transition au communisme, leur défaite momentanée n'a rien d'irréversible. Elle relève simplement de ce même cheminement historique qui a déjà fait que la bourgeoisie elle-même, avant d'édifier le mode de production capitaliste comme mode de production principal au niveau mondial, a dû se confronter pendant plusieurs siècles aux problèmes posés par la présence contemporaine des modes de production antérieurs et lutter âprement (l'on pense à la Révolution Française) contre les classes alors dominantes. Tout cela, ne s'est certes pas déroulé selon un processus linéaire, mais à travers des discontinuités, des difficultés et des évolutions. Sans oublier ensuite les difficultés majeures que doit affronter une Révolution Socialiste en ce que, comme disait Lénine: *«Ce qui précisément distingue la révolution socialiste de la révolution bourgeoise est que cette dernière trouve déjà prêtes les formes des rapports capitalistes, tandis que le pouvoir soviético-prolétarien ne trouve pas de rapports déjà prêts...»* (Rapport sur la guerre et sur la paix, au 7^{ème} Congrès du P.C.(b)R.). Que se cache-t-il alors derrière cette euphorie impérialiste sur la fin présumée du Communisme? Que se cache-t-il derrière cette assommante campagne anti-communiste qui conduit les partis révisionnistes issus du Komintern jusqu'au reniement de leurs propres noms et symboles et à l'engagement

dans les valeurs du marché et du capitalisme? Qu'est-ce qui mène le P.C.I. lui-même à admettre (après une longue pratique dans la réalité) qu'il se situe en dehors de l'expérience communiste? Il se cache une tout autre vérité: la crise historique (qui, celle-là, est bien irréversible!) des hypothèses révisionnistes des partis "communistes" provenant du Komintern, de ce que le camarade Mao, et le Parti Communiste Chinois, durant la période de sa direction révolutionnaire, avaient coutume d'appeler le "REVISIONNISME MODERNE".

Le révisionnisme de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est

Dans les pays de l'Est, en fait, les gouvernements qui sont récemment tombés n'avaient rien de socialiste, de même qu'en U.R.S.S. il n'y a pas de gouvernement socialiste au pouvoir, mais une clique de révisionnistes agiles composée principalement de la vieille et nouvelle bourgeoisie de ces pays en conflit ouvert en leur sein. Ces dirigeants-là, depuis l'époque de Khrouchtchev, au contraire de mener le pays sur la voie de la transition (en trouvant par exemple la solution juste à la contradiction entre la simultanéité des formes socialistes et de capitalisme d'Etat comme base pour le développement ultérieur de la transition au Communisme, ainsi que Lénine l'avait enseigné et l'entendait par la Nouvelle Politique Economique (N.E.P.), ont travaillé des années et travaillent toujours dans le but déclaré de restaurer pleinement le capitalisme. En U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, en effet, durant les 30/40 dernières années, les cliques révisionnistes au pouvoir ont entrepris la restauration capitaliste, en rendant absolu le développement du capitalisme d'Etat, en transformant l'économie de ces pays en économie faible, stagnante et endettée vis-à-vis de l'Occident. Cela s'est fait d'une façon qui, n'ayant pas la force nécessaire pour rejeter d'emblée les conquêtes prolétariennes (conquêtes obtenues grâce à la révolution d'Octobre, à la lutte partisane contre le fascisme nazi et à la direction révolutionnaire qui avait guidé l'édification socialiste dans ces pays, avant la prédominance des positions révisionnistes) et pour restaurer le capitalisme tout court, s'est occupée de vider, bloquer et éliminer graduellement les formes et les éléments de socialisme consolidés en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, niant en même temps l'élément fondamental du mouvement communiste, l'internationalisme prolétarien, auquel fut substitué le terrain de la real-politik. Dans ce parcours, les révisionnistes de ces pays se sont transformés en véritables "bourgeoisies rouges" qui, tandis qu'elles conservaient une phraséologie pseudo-marxiste et étaient contraintes de maintenir quelques formes socialistes (réduites à un simu-

lacre), dans la réalité se servaient des structures du Parti et de l'Etat pour contrôler les moyens de production par lesquels sucer le sang des travailleurs et accumuler richesses et privilèges, transformant l'économie de chaque pays en capitalisme d'Etat et cherchant un espace autonome comme bourgeoisie d'Etat dans le marché mondial. Mais les règles de l'économie ne permettent pas de demi-mesure, la stagnation empêche la marche du processus de production et reproduction des conditions matérielles de l'existence. Il n'y a pas de demi-mesure dans les sociétés socialistes: soit le processus révolutionnaire avance (progrès mesurables dans les faits et non par les discours) et cela est le moteur économique de la société, soit la vieille et nouvelle bourgeoisie - en sainte alliance avec la bourgeoisie des pays impérialistes - doit restaurer pleinement le capitalisme et faire en sorte que le moteur économique de la société soit le profit, la propriété individuelle, la concurrence et tous les "délices" du capitalisme dont nous, prolétaires italiens, faisons quotidiennement l'expérience dans notre chair. Si ce n'est pour une brève phase (dans le sens historique), il est impossible de maintenir des formes socialistes face à une telle forme de gestion de la bourgeoisie d'Etat et du Parti; une telle gestion produit inévitablement un collapsus économique, des gaspillages, des retards, des vols, des inefficacités. L'illusion révisionniste d'arriver à la pleine reprise du capitalisme par une voie pacifique et graduelle fond comme neige au soleil face aux lois du marché, à la crise économique, aux dettes, aux règles du commerce, aux intérêts opposés au sein de la classe dirigeante, etc. Les récents événements à l'Est confirment pleinement cette thèse: après avoir raté la tentative de gérer un capitalisme d'Etat (qui, au lieu de faire avancer le processus révolutionnaire, mène graduellement à la restauration du rapport de production capitaliste), les révisionnistes ont été emportés par les contradictions qu'ils avaient eux-mêmes contribué à engendrer. Ils se sont retrouvés divisés et désagrégés en leur sein, abandonnés par leurs alliés impérialistes (qui, au capitalisme d'Etat, préfèrent un capitalisme tout court, pur, où pouvoir investir librement et saigner directement le peuple) et méprisés par les masses. Car ces dernières, même si elles restent encore privées d'une conscience de classe et d'une avant-garde révolutionnaire qui puissent leur permettre de sortir de cette crise de régime et de rendre un élan à la révolution prolétarienne, se tournent violemment vers la scène politique et ne sont plus disposées à se faire exploiter au nom d'un simulacre de socialisme. Au-delà des résultats immédiats, qui semblent pencher pour une victoire momentanée du capitalisme dans quelques-uns de ces pays, les événements puissants de l'Est marquent donc principalement la défaite du projet révisionniste de restaurer pleine-

ment le capitalisme par la voie pacifique et sans bouleversements. Et cette défaite confirme la position marxiste-léniniste de la continuité de la lutte des classes dans le socialisme, en faisant place nette du dogmatisme mécaniste et gradualiste qui considère la phase socialiste comme un développement linéaire et ne conçoit pas la possibilité (inscrite dans les conditions matérielles des pays où une révolution prolétarienne s'est déjà déroulée) d'une éventuelle restauration capitaliste. Donc, pour le prolétariat et pour les communistes, les événements de l'Est, au lieu de décréter la fin du communisme, sont une source d'enseignements sur les dégâts provoqués par le révisionnisme; et ils sont aussi, du fait des nouvelles conditions produites par ces événements, un motif de relance de la lutte pour le communisme qui, justement en vertu de ces enseignements, doit nécessairement comprendre une lutte acharnée contre toute forme de révisionnisme.

Le révisionnisme dans notre pays

Conséquemment aux événements de l'Est (synthétiquement analysés ci-dessus), la crise qui agite depuis plus d'une décennie les révisionnistes de notre pays issus du Komintern (le Parti Communiste Italien) a atteint son accomplissement complet, au point que le clan de Occhetto a proposé et mène à son terme la dissolution du P.C.I. comme force au moins formellement révisionniste (les prolétaires italiens savent parfaitement combien rien n'est plus vrai!) et la constitution d'une force politique libérale-réformiste.

Nous ne pouvons certes pas traiter dans cette lettre ouverte des origines et de la prédominance d'une telle orientation révisionniste dans la direction du P.C.I. (depuis le tournant de Salerne). Il est pourtant nécessaire de relever qu'un pareil virage et la crédibilité dont il a joui parmi les prolétaires reposaient principalement sur la possibilité concrète de revendication réformiste (négociation de meilleures conditions de vie des masses), rendue possible dans les pays impérialistes par la reprise économique survenue après la seconde guerre mondiale et maintenue jusqu'à la fin des années soixante. Ainsi, l'origine principale de la crise qui depuis dix ans traverse le P.C.I. et l'amène aussi aujourd'hui à se déclarer formellement en dehors du mouvement communiste - avec le consécutif changement de symbole et de nom - se situe dans le changement des conditions économiques, dans la réapparition de la crise de surproduction absolue de capitaux qui secoue les pays impérialistes depuis le début des années septante. Une crise qui, avec la violence propre des faits, a détruit le grand rêve révisionniste de construire "une voie pacifique au socialisme", "un capitalisme à visage humain", a

empêché les révisionnistes modernes de concilier réformes sociales, démocratie progressive, redistribution du revenu et compatibilité capitaliste. Au cours des années septante en effet dans notre pays, consécutivement à la crise, le pacte social vieux de trente ans et ratifié dans le "welfare state" s'est rompu: le "surplus" disponible pour les politiques sociales s'amoindrisait et la négociation pour la gestion de ce "surplus" régressait également au niveau minimum. L'énorme influence révisionniste sur le mouvement prolétarien entame alors le long périple de la désagrégation, la dérive du révisionnisme moderne profite à la social-démocratie réformiste. Les révisionnistes modernes avaient en effet réussi durant des années à développer une politique qui, dans l'immédiat, garantissait une défense de la négociation réformiste sur les conditions matérielles du prolétariat et, démagogiquement, à illusionner leur propre base qui elle-même lutte pour modifier l'actuel mode de production dans un sens socialiste. Mais, placés face à la crise (qui rend impossible une telle politique), ils devaient choisir: soit abandonner totalement cette politique et s'élancer sur le chemin révolutionnaire soit, comme on a toujours vu faire les révisionnistes dans ces situations, accepter comme horizon stratégique le capitalisme avec tous ses "délices" (licenciements, chômage, vie chère, guerre, etc.), et courber la tête sur le terrain réformiste. Placés face à l'impossibilité de conjuguer conquêtes sociales et système capitaliste, les révisionnistes de chez nous optèrent pour ce dernier. Plus encore qu'en théorie, ce fut dans les faits, par pure soumission à la bourgeoisie et au capital (marquée de manière toujours plus claire par la politique des sacrifices et de la solidarité nationale), que se consuma la banqueroute révisionniste. Pour utiliser deux expressions du père du révisionnisme moderne (Togliatti), on passait alors du "réformisme fort" au "réformisme faible" sans plus être en mesure, fût-ce même sur le seul terrain immédiat et économique, de défendre les intérêts de classe. Non fortuitement, c'est alors que, parmi les masses prolétariennes sans parti et aussi au sein de la base même du P.C.I., se développèrent les premiers signes d'opposition ouverte à un tel tournant, justement parce que les militants eux-mêmes, en tant que prolétaires, en ressentaient les premiers résultats dans leur propre chair. Les révisionnistes modernes, une fois effondré leur rêve de "capitalisme à visage humain" et eux-mêmes placés, que ce soit dans les pouvoirs locaux, dans les syndicats ou face à leur propre politique en général, dans l'incapacité de garantir le consensus à travers une orientation réformiste comme avant la crise, se mirent en quête d'une base sociale hors du mouvement ouvrier; par là, les révisionnistes se muaient toujours plus en une force inter-classiste qui, ne pouvant plus chevaucher les luttes de masses, manœuvrait pour les éviter. Le

reste est histoire contemporaine, une trajectoire impossible à redresser de renoncement continu et de sujétion à la bourgeoisie: contrats, marché du travail, politique interne para-gouvernementale, reconnaissance de l'O.T.A.N. et appui objectif à l'agression impérialiste dans le Golfe Persique. Jusqu'à en arriver à appeler la police contre les chômeurs et les sans-logis, à la délation et à la chasse aux révolutionnaires, jusqu'à mettre en discussion Togliatti lui-même - considéré comme trop communiste (quelle ironie de l'histoire!) - dans une crise d'identité, d'idéal, de projet, qui les porte aujourd'hui à demander aux prolétaires les plus grands sacrifices, un conflit positif pour l'entreprise, non sans renoncer à toute idée de transformation radicale du mode de production capitaliste. Les résultats de la chute révisionniste sont donc sous les yeux de tous et confirment pleinement la critique que le mouvement communiste international (en premier lieu les Chinois) et le mouvement communiste italien ont porté depuis les années soixante au révisionnisme moderne. En effet, de la même façon que "la voie pacifique au socialisme" s'est révélée une pure chimère, le seul résultat de cette politique a été le suivant: l'adhésion du P.C.I. à la social-démocratie sinon complètement à la tradition libérale-réformiste, la substitution des intérêts prolétariens par un inter-classisme générique, la fragmentation du Parti en un ensemble de courants en lutte intestine, la soumission complète à la bourgeoisie et le renoncement aux réformes elles-mêmes en tant qu'incompatibles avec le marché et la compétitivité des entreprises (voir à ce propos la position prise par le P.C.I. par rapport au referendum sur la statut des travailleurs des petites entreprises). Ce sont là pour l'essentiel les raisons de la crise du P.C.I., les causes qui poussent à la désagrégation de ce Parti (qui naquit en 1921 comme parti de classe du prolétariat italien), les motifs de la chute de son hégémonie sur le prolétariat, et les motifs de sa transformation en P.D.S. (Parti Démocrate de la Gauche).

Dans ce cas également, comme nous l'avons déjà vu précédemment avec la chute des régimes de l'Est, qu'y a-t-il de commun entre la crise du P.C.I. et la crise présumée du communisme? *Absolument rien.* Au contraire, cette crise démontre la banqueroute du révisionnisme moderne qui, se détachant du marxisme-léninisme, s'illusionnait de construire un "capitalisme à visage humain" qui se serait progressivement transformé en société socialiste. Cette crise confirme la validité du communisme révolutionnaire (du marxisme-léninisme) - qui, à partir du mouvement économique de la société, développe une politique révolutionnaire capable de conjuguer la défense des intérêts immédiats et la défense des intérêts stratégiques du prolétariat - comme unique perspective historique pour l'émancipation pro-

létarienne (et, avec elle, de toute l'humanité). Que la chute révisionniste soit survenue face à une lourde attaque patronale, à une défaite tactique du mouvement révolutionnaire, et dans le cadre de rapports de force entre les classes défavorables au prolétariat, ne change pas d'une virgule le résultat stratégique d'une telle faillite. Cela pose au contraire, à tous ceux qui, au-delà de leur position politico-organisationnelle actuelle, veulent continuer à tenir levé le drapeau du Communisme et à se battre pour la transformation socialiste de la société, bien d'autres types de problèmes. Principalement: la compréhension du mouvement économique de la société; les raisons de la défaite tactique des premières années quatre-vingts; l'urgence de reconstituer (sur base du marxisme-léninisme, de la valorisation de la lutte armée communiste, et de la lutte la plus dure contre le révisionnisme) une représentation politique de classe qui sache conduire le prolétariat italien à la victoire dans la dialectique révolution nationale/révolution mondiale, de constituer le Parti de Classe indépendant idéologiquement, politiquement et militairement de toutes les autres classes et de leurs partis respectifs.

Camarades,

Durant des années, en Italie, deux hypothèses de transformation socialiste de la société se sont confrontées. L'une, l'hypothèse révisionniste (la voie pacifique au socialisme), a démontré son inconsistance face à la crise capitaliste; elle s'est révélée une voie impraticable qui ne mène nulle part, détruisant de manière définitive les espérances de ces prolétaires qui en attendaient encore une défense, même minime, de leurs intérêts. L'autre, l'hypothèse révolutionnaire (la lutte armée des Brigades Rouges), même avec des limites et des erreurs, nonobstant la répression sévère, nonobstant les trahisons des divers dirigeants et la défaite tactique des premières années quatre-vingts, a démontré dans les faits qu'elle représentait l'unique alternative pour les communistes qui veulent développer une politique révolutionnaire dans le parcours stratégique du communisme et contribuer à l'internationalisme prolétarien, l'unique alternative politique sérieuse et consistante à l'hypothèse révisionniste. En effet, de toutes les autres propositions présentes en Italie au cours de ces années, tant dans le camp du néo-révisionnisme que dans le camp du mouvement révolutionnaire (Prima Linea, Autonomia Operaia, etc.), aucune n'a réussi à conquérir un rôle d'un certain poids sur la scène politique du pays et dans le cadre des rapports de force entre les classes, ni dans un sens réformiste, ni dans un sens révolutionnaire. Pas dans un sens réformiste, en ce que l'espace disponible pour une telle politique était occupé par le P.C.I. (quand la situation économique le permettait), et que poursuivre le P.C.I. avec des

recettes un peu plus "extrémistes" n'apportait certes aucun avantage à la classe et pouvait encore moins en apporter quand la situation économique avait rendu ce terrain impraticable. Ni dans un sens révolutionnaire en ce que, ne se basant pas sur les principes du marxisme-léninisme et sur la lutte armée communiste comme manière fondamentale pour les communistes de faire de la politique dans les pays du centre impérialiste, ces groupes n'étaient pas en mesure de représenter, dans les conditions actuelles de développement de l'impérialisme (de l'autoritarisme impérialiste), une politique révolutionnaire capable d'influer sur les rapports de force entre les classes, de faire croître l'autonomie de classe au sein d'un processus révolutionnaire qui ait comme horizon stratégique le communisme et comme première étape (dans notre pays) la prise du pouvoir politique et la dictature prolétarienne. Des dizaines et des dizaines de tracts, de marchands rouges, de piquets, d'occupations, d'expropriations, d'initiatives armées ou non, démontrèrent le développement de l'autonomie de classe et les tensions sociales aiguës présentes dans le pays, mais ces groupes ne réussirent pourtant pas à apporter une réponse aux questions de fond: quelle stratégie pour les communistes italiens pour arriver à la prise du pouvoir politique? Comment faire de la politique même dans une phase non révolutionnaire? Ils ne furent jamais en mesure de représenter une alternative à l'hypothèse du P.C.I. qui, même de manière révisionniste, y répondait par l'axiome "voie pacifique au socialisme - réforme de structure - compromis historique", via un parcours de lutte parlementaire. Seules les Brigades Rouges, à travers la lutte armée pour le communisme - même si ce fut de manière contradictoire - parvinrent objectivement à formuler une telle réponse. A travers «l'attaque au cœur de l'Etat», en effet, elles posèrent concrètement «la question de l'Etat et de la Révolution» dans un pays du centre impérialiste. Mettant en évidence la division réelle des intérêts politiques généraux entre les classes, au *faire de la politique* des partis bourgeois, dans un parlement désormais vidé de tout pouvoir, elles opposèrent le *faire de la politique avec les armes* du Parti de Classe, elles tracèrent une ligne de démarcation précise (la lutte armée) entre mouvement révolutionnaire et opportunistes de tout type. En effet, seule l'expérience des Brigades Rouges a réussi, en dialectique avec l'activité concrète des masses, à: mettre en crise durant toutes les années septante l'arrogance démocrate-chrétienne en s'opposant concrètement au "projet néo-gaulliste", en influençant bien au-delà de ses propres forces cette formation sociale qui le mit en déroute; faire sortir l'affrontement de classe du conflit ouvriers/patrons en le portant sur le terrain classe/Etat; réaffirmer (même avec toutes les limites dues à sa "jeunesse") le marxisme-léninisme comme guide

pour l'action qui se développe dans l'expérience concrète et non comme un dogme fatigué, avili par des années d'opportunisme; apporter une contribution notable au développement de l'autonomie de classe en gardant ouvert l'affrontement sur le terrain le plus élevé que les rapports de force entre les classes avaient déterminé; contribuer de manière substantielle à la faillite du projet de «solidarité nationale» (projet destiné à résoudre en partie la contradiction crise/paix sociale), en représentant - avec la Campagne de Printemps - l'intérêt prolétarien dans cette conjoncture, en s'érigeant objectivement comme Parti de Classe, comme guide du prolétariat victime d'un tel projet et pour cette raison opposé à lui. Nous n'avons pas écrit «en s'érigeant objectivement» par hasard; en fait, c'est là que se situe la limite principale de la lutte armée communiste dans notre pays et la base de la défaite tactique des premières années quatre-vingts. La «jeunesse» de cette expérience, la prédominance même dans les Brigades Rouges de positions non marxistes-léninistes, la compréhension incomplète de l'objectif de la phase de propagande armée, ont en effet empêché le passage de la position objective de Parti à sa maîtrise subjective. Elles ont empêché la qualification en thèses, principes-programme, structure politico-organisationnelle adéquate, de l'expérience accumulée, et on se retrouva ainsi dans une nouvelle phase (que, au niveau subjectif, le mouvement révolutionnaire lui-même avait contribué en partie à déterminer) avec des instruments inadéquats à son égard. Pour cette raison, nous définissons la défaite de la lutte armée communiste durant les années quatre-vingts comme une défaite tactique, puisque, loin de renier l'importante découverte du mouvement révolutionnaire des années septante (la nécessité pour les communistes de faire de la politique avec les armes même dans la phase non-révolutionnaire), elle a au contraire démontré comment il ne serait plus suffisant de proposer une telle découverte en termes de pure propagande armée, et demande nécessairement la constitution du Parti de Classe qui, justement en vertu d'une telle découverte, devait et doit être un Parti politico-militaire, devait et doit être le Parti Communiste Combattant.

Que faire?

Huit années après cette défaite tactique, le problème reste le même et de plus, face justement à la chute du révisionnisme et aux nombreuses abjurations du communisme, prend une actualité encore plus brûlante. Consécutivement à l'analyse développée, il est bien évident que le débat ne peut partir de zéro, que l'on ne peut proposer la constitution d'un nouveau parti néo-révissionniste (tel le parti que veut

reconstruire Cossutta, ou le projet de regroupement des communistes démocrates dans le P.D.S. ou la constituante communiste de Vinci et Sorini, ou le parti des divers Bera, Gejmonat et consorts), comme l'on ne peut pas non plus adopter la théorie du parti légal avec bras armé correspondant (moins que jamais dans les hypothèses du P.C.E.(r) et des G.R.A.P.O.), ni encore refluer en un mouvementisme non concluant, aussi généreux qu'aventuriste. Dans notre pays, toutes ces hypothèses sont insuffisantes aux rapports de force historiquement déterminés entre les classes; elles sont partout insuffisantes et impossibles. Il s'agit au contraire de repartir de l'endroit exact où le mouvement révolutionnaire a été défait tactiquement, il s'agit de valoriser dans les conditions présentes l'expérience de la lutte armée communiste, il s'agit d'accomplir le passage nécessaire qui a empêché, ces dernières années, une présence politique constante des communistes, il s'agit, dans le lien indissoluble entre politique et militaire, de fonder le Parti Communiste Combattant.

Ne nous en déplaise, dans notre pays tout parcours d'intervention politique communiste ne peut faire abstraction du fait que se sont accumulées des conditions objectives et subjectives aptes à rendre possible et nécessaire la constitution du Parti Communiste Combattant. Toute proposition qui ne tient pas compte de cela risque l'insuccès, en ce qu'elle ne se pose pas dans les termes que l'affrontement de classe et les conditions objectives de la crise capitaliste ont déterminés. L'on ne peut rien ignorer ou mépriser: la réalité, prévalant sur nos propres pensées, ne le permet pas. Finie la phase de propagande armée, on ne peut plus la reporter, ou - pire - repopuler le emmellisme impuissant ou le néo-révissionisme sectaire. D'ailleurs une lutte armée générique n'est pas suffisante, mais la lutte armée communiste est nécessaire en tant qu'instrument destiné à permettre «l'attaque au cœur de l'Etat» dans les conditions actuelles de la société impérialiste, de l'autoritarisme impérialiste qui en Italie s'est caractérisé, ces trente dernières années, dans le dualisme «stratégie de la tension/accords néo-corporatifs». La seule initiative armée (l'action par le haut du parti) n'est pas non plus suffisante, mais la lutte armée est l'instrument principal dans l'ensemble de l'action de parti. Il ne peut y avoir de séparation entre politique et militaire, le Parti Communiste Combattant n'est pas l'Armée Rouge, de même qu'il ne peut y avoir de séparation entre initiative *par le sommet* et initiative *par la base* du parti. Le Parti Communiste Combattant, même agissant selon les critères de la plus stricte clandestinité, doit dès sa constitution établir une union politique constante avec et dans la classe: les militants du Parti ne doivent pas se mouvoir comme des carbonari mais comme des poissons dans l'eau.

Tout cela signifie donc: enquête approfondie du

mouvement économique de la réalité, application des principes du marxisme-léninisme, valorisation de l'expérience du mouvement communiste international et de la lutte armée communiste des années septante en Italie. Tels sont les éléments principaux desquels partir, afin de constituer le parti. Sans travailler dans ce but, en effet, une reprise constante de l'initiative communiste nous paraît être une pure chimère; mais que cela nous plaise ou non, il n'y a pas d'unité des communistes sans le parti qui les unit, sans le Parti Communiste Combattant. Les camarades qui ont écrit cette *lettre ouverte* travaillent depuis des années sur ce terrain, sur le terrain des bilans de la lutte armée communiste, sur le terrain de la fondation du Parti Communiste Combattant et, à cette fin, ils mettent à la disposition générale tout leur bagage politique et organisationnel, ils invitent tous les communistes sincères, au-delà de leur position politico-organisationnelle actuelle, à rompre une fois pour toutes avec le révisionnisme (chose que beaucoup font déjà sur le terrain de la lutte économique) ainsi qu'avec le mouvementisme groupiste, à se confronter par le

débat dans les termes déterminés par l'affrontement de classe et à travailler avec décision à la fondation du Parti Communiste Combattant.

Une première contribution que tous les camarades en possession de cette *lettre ouverte* peuvent apporter, consiste en son étude, en sa discussion, en sa reproduction.

HONNEUR AUX CAMARADES TOMBES
EN LUTTANT POUR LE COMMUNISME
CONTRE L'IMPERIALISME,
LE CAPITALISME ET LE REVISIONNISME

VALORISER L'EXPERIENCE
DE LA LUTTE ARMEE COMMUNISTE

TRAVAILLER AVEC DECISION
A LA FONDATION DU PARTI
COMMUNISTE COMBATTANT

Cellule pour la constitution
du Parti Communiste Combattant
novembre 1990

HÉRÉSIES

N°5 - SEPTEMBRE 1990

MOURIR POUR L'EMIR

N°6 - OCTOBRE 1990

LE DOS AU MUR

N°7 - NOVEMBRE-DECEMBRE 1990

AU CIRQUE DE LA REPUBLIQUE

N°8 - JANVIER-FEVRIER 1991

LE BAL DES VAMPIRES

Boîte Postale 701 - 75162 PARIS Cédex 04

Prix: 10 francs français

Abonnement annuel: 100 francs français
chèques ou mandats à l'ordre de F. Oriach

Les adresses des quatre militants et militante emprisonné(e) des Cellules Communistes Combattantes sont actuellement les suivantes:

Bertrand Sassoye
prison de Tournai
rue du chantier 1 à 7500 Tournai

Pierre Carette
prison de Mons
boulevard Winston Churchill 24 à 7000 mons

Didier Chevolet
prison de Huy
rue du palais de justice 4 à 4500 Huy

Pascale Vandegeerde
prison de Namur
place abbé Joseph André à 5000 Namur

La banqueroute du révisionnisme contemporain

Parti Communiste d'Espagne
(reconstitué)

Resistencia n° spécial, septembre '90

Bien qu'il traite d'une question à propos de laquelle nos divergences avec le PCE(r) sont des plus marquées, nous avons souhaité publier cet article du camarade Arenas, paru en septembre 1990 dans un numéro spécial de *Resistencia*. Nous avons fait ce choix pour deux raisons: la première est que selon nous ce document se démarque des nombreuses contributions (comme, par exemple, *Changement de cap*) qui nous sont parvenues d'Espagne depuis des années; d'autre part, même si nous ne partageons pas entièrement le contenu de *La banqueroute du révisionnisme contemporain*, nous pensons d'une part que la grande clarté des idées présentées exclut tout risque d'ambiguïté et, de l'autre, que l'éventail même des analyses est remarquable et ne peut que contribuer grandement à l'intelligence du débat.

Le camarade Arenas aborde les questions de fond trop souvent occultées par le fait divers: quelles sont les données objectives de l'effondrement révisionniste? Quelle nouvelle situation crée-t-il? Dans les pays *ex-socialistes* et pour le mouvement prolétarien partout dans le monde? Quelles leçons en tirer pour la transition socialiste? Etc.? Et bien sûr, il ne manque pas de rappeler les caractères objectifs de la dialectique historique, que le discours bourgeois - malgré toute son insupportable ardeur et prétention - est bien incapable d'escamoter.

Ni le défaitisme, ni la distanciation des principes du Marxisme-Léninisme ne sont de mise au sein du mouvement révolutionnaire, nulle part dans le monde. L'effondrement du révisionnisme à l'Est révèle la profondeur croissante de la crise de l'impérialisme, c'est une situation nouvelle qui surgit, propice comme jamais à la relance du combat communiste sur des bases nouvelles et assainies.

Le révisionnisme moderne vient de subir un de ses échecs les plus grands et retentissants. Cette circonstance a permis à la bourgeoisie de prendre l'initiative dans la lutte des classes: du Moyen-Orient à l'Amérique centrale en passant par l'Europe de l'Est, aucune région du globe ne se trouve à l'abri de l'avalanche contre-révolutionnaire. Cette "catastrophe" a été rendue possible par la position hégémonique que le révisionnisme est venu occuper dans les rangs ouvriers, grâce à l'influence, aux moyens économiques et tous les autres procédés de pouvoir que certains Etats lui accordaient. Ainsi s'explique aussi la coïncidence de l'écroulement de ces Etats avec la crise générale qui s'abat sur le monde capitaliste.

La simultanéité des deux phénomènes n'a rien de mystérieux, - du moins pour nous -, compte tenu du fait qu'ils représentent réellement, au-delà des

formes, le programme et la pratique révisionnistes. Pour cette raison, nous pouvons affirmer que l'échec politique et idéologique subi par le révisionnisme, joint à la crise capitaliste, ne peut œuvrer dès maintenant qu'en faveur du développement du mouvement révolutionnaire. Pour le moment, dans des pays comme la Chine, Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord et l'Albanie, la contre-révolution est contenue et il ne semble pas qu'elle puisse prospérer. En Union Soviétique, depuis l'époque de la révolution d'Octobre, il ne s'était jamais produit de mouvement plus étendu ni plus radical que celui qui s'est levé dernièrement, pour s'opposer aux tentatives de restauration de la bourgeoisie et pour critiquer le révisionnisme. Dans tous les pays du monde, les partis et les masses révolutionnaires tirent de nombreux enseignements de tous ces événements, regroupent leurs forces et s'apprêtent à

la lutte. Le combat pour un monde meilleur, pour le progrès de l'humanité, n'est pas encore terminé. Nous pouvons en être certains.

L'échec du révisionnisme a mis en évidence l'impossibilité de sortir de l'abîme du sous-développement, de la dépendance, de la misère et de l'ignorance (provoqués par des siècles d'exploitation capitaliste) par une voie qui ne soit véritablement socialiste. Toutes les réformes "libéralisatrices" mises en œuvre par les leaders révisionnistes, en opposition à la politique révolutionnaire, n'ont rien fait d'autre qu'aggraver les conditions d'existence des travailleurs, renforcer les inégalités sociales à l'intérieur de chaque pays et accroître les différences de développement économique qui les séparaient des pays capitalistes plus riches. C'est dans ce cadre que la crise a été engendrée. Aujourd'hui, la bourgeoisie essaie de s'en tirer en restaurant le capitalisme dans tous ces pays et en y introduisant "l'économie de marché". Mais c'est ce même chemin qu'ont pris, longtemps auparavant, l'immense majorité des pays qui forment ce qu'on appelle le Tiers monde. Et quel en a été le résultat? On comprend que la bourgeoisie ne soit pas capable de reconnaître cela, compte tenu du fait que la seule chose qui la préoccupe vraiment, ce sont ses privilèges, sa liberté, ses droits,... Mais pour nous, tout cela confirme la nécessité du socialisme et du communisme, non comme un caprice ou une idée "utopique" plus ou moins jolie qui passerait par la tête de certaines personnes, mais en tant que nécessité historique, produit de l'impérialisme, de la domination d'un système économico-social qui a déjà rempli sa fonction et qui pour pouvoir subsister a besoin de sacrifier plus des trois quarts de la population mondiale.

D'une façon générale, la situation internationale présente pourrait se définir comme une situation de crise générale du système capitaliste, crise dans laquelle s'inscrivent sa politique et son idéologie pour la classe ouvrière. C'est dans la classe ouvrière (le point faible du système capitaliste) qu'a d'abord éclaté la crise, mais ce ne sera pas, très probablement, le dernier "crack" qu'il devra subir. On pourrait dire que ce "crack" n'est que l'annonce d'une crise et d'une banqueroute encore plus grandes. C'est une situation complexe à laquelle, de plus, on n'est pas arrivé en quelques jours. Actuellement, ce qui retient le plus l'attention, c'est le chaos et la confusion créés parmi les secteurs populaires. Il est indubitable qu'avec cela le révisionnisme a procuré à l'impérialisme le ballon d'oxygène dont il avait besoin pour prolonger son agonie. Mais pour la même raison, l'échec du révisionnisme fera qu'à partir de maintenant ce ballon se dégonflera plus rapidement. D'une façon telle que la crise dont souffre le système capitaliste devienne beaucoup plus grave. Ce qui commence déjà à être une réalité.

De toutes parts, les contradictions et les antagonismes sociaux du système s'aiguisent, le mécontentement éclate et la révolte se déchaîne, à tel point que le jour où les travailleurs de tous les pays élèveront leur conscience politique, où ils se déferont du cadavre de l'idéologie bourgeoise-révisionniste et où ils prendront à nouveau le chemin de la lutte révolutionnaire n'est plus très loin. En attendant, nous devons être patients. C'est là une des qualités qui distingue tout révolutionnaire véritable, mais qui ne veut pas dire pour autant que nous devons rester inactifs. Au contraire, il faut favoriser la nouvelle montée de la lutte de toutes les manières possibles, et tout spécialement en combattant le courant défaitiste qui cherche à répandre parmi les ouvriers les plus conscients et d'autres combattants d'avant-garde l'idée absurde qu'il serait inutile et illusoire de poursuivre la résistance. Tout ceci, ainsi que l'entrée de l'Etat espagnol dans le club des "puissants" de la terre renforcent cette même croyance auprès de nombreuses personnes et tendent à dissuader les travailleurs de toute aspiration à un changement profond de notre société. Nous devons tenir compte de tout cela, ne pas commettre la bêtise de l'ignorer. Mais cette prise en considération, nous devons l'établir à partir du point de vue et de la position de classe révolutionnaire, c'est-à-dire non pour nous lamenter et rester les bras croisés, et encore moins faire des concessions à l'idéologie bourgeoise, aux hésitations ou au découragement.

L'échec révisionniste est une défaite de la bourgeoisie

Il est indubitable que sans l'existence de l'Union Soviétique et de la Chine Populaire, le mouvement révolutionnaire dans tous les pays se serait vu obligé de lutter dans des conditions incomparablement plus difficiles et qu'aujourd'hui encore, il ne trouverait pas le cadre international favorable à un triomphe plus rapide. Voilà pourquoi nous accordons tant d'importance à la défense des pays socialistes; et voilà aussi la raison pour laquelle nous réalisons le travail de dénonciation de la ligne révisionniste, non seulement en tant que contribution internationaliste, mais aussi vis-à-vis de notre pays.

Cette lutte, la plupart des ouvriers la sentent aujourd'hui comme la leur. L'instinct de classe les avertit du danger; ils savent que jamais auparavant la bourgeoisie et ses chiens de garde ne se sont montrés si sûrs et si arrogants; ils savent que ces démonstrations jointes à la toute-puissance asservissante qui les accompagne, à l'accroissement de l'exploitation et à la restriction de tous leurs droits, ont beaucoup à voir avec la situation que traversent les pays socialistes. L'hystérie anti-communiste de la bourgeoisie a monté de ton. Cela permet aux

ouvriers les plus conscients de comprendre plus aisément notre propagande et de s'identifier au Parti. Cependant, nous devons évaluer très calmement la situation qui s'est créée, car c'est seulement de cette manière que nous pourrions démontrer - malgré la gravité des faits auxquels nous assistons - que rien de ce qui est essentiel pour notre cause n'est perdu. Allons-nous pleurer la désintégration du Pacte de Varsovie, ou le harcèlement par les travailleurs des derniers remparts du révisionnisme?

A bien y regarder, c'est un résultat déjà acquis et qui, d'une certaine manière, nous facilitera la tâche dans le travail à développer maintenant pour progresser.

Le révisionnisme a subi l'un des plus énormes désastres dont on se souviendra; c'est un fait indiscutable de très grande portée, et c'est ce qu'il importe de souligner pour l'instant. Comme cela s'est déjà produit, les échecs et la défaite de l'opportunisme, de même que la propre faiblesse du mouvement révolutionnaire, ont permis à la bourgeoisie de prendre l'initiative, jusqu'à arriver à créer une situation réellement critique. Certains camarades ont désigné cette circonstance comme paradoxale, puisque si, comme on l'affirme, le révisionnisme sert la bourgeoisie et si celle-ci finit par s'imposer, la victoire révisionniste serait en ce moment quasi complète. Donc, il n'y aurait pas lieu de parler de son "échec". Ces camarades ne paraissent pas très bien comprendre que le révisionnisme n'est efficace au service de la bourgeoisie que tant qu'il parvient à conserver une apparence "ouvriériste" à l'idéologie bourgeoise qu'il propage. Le fait d'être démasqué en tant que propagandiste et défenseur de l'idéologie bourgeoise, de même que la déchirure du voile "socialiste" ou "communiste" sous lequel le révisionnisme est parvenu très longtemps à dissimuler son travail de sape supposent, avant tout, l'échec de la classe bourgeoise qu'il sert. Ceci explique que la bourgeoisie n'a plus le même intérêt à le conserver et qu'elle s'est vue obligée, partout, de reprendre elle-même les choses en charge.

Une chose semblable est arrivée dans notre pays ces dernières années, une chose qui a donné lieu au développement d'un mouvement de masse de type nouveau, qui ne peut pas être contrôlé et qui affronte directement l'Etat. Ainsi, il n'existe aucune contradiction - nous, du moins, nous ne la voyons pas - entre la banqueroute politique et idéologique du révisionnisme et la "victoire" des forces réactionnaires. Cette victoire est plus apparente que réelle et naturellement, elle n'est que momentanée.

Elle apparaîtra comme une victoire aux observations les plus superficielles, le temps que les ouvriers les plus conscients tarderont à mettre fin à la confusion et la désarticulation du mouvement de classe, en formulant une authentique alternative politico-révolutionnaire.

Le Mouvement communiste sortira grandement fortifié de la crise

Il est normal que dans une situation comme celle-ci, l'esprit combatif de beaucoup de gens se soit affaibli, que d'autres commencent à hésiter, qu'ils mettent en doute la validité des principes du marxisme-léninisme, et qu'au sein de la classe ouvrière, les idées politiques petites-bourgeoises les plus étranges prolifèrent, ainsi que la mystique et autres supercheries à l'allure "moderne". Cela arrive en particulier dans les secteurs qui sont les plus influencés par les différents courants du révisionnisme et dans d'autres secteurs qui s'étaient forgé une conception excessivement simpliste, rigide et linéaire du processus révolutionnaire. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Il s'est produit. C'est pour cette raison que nous pouvons le considérer comme une chose "normale", tout comme la crise qui l'a engendré.

Ce n'est pas pour nous donner du courage - nous n'en n'avons pas besoin - que nous disons que les pays et l'ensemble du mouvement devront sortir fortifiés de la crise présente. Si nous remontons dans l'histoire, nous constatons que depuis sa naissance, le mouvement communiste est allé de l'unité à la scission, pour atteindre ensuite une nouvelle unité sur des bases plus larges et plus fermes, et par-là une victoire chaque fois plus grande sur la bourgeoisie et son système d'exploitation. Qu'est-il arrivé à la 1^{ère} Internationale fondée par Marx et Engels? Elle s'est scindée et a dû être dissoute après la défaite de la Commune de Paris en 1871. Puis, une longue période de développement ouvrier orienté par l'idéologie marxiste lui a succédé. Et l'anarchisme, principal courant idéologique dans les rangs révolutionnaires, a été complètement évincé. Qu'est-il arrivé à la 2^{ème} Internationale? Elle a connu également une scission et la défaite, durant la 1^{ère} Guerre Impérialiste mondiale, mais de son sein sont nés les partis communistes qui ont mené la classe ouvrière au pouvoir dans toute une série de pays: ils ont pris le chemin de la révolution socialiste et ils ont incité le développement du mouvement révolutionnaire mondial. De ce développement est né le révisionnisme contemporain, qui a mené la majeure partie des pays socialistes, des partis communistes et du mouvement révolutionnaire à la situation que nous affrontons aujourd'hui. Mais, de la même manière que cela s'est passé en d'autres occasions, cette fois aussi nous arriverons à dépasser la crise et à atteindre un degré d'unité et de force plus élevé, nécessaire pour vaincre définitivement le capitalisme et créer la nouvelle société. C'est là la propre dialectique de tout mouvement, et le nôtre ne peut échapper à cette loi fondamentale du développement qui opère en toutes choses et en tous phénomènes.

Le processus de transformation sociale lui-

même crée continuellement des problèmes nouveaux et nombreux dont la résolution requiert des idées et des méthodes nouvelles. Ceci est la base matérielle du développement de la théorie marxiste-léniniste en tant que conception intégrale, scientifique et révolutionnaire de la classe ouvrière. Quand, face aux circonstances qui surgissent, ce nécessaire développement de la théorie ne s'effectue pas (et nous savons tous que telle chose est possible; que, comme l'a souligné Lénine, l'élément conscient reste souvent en arrière du mouvement réel ou spontané), qu'alors inévitablement se produit l'enlèvement dans tous les domaines de la vie, et que l'impérialisme et la réaction bourgeoise profitent de cette opportunité pour fortifier leurs positions chancelantes. En conséquence de tout cela survient une période de crise et de lutte interne qui débouche sur une véritable révolution au sein même de notre mouvement, au cours de laquelle les nouvelles idées et les nouveaux sujets capables de les assumer finissent par s'imposer. Mais pour que ce changement révolutionnaire puisse se réaliser, il est nécessaire que les masses y participent; c'est-à-dire qu'il n'est pas suffisant que quelques rares personnes aient une conscience claire de sa nécessité et l'aient annoncé. Sans aucun doute, cette "conscience" est indispensable; on peut même affirmer que le processus commence avec elle (avec la formulation des idées et la création de l'organisation d'avant-garde qui devra les mettre en pratique); mais cela se complète par l'intervention directe des masses quand tout ce qui est vieux ou déjà caduc, qui se refuse à disparaître, remonte à la surface.

Il faut poursuivre la lutte contre le révisionnisme

On n'insistera jamais assez sur l'importance de la poursuite d'une lutte très intransigeante contre le révisionnisme. Il s'agit certainement d'une bataille très longue, au cours de laquelle le révisionnisme a déjà été démasqué à de nombreuses reprises; cependant, il est réapparu autant de fois, revêtu d'habits différents et présentant quelques variations sur les mêmes thèmes. La bourgeoisie, elle aussi, apprend et cherche la meilleure manière de tromper les ouvriers.

Ce qui distingue le plus le révisionnisme dernièrement, c'est le social-démocratisme qu'il met à jour, ainsi que son chauvinisme. Les révisionnistes ne se donnent même plus la peine de "théoriser" pour essayer de réinterpréter Marx et Lénine. Ils ont abandonné cette tâche aux mains des apologistes de l'impérialisme. Ils se contentent d'applaudir et se montrent très complaisants à l'égard des résultats que ces apologistes leur offrent.

Actuellement, les révisionnistes ont décidé de

laisser de côté la dialectique matérialiste. Bon débarras! Le pragmatisme et le positivisme, "solutions" de toutes les contradictions et antagonismes du monde moderne leur suffisent. Et on peut dire la même chose en ce qui concerne leur conception politique et leur théorie sur l'Etat. Les révisionnistes n'ont plus besoin de nier la lutte des classes ni d'attaquer la dictature du prolétariat parce que, on le sait, il s'agit de problèmes qu'ils ont dépassés depuis longtemps déjà. C'est pourquoi ils ont décidé maintenant, sans aucun problème de conscience, d'instaurer "l'Etat de Droit" de la bourgeoisie. Et que dire de leurs théories économiques? Apparemment, l'exploitation et l'appauvrissement croissants des masses ouvrières et populaires par le capital n'existent plus, ce sont des phénomènes "du passé", tout comme, sans aucun doute, la domination du capitalisme financier sur l'économie de tous les pays et au niveau mondial. L'analyse qu'a faite Lénine de l'impérialisme (le stade actuel du développement capitaliste) leur paraît être une entéléchie. C'est la raison pour laquelle ils se sont à présent convertis au "libéralisme" et qu'ils présentent cette doctrine comme le dernier mot de la science économique et sociale.

Pour le moment, le mécanisme de "privatisation" des entreprises publiques est déjà entamé dans la plus grande partie des pays de l'Est de l'Europe, ce qui suppose, en plus du licenciement massif de travailleurs et de l'exploitation intensive de ceux qui réussissent à garder leur emploi, la plus grande et la plus scandaleuse spoliation qui ait jamais été commise puisque, tout comme dans les pays de plus longue tradition économique "libérale", seules les entreprises les plus rentables seront privatisées. Les autres resteront aux mains de l'Etat, pour que l'on voie très clairement combien sa gestion est peu efficace. Et le tableau sera encore plus clair si l'on considère que les seuls acheteurs possibles seront les capitalistes étrangers et que l'argent obtenu par la vente de l'industrie nationale sera destiné à payer la dette extérieure contractée par les nouveaux gouvernants pour réaliser la "réforme".

Pour leur part, les gorbatchéviens ont ouvert la voie à "l'économie de marché", et devant les exigences de mesures très radicales pour l'instaurer, ils répondent qu'il est nécessaire d'aller lentement. Ils reconnaissent qu'il est impossible de n'être "qu'un peu enceinte", mais ils expliquent que toute grossesse comporte une période de gestation qui précède l'accouchement. Ainsi, non seulement ils ne s'opposent pas à la restauration du capitalisme, mais ils la provoquent en appliquant des mesures "réalistes". Ils ont besoin de vaincre la résistance acharnée des travailleurs et craignent, non sans raison, que la précipitation puisse provoquer un avortement. Ils espèrent aussi l'aide du capital étranger sous forme de crédits et d'investissements

(l'autre aide, l'aide politique, de propagande et militaire, ils l'ont déjà depuis longtemps). Le problème qui se pose à eux, sur ce terrain, consiste dans le fait que ni l'U.R.S.S. ni les pays ex-socialistes ne sont une bonne affaire pour le capitalisme financier, mais plutôt une nouvelle charge à ajouter à la dette démesurée qui étouffe les économies de la plupart des pays capitalistes. Il est évident que de ce côté, il n'existe aucune issue. Mais les révisionnistes la cherchent, tout en faisant tout ce qu'ils peuvent pour achever de ruiner l'économie de l'Union Soviétique.

Pour toutes ces raisons, on peut être certain que le dommage qu'ils ont causé n'est rien en comparaison de celui qu'ils peuvent encore provoquer. Il est donc important de poursuivre la lutte sans concessions contre la canaille révisionniste. Sur ce point, il faut être très attentifs à ne pas se laisser aveugler par les apparences. La lutte politique et idéologique à grande échelle vient de commencer et elle empruntera encore beaucoup de zigzags ou de virages, de telle façon qu'il est inévitable - tant que ne se délimitent pas clairement les camps - que les éléments les plus différents et même opposés apparaissent confondus à de nombreuses reprises. De plus, nous ne devons pas perdre de vue les effets négatifs que plus de trente années de prédominance révisionniste ont produits, la confusion ainsi que le dénuement idéologique et culturel qu'elles ont engendrés, et le discrédit qu'elles ont jeté sur l'idéal communiste, etc.

La ligne politique et idéologique décide de tout

Une révision en profondeur de toute l'expérience historique de la construction du socialisme et de la tactique de lutte des forces révolutionnaires s'impose. Pour ce faire, il faudra considérer très sérieusement les apports fondamentaux de Mao, qui disait en certaine occasion: «Qu'elle soit correcte ou non, la ligne idéologique et politique décide de tout. «Quand la ligne du Parti est correcte, nous avons tout: si nous n'avons pas d'hommes, nous les aurons; si nous n'avons pas de fusils, nous les obtiendrons; et si nous n'avons pas le Pouvoir, nous le conquerrons. Si la ligne est incorrecte, nous perdrons ce que nous avons obtenu.» Cette idée de Mao a été pleinement confirmée dans la pratique.

Dernièrement, les dirigeants soviétiques aiment répéter leur désir d'apprendre et d'adopter les expériences des autres pays qui peuvent être valides pour eux. Il est clair qu'ils se réfèrent aux pays capitalistes et à d'autres, comme la Pologne et la Hongrie. De l'expérience chinoise, ils apprécient tout au plus les "apports" néo-libéraux de Deng et compagnie. Les préjugés révisionnistes à l'égard de

la pensée de Mao Tsé TOUNG (dont ils ne connaissent rien de plus que quelques formules choisies pour se tirer d'affaire) sont tellement enracinés chez les dirigeants soviétiques, que celle-ci n'est pas encore en passe d'être considérée par eux comme le produit de l'imagination fiévreuse "d'un nationaliste petit-bourgeois". C'est ce qu'affirment tous les éléments bourgeois et les nationalistes réactionnaires qui se sont abrités derrière la bannière du marxisme-léninisme pour mieux le trahir. N'est-il pas grand temps d'ouvrir les yeux et de se soumettre à une cure intensive de modestie? De toute façon, une chose paraît claire: les "théoriciens" académistes soviétiques ne peuvent se présenter avec la prétention de donner de leçon à quiconque.

Que peuvent connaître du marxisme-léninisme la majorité des milliers de fonctionnaires académiques soviétiques? Peuvent-ils être réellement intéressés par le développement de la théorie révolutionnaire? La doctrine de la bureaucratie - car celle-ci, malgré les apparences, a aussi sa propre doctrine, bien adaptée à "l'économie de la pensée" - a toujours été celle qui établit les postulats de l'empirisme et du pragmatisme. Pas d'aventures! proclament les bureaucrates révisionnistes, entendant par là toute expérience pratique qui dépasse les limites fixées par les intérêts de l'Etat et toute généralisation théorique qu'on peut en tirer. Ils n'accordent d'importance qu'aux processus "déjà mûrs", qui le plus souvent finissent par pourrir ou leur sauter dans les mains. Le marxisme-léninisme est incompatible avec la bureaucratie et exclut le pragmatisme étroit et la scolastique comme l'huile rejette l'eau. Seule la classe ouvrière est réellement intéressée par l'interprétation du marxisme-léninisme, par son application et par son développement d'une manière créative, vraiment révolutionnaire.

Le fait que "Mister" Gorbatchev lui-même se trouve dans l'embarras pour démontrer ses "convictions socialistes" jette assez de lumière sur ce que nous sommes en train de commenter. Cet homme se vante de "réalisme", c'est sa carte de visite, mais face à la réalité, il ne peut s'empêcher de se casser la figure à chaque pas. Sa perception de la "réalité" est la même que celle qu'a toujours eue la bourgeoisie et il est clair que son langage, lui aussi, est le même. Pour Gorbatchev, le marxisme-léninisme n'est rien d'autre qu'une idéologie du "passé", déjà dépassée, et incapable d'expliquer et d'apporter des solutions aux nombreux problèmes qui se posent aujourd'hui à l'humanité. Cette appréciation ne nous surprend pas, étant donné qu'après tant d'années d'idéologie officielle fossilisée, on ne peut qu'en arriver à celle-là. Le limaçon a couvé une limace (N.d.T.: traduction littérale. Nous ne connaissons pas le sens de cette expression). C'est la véritable signification de la "révolution" idéologique du gorbat-

chévisme.

Qu'a de "nouveau" ou "d'original" l'humanisme dont il se vante, ainsi que son discours néo-libéral alambiqué et sa vile apologie de l'impérialisme? La soi-disant "égalité" qu'il prône, celle de tous les citoyens devant la Loi, ne suppose-t-elle pas, certainement, l'instauration de l'inégalité *de fait*, comme le démontre la restauration de la grande propriété privée, des lois du marché et de la jungle capitaliste? Quelle loi protégera les ouvriers de l'ignorance et de la misère? Pourront-ils voyager et prendre des vacances aux U.S.A., du seul fait que la loi ne leur interdit pas? Pourront-ils envoyer leurs enfants étudier à l'université, même si légalement, ils en ont le droit? Les femmes pourront-elles atteindre un jour l'égalité effective avec les hommes sans abandonner leur cuisine où, dernièrement, on les a reconduites, même si la loi le proclame?

Comme dit le proverbe, au pays des aveugles, le borgne est roi. L'ennui, dans ce cas-ci, c'est que le regard de l'œil unique du borgne est tourné vers une époque déjà morte et une société qui périclite, qui ne peut plus faire l'histoire.

On ne peut faire marche arrière

Nous n'allons pas nier la complexité et l'énorme difficulté qu'entraînent les processus révolutionnaires. Mais les problèmes peuvent aussi être simplifiés par une mise en ordre. Par exemple, presque tous les observateurs s'accordent pour désigner la situation économique si chaotique qui s'est créée en Union Soviétique comme la cause principale de la crise dont ce pays souffre. Et cela est faux, comme est absolument fausse l'affirmation selon laquelle l'économie socialiste "ne fonctionne pas". Elle a fonctionné durant plus de cinquante ans et même dans les pires moments de crise du système capitaliste mondial (c'est en U.R.S.S., en Chine et dans d'autres pays que se trouvent les premiers endroits de croissance du P.N.B., de développement de secteurs clés de la science, de la technologie, etc.) et maintenant on découvre qu'elle "ne fonctionne pas", posant comme modèle de bon fonctionnement ni plus ni moins que l'économie capitaliste "de marché". Et ceci quand, on le sait, plus de 80% des pays à "économie libérale" se trouvent, sans possibilité d'en sortir, dans l'abîme le plus profond.

L'économie socialiste ne fonctionne pas parce que la bourgeoisie la sabote de mille manières et ne lui permet pas de fonctionner. De fait, elle a cessé de fonctionner à partir du moment où cette bourgeoisie s'est retrouvée libre de porter atteinte au système socialiste. Le problème est très ancien. Il a commencé à se manifester dès la première période de la révolution, et c'est le même but que toutes les

propositions et les projets que font les "technocrates" et libéraux bourgeois depuis le siège même du pouvoir continuent à viser.

D'autre part, comment peut-on exiger de nouveaux sacrifices de la part de la classe ouvrière, des paysans et des autres travailleurs sans leur apporter la garantie qui y correspond, à savoir que leurs efforts se font au bénéfice de l'ensemble de la société et non de cette même bourgeoisie saboteuse, des bureaucrates corrompus et des nombreux voyous. La solution à tous ces problèmes qu'affronte le socialisme passe par l'imposition de la dictature du prolétariat. Elle seule pourra rendre aux travailleurs leur confiance perdue dans le système socialiste et réveiller leur enthousiasme.

Cependant, il apparaît que certaines questions que nous venons de traiter sont suffisamment claires ou "mûres" dans certaines têtes. Par exemple, il est indubitable que, pour l'immense majorité des travailleurs, effectivement, *on ne peut faire marche arrière*, on ne peut reculer vers la restauration du capitalisme (comme le proposent les secteurs libéraux et social-démocrates bourgeois en U.R.S.S. et en Chine Populaire) sans provoquer, avec elle, une hécatombe. L'existence de la classe bourgeoise, qui représente ces secteurs et leur lutte pour le pouvoir, est aussi assez évidente. Le P.C.U.S. et le P.C.Ch. finiront-ils par reconnaître cette réalité et par encourager la lutte de la classe ouvrière dans la perspective d'atteindre l'objectif du communisme? Il n'y a pas d'autre issue à la crise, c'est pourquoi nous espérons que toutes les conditions nécessaires au changement ou à la réorganisation réelle, véritablement révolutionnaire de la société ne tarderont pas à se présenter. C'est la clé pour sortir de l'impasse dans laquelle ces partis se trouvent.

A cette fin, il est nécessaire que l'Etat et le Parti soient épurés des nombreux éléments contre-révolutionnaires qui y détiennent des positions de pouvoir. Mais... (et ici nous entrons dans le vif du sujet) l'épuration ne peut être menée avec les moyens du passé. Il faut utiliser des méthodes "politiques", c'est certain, mais ces méthodes excluent-elles l'emploi de la contrainte contre les réactionnaires les plus récalcitrants? A quoi sert, alors, l'Etat? Il faut qu'il exerce sans hésitation la dictature de classe sur la bourgeoisie pro-impérialiste: sinon, ce sera elle qui finira par imposer la sienne aux travailleurs, comme c'est arrivé dans d'autres pays. De plus, nous ne croyons pas qu'il faudra insister beaucoup sur l'impossibilité de convaincre tous ces gens par des idées et des arguments, comme il est impossible de convaincre un chat (qu'il soit blanc, noir ou roux) par de bonnes paroles de supporter le poisson ou de ne pas le manger.

La bourgeoisie et son idéologie ne pourront être supprimées ni par décret ni par appel, pur et simple, aux méthodes violentes et administratives. C'est plus

que démontré. Cependant, permettre qu'elle continue à agir à sa guise, en sabotant tout et en semant la zizanie de toutes parts, constitue une preuve d'irresponsabilité flagrante, un crime impardonnable de lèse-humanité. C'est incomparablement pire que les méthodes maladroites employées par Staline.

L'échec de la perestroïka gorbatchévienne

Le révisionnisme s'est effondré et ne pourra plus lever la tête. C'est une chose qu'actuellement personne ne discute. L'attention est centrée sur le sort que réserve l'histoire aux projets social-démocrates des nouveaux menchéviks que dirige le sieur Gorbatchev. Nous ne cherchons à établir aucun parallélisme historique dans ces lignes, mais il est évident qu'après le Congrès de constitution du Parti Communiste Russe, le centrisme de Gorbatchev et de son groupe apparaît comme quelque chose qui exista à une autre époque et qui ne cessera jamais d'exister en Union Soviétique: un courant opportuniste minoritaire sans aucune possibilité de succès. Le léchage de bottes qui a eu lieu au XXVIII^{ème} Congrès du P.C.U.S. qui s'est tenu récemment n'a pas pu dissimuler cette réalité qui s'affirmera avec le temps.

Les prévisions de notre Parti sur cette très importante question se confirment. Jusqu'il y a peu, et durant plus de cinq ans, seule la voix de la bourgeoisie s'est fait entendre devant le désarroi et la démoralisation des masses et d'une grande partie de militants dans les rangs du P.C.U.S. Tout cela, joint aux événements de l'Est de l'Europe, a ouvert les yeux de beaucoup de gens. Cela leur a permis de comprendre la nature de classe du révisionnisme et le danger réel qui menace l'ensemble du pays et leurs conquêtes historiques, ce qui les mène à regrouper leurs forces. Une nouvelle équipe de dirigeants, qui n'ont pas été compromis lors de l'étape antérieure, va se frayer un chemin dans la lutte de façon à ce que, on peut en être certain, le sort de Gorbi et de ses amis va dépendre de l'attitude qu'ils adopteront face à l'avance des nouvelles forces véritablement démocratiques et révolutionnaires.

Il ne s'agit pas de couper les têtes comme dans le passé, ni de "liquider" la classe bourgeoise de la façon dont on a tenté de le faire à l'époque de Staline. Le problème s'est révélé beaucoup plus complexe qu'on l'avait supposé dans un premier temps et demandera encore du temps pour être résolu, mais surtout, il exigera l'application d'une politique correcte de traitement des contradictions de caractères différents qui existent dans le socialisme; en plus, il nécessitera un programme économique différent qui prenne en compte, outre la planification

et le renforcement du secteur étatique dans les secteurs clés de l'économie, l'industrie, l'agriculture et le commerce extérieur, la nécessité de la petite production, du commerce de détail, et de la décentralisation administrative. Mais il faudra en particulier tenir compte d'autres facteurs de type politique, idéologique et culturel, qui sont ceux qui permettront de mobiliser les masses pour promouvoir la révolution, favoriser la production et établir une nouvelle alliance avec les secteurs intéressés par le développement et l'indépendance du pays par rapport à la bourgeoisie pro-impérialiste et d'autres forces réactionnaires.

Cette perspective peut donner lieu à la légalisation de quelques partis bourgeois qui existent déjà de fait, ce qui, certainement, ne causera aucune "tragédie", et pourra même être très bénéfique pourvu que le Parti Communiste reconnaisse et proclame sans détours l'existence de la classe bourgeoise et ne se laisse pas rouler par elle, en fortifiant la dictature démocratique des masses au travers des soviets, des syndicats et d'autres organisations d'ouvriers, de paysans et d'autres travailleurs de la ville et de la campagne. De cette manière, la fonction dirigeante du Parti une fois épuré se renforcera, et le Parti regagnera l'appui des masses pour poursuivre la lutte en vue d'atteindre l'objectif du communisme.

Cela pourrait être, en lignes générales, la base pour arriver à un compromis qui rende possible la permanence de Gorbatchev dans ses charges. Sinon, il est indiscutable que la crise va continuer à s'approfondir, rendant un affrontement ouvert inévitable. Gorbatchev et son groupe peuvent continuer à compter sur l'appui de la bourgeoisie et l'aide accrue de l'impérialisme pour rétablir dès que possible "l'économie de marché" et un régime politique "parlementaire", mais dans ce cas, ils devront affronter ouvertement les forces révolutionnaires et l'immense majorité des peuples de l'U.R.S.S., et de plus, sans se sentir couverts par l'appareil d'Etat lui-même. Les gorbatchéviens et leur chef de file finiront-ils par accepter la réalité? Arriveront-ils à comprendre le véritable rôle que l'histoire leur assigne?

Les malheurs d'un "homme providentiel"

Il est nécessaire de démystifier le culte de Gorbatchev que la bourgeoisie de tous les pays a encouragé. Cela ne suppose pas nier ses "mérites" ni sa contribution au processus que vit actuellement l'U.R.S.S. Le "phénomène Gorbatchev" et la Perestroïka elle-même ne sont compréhensibles que si nous savons les situer dans le contexte historique et dans le pays dans lesquels ils ont lieu; c'est-à-dire, dans un contexte de crise générale du capitalisme,

de fièvre politique et d'isolement extérieur de l'Etat Soviétique, ainsi que de discrédit du P.C.U.S. auprès des masses, avec ce que cela suppose de danger de confrontation armée, etc. Il fallait se replier et faire des concessions pour pouvoir tout réorganiser, ou courir le risque d'affrontement, dans les pires conditions, avec l'impérialisme. Pour ce faire, il fallait un homme aux caractéristiques de Gorbatchev: "énergique", qui donne une image nouvelle, mais qui ait, en particulier, un fouillis d'idées "humanistes" et social-démocrates dans la tête, pour lui permettre de feindre la retraite et de pallier d'une façon quelconque ses effets déstabilisateurs. C'est la fonction que le "centrisme" politique à l'intérieur de l'U.R.S.S. est en train de remplir. Evidemment, il existait et existe encore le danger que le centrisme soit utilisé comme formule de transition vers un régime bourgeois, mais il peut aussi arriver qu'il soit utilisé pour contenir l'avalanche contre-révolutionnaire et donner le temps aux forces communistes de se regrouper sur la base d'un programme réellement révolutionnaire.

Il serait très aventureux d'assurer que tout ceci se fait d'une manière consciente et planifiée, tout comme personne ne pouvait prédire que l'ouragan déclenché par Gorbatchev pourrait aller jusqu'à retourner les fondations sur lesquelles repose le système socialiste et dépasser les limites de l'Etat Soviétique. L'improvisation, les hésitations, les choix des pas à faire pris au jour le jour (par lesquels s'est toujours manifestée la politique révisionniste), l'absence de principes, d'une politique et de plans bien réfléchis, tout cela explique en bonne mesure les désastres qui sont survenus.

La confiance qu'on avait mise dans la capacité de "reconversion" des partis communistes des pays d'Europe de l'Est et dans leur force "d'entraînement" n'a pas été confirmée dans la pratique. A cela, il faut ajouter la grande irresponsabilité caractérisant la nouvelle doctrine "humaniste" (mieux connue comme "le nouveau mode de pensée") qui a déchaîné les rages nationalistes contenues depuis longtemps dans tous les pays, jusqu'à faire couler le sang en Union Soviétique même. Comment pourrait-on renoncer au socialisme et au principe de l'internationalisme prolétarien sans provoquer la réaction en chaîne à laquelle nous assistons? Comment empêcher la désintégration d'un Etat multinational comme l'U.R.S.S. en renonçant à ce principe?

La réalité est que, tant dans les pays d'Europe de l'Est qu'en Union Soviétique, la putréfaction accumulée depuis plus de trois décennies de développement "pacifique" des "forces productives" était beaucoup plus avancée qu'on pouvait l'imaginer. D'autre part, non seulement la bourgeoisie n'a pas disparu - on vient de s'en assurer - mais elle conservait intacte son influence politique et culturelle et, dans de nombreux endroits, elle l'a même accrue, en s'abritant derrière "l'Etat de tout un peuple". Cette

bourgeoisie était restée dans l'attente de l'opportunité qui lui permettrait de s'emparer à nouveau du pouvoir. Elle s'était introduite dans l'Etat et dans les rangs du Parti, en minant de mille manières les fondements du système, dans l'attente du moment de lancer son attaque ouverte. Et le signal est parti de Moscou, il n'y en a pas le moindre doute.

Devançant les événements, les dirigeants soviétiques se sont empressés d'annoncer leur intention de ne pas envoyer à nouveau les tanks pour "normaliser" la situation dans ces pays. Déclarations qui ont eu l'effet de déclencher la révolte. En d'autres circonstances, elles auraient été justes; il est clair que si elles n'avaient pas été accompagnées de nombreuses pressions et d'appels continuels à la population pour qu'elle se soumette au courant "réformateur", ces déclarations auraient réellement supposé une position de non-intervention dans les événements internes des autres pays. Mais le Kremlin était très pressé. La bourgeoisie, logiquement, ne pouvait laisser passer l'occasion qu'on lui offrait (l'urgence soviétique, les intentions déclarées de "neutralité") pour s'emparer du pouvoir en appelant, de surcroît, à la "Perestroïka". Autrement, elle n'aurait même pas essayé. C'est pourquoi les affirmations des gorbatcheviens selon qui, avec la contre-révolution, on a évité une tragédie sont totalement fausses. La véritable tragédie est celle qu'ils ont provoquée.

Il est clair que l'U.R.S.S. ne peut être intéressée par le triomphe des forces contre-révolutionnaires et pro-impérialistes, et encore moins dans ses pays frontaliers. Mais il est certain aussi que la résistance que les anciens appareils révisionnistes opposaient aux vents nouveaux qui soufflaient depuis Moscou gênait les plans gorbatchéviens; sans oublier le danger qui planait sur la Perestroïka elle-même: une éventuelle victoire des secteurs de gauche sur la bourgeoisie et dans l'appareil lui-même. C'est pourquoi ils se sont décidés à envoyer des garanties avec leur "nouveau mode de pensée" et qu'ensuite ils ont lié les mains de leurs anciens amis et alliés qui se montraient déterminés à lutter. Ce n'est qu'alors que la bourgeoisie n'a plus eu aucun doute et est descendue partout dans la rue.

C'est ainsi qu'une fois de plus, les intérêts du groupe dirigeant soviétique se sont imposés par rapport à tout autre considération, même au prix d'une Union Soviétique placée en position d'isolement quasi total et de manque de défense face aux forces hostiles de l'impérialisme. C'est là son véritable talon d'Achille. A ce sujet, les dernières interventions des leaders soviétiques dans l'arène internationale sont assez démonstratives de la cécité politique dont ils souffrent. Alors que leur plan initial avait déjà été déjoué par le dynamisme de la lutte des classes, les soviétiques ont joué la carte de la social-démocratie. Ils n'ont pas pensé que derrière

les social-démocrates et les libéraux, comme cela arrive toujours, pouvaient se trouver les fascistes nazis avec leurs troupes d'assaut. Peut-être cet autre fait peut-il être attribué à un mauvais tour du destin? Marx l'avait déjà observé, il y a de cela un certain temps: les réformistes veulent reproduire la société bourgeoise mais sans les contradictions et les antagonismes qu'elle engendre et qui l'agitent. Le "socialisme" des Gorbatchev et compagnie s'exprime en cette formule qui résume le programme "idéal" des représentants de la petite-bourgeoisie démocratique. Mais comme c'est arrivé souvent, ceux-ci finissent par succomber (victimes de leurs propres préjugés et de leurs rêveries) aux mains de forces bourgeoises beaucoup plus puissantes et plus "réalistes" ou sous la poussée du prolétariat révolutionnaire.

Les anciens facteurs qui conduisent à la guerre réapparaissent

Maintenant tous ces pays devront payer doublement les conséquences de cette politique: à la crise interne, insurmontable sous le régime de propriété privée capitaliste, ils devront ajouter l'isolement et l'incertitude d'un monde dans lequel il reste à peine place pour leurs faiblesses économiques. Pour le moment, l'Allemagne unifiée sous l'égide du grand capital financier réclame à nouveau son "espace vital". Il semble que le vieux rêve des requins et des militaristes germains - la domination de l'Europe - est sur le point de s'accomplir sans qu'un seul coup de canon ne soit tiré en cette occasion. En réalité, les dirigeants soviétiques le leur ont placé à portée de la main. La R.F.A. n'a rien fait d'autre que se prêter à leur jeu, en offrant en échange le leurre de la "neutralité" social-démocrate. Mais une fois de plus, il a été démontré que les promesses des impérialistes et les traités qu'ils signent sont une chose, et que les obligations qui se posent au système capitaliste, surtout en période de crise, en sont une autre, bien différente. Les nazis n'étaient pas racistes par propension naturelle de la race "aryenne" à l'encontre des juifs et des esclaves, mais parce que les grands monopoles financiers et industriels en avaient besoin. Le "nationalisme" de la bourgeoisie relève de la même origine "génétique", et c'est pourquoi il est tout aussi stupide de supposer qu'il puisse changer avant qu'ait disparu le système qui lui a donné vie.

L'envenimement des contradictions inter-impérialistes est un autre facteur important de la situation actuelle qui doit être pris sérieusement en considération. Ces contradictions ont toujours existé, bien que plus ou moins modérées du fait de la communauté d'intérêts de la bourgeoisie et des Etats capitalistes, qui les maintient en affrontement contre

les pays socialistes et les mouvements révolutionnaires. Mais dernièrement, leurs disputes et rivalités sont en train de passer au premier plan. L'effondrement du socialisme dans les pays de l'Est de l'Europe et la perspective d'un affaiblissement de l'U.R.S.S. ont réveillé les appétits et les avidités dans les partages. L'odeur du butin provoque des cruautés, qui ont dégénéré en luttes, déplaçant le centre de gravité des tensions des autres régions du globe vers le centre et l'Est de l'Europe. Ces luttes auront de graves conséquences.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, l'évolution de ces contradictions et de ces luttes doit être prise sérieusement en considération, mais pas au point de perdre complètement de vue les contradictions existant entre les deux systèmes ainsi que celle qui confronte l'impérialisme aux mouvements révolutionnaires. La solidarité de "classe" de la bourgeoisie vient de se mettre en évidence avec une force retentissante. L'expérience a démontré que les Etats capitalistes trouvent toujours un champ d'intérêt commun qui leur permette d'oublier un temps leurs propres contradictions pour se consacrer à combattre le mouvement révolutionnaire. Face à cette évidence, il est inutile et très préjudiciable de persister dans la même politique de "détente" pratiquée aux dépens des processus révolutionnaires intérieurs, qui ont été gelés, ce qui a permis aux impérialistes de faire une pause dans leurs disputes et d'arriver à des accords pour détourner leurs propres tensions et conflits vers le camp opposé. Sous le couvert de la "détente", les impérialistes des U.S.A. et des autres pays de l'O.T.A.N. sont parvenus à la suprématie dans l'armement, ils ont provoqué la crise économique dans les pays socialistes, ils ont développé leur stratégie d'infiltration et de subversion à l'intérieur de ces pays et ils ont organisé et dirigé de nombreuses armées mercenaires sur les cinq continents; avec tout cela, ils ont obtenu d'importants succès sur le plan de la "contention" du communisme. Ces succès ne s'expliquent pas par le supposé "manque d'efficacité" du système économique socialiste. La supériorité du socialisme sur le capitalisme sur le terrain économique est indiscutable et s'est démontrée plusieurs fois déjà. Le problème réside dans la politique intérieure et extérieure du révisionnisme, qui facilite les plans de la réaction.

On oublie trop souvent que, face aux forces progressistes, ce qui unit les bourgeoisies des différents pays sera toujours plus important que ce qui peut les séparer puisque, en fin de compte, au moins une partie considérable de cette bourgeoisie préférerait la diminution de ses gains ou une simple participation au grand butin plutôt que de les perdre au bénéfice du mouvement populaire révolutionnaire. Ici, "l'humanisme", la civilisation chrétienne et tous ces mensonges ne comptent pour rien. Que reste-t-il du dérisoire projet de la "maison européenne com-

mune" de Gorbatchev? Avec le Pacte de Varsovie blessé à mort et l'Union Soviétique exténuée, complètement désorientée et brisée après trente années de révisionnisme et cinq ans de "Perestroïka", celle qui s'impose avec une force irrésistible n'est pas l'autre "maison", mais la maison que les impérialistes yankee et leurs associés de l'O.T.A.N. ont déjà dessinée depuis longtemps.

Il semble que la catastrophe qui plane cette fois sur le monde ne sera pas petite, vu que ce processus est bourré de contradictions et de tensions on ne peut plus graves et dangereuses. La vieille histoire veut se répéter mais cette fois la représentation ne sera pas précisément une comédie. Si l'Union Soviétique n'arrive pas à redresser la barre et à diriger ses pas vers l'objectif qu'elle avait fixé, une crise mondiale aux conséquences incalculables deviendra inévitable. Les leaders révisionnistes ont souvent proclamé leurs désirs de paix et croient qu'ils sont en train de l'installer. Mais, avec leur politique timorée et de peu d'envergure, ce qu'ils sont en réalité en train de faire c'est créer toutes les conditions pour qu'éclate à nouveau la guerre.

L'oligarchie espagnole a déjà pris parti. Cette fois elle ne restera pas neutre. Conformément au développement capitaliste atteint, elle essaiera de jouer son atout comme puissance de second rang dans la lutte pour les sources de matières premières et les nouveaux marchés, en accord avec les plus forts. Ce sera certainement du côté des Allemands, mais sans abandonner son alliance stratégique avec les U.S.A. La France et son projet de confédération européenne ne comptent pas. Il pourrait être un projet attrayant pour l'U.R.S.S. et la République Populaire de Chine mais non pour la grande Allemagne ni pour les U.S.A. De plus, ni les Américains ni les Anglais ne peuvent être intéressés par une Allemagne neutre, comme le proposent les Soviétiques, et encore moins par un Etat allemand dominant l'Europe. Ce nœud de contradictions ne pourra être défait, comme toujours, que par la force.

Seule l'existence d'une Union Soviétique forte et unie, alliée de la République Populaire de Chine, et des forces révolutionnaires du monde entier pourra permettre une nouvelle parité des forces capable d'éviter une troisième conflagration mondiale. Il ne reste pas d'autre alternative pour sauver l'humanité de l'hécatombe ou de la barbarie capitaliste que la révolution.

Quel héritage recevons-nous?

Aux dires de certaines personnes qui n'ont pas encore compris notre lutte, l'effondrement de la plate-forme du révisionnisme moderne a supposé une "perte énorme" qui nous laisse dans l'obscurité et sans aucun appui pour poursuivre l'activité révolu-

tionnaire. D'autres nous désignent comme des orphelins déshérités qui, pour leur plus grand malheur, se verraient obligés de supporter un legs ignominieux. Nous, naturellement, nous ne pouvons éviter de nous sentir visés, et nous réagirions mal en répondant de mauvaise grâce à des personnes aussi compatissantes. Pour cette raison, nous devons nous efforcer de leur faire comprendre l'inutilité de leurs bons offices, en leur indiquant qu'elles se sont trompées de porte, que le défunt n'est pas de notre espèce, et que nous n'allons même pas pouvoir renoncer à l'héritage, vu que celui-ci ne nous revient pas. Toute cette ordure doit échoir aux héritiers légitimes des Khrouchtchev, Brejnev, Deng, Berlinguer et autres Carrillo. Tous ceux-là n'avaient-ils pas renoncé depuis longtemps à la révolution socialiste et à l'internationalisme prolétarien? N'ont-ils pas foulé aux pieds les idées révolutionnaires de Marx, Lénine et Mao? Ce sont les révisionnistes qui se sont vraiment retrouvés orphelins, sans avoir à quoi se raccrocher; ce sont eux qui ont des raisons plus que suffisantes pour pleurnicher. Mais nous? Nous continuons notre chemin, plus gais que des pinsons devant la "tragédie" qui leur est arrivée. Nous n'avons jamais renoncé et nous ne renoncerons jamais à l'œuvre de Marx, Lénine, Staline et Mao; nous ne renoncerons pas à l'histoire du mouvement ouvrier et communiste international ni au legs révolutionnaire du P.C.E. C'est de tout cela que nous nous considérons héritiers.

Nous commentons, au début, les répercussions si négatives que les événements qui viennent de se dérouler en U.R.S.S. et dans le centre et l'Est de l'Europe ont eu parmi les masses populaires de notre pays. Il est bien vrai qu'il n'y a là rien de neuf et que leur retentissement le plus fort en Espagne est toujours parti de la bande à Carrillo et de ses épigones de la dernière fournée. Maintenant le sieur Carrillo commente depuis Moscou le "repentir" de Lénine sur son lit de mort et le mauvais traitement que lui a infligé Staline dans ses derniers jours, et ceci, incompréhensiblement, avec la complicité de Trotski, Boukharine et des autres leaders bolchéviques. Il parle aussi de la nouvelle lecture, par les dirigeants soviétiques actuels, des œuvres de Lénine. On comprend que certains d'entre eux ne les aient jamais lu, comme c'est le cas de Monsieur Carrillo lui-même. Sinon, il est clair qu'ils ne feraient pas maintenant des découvertes aussi sensationnelles: que la N.E.P. fut conçue par Lénine comme un repli de la révolution socialiste, nécessaire devant les énormes difficultés que son développement rencontrait, le retard du pays, l'ignorance des masses, le reflux de la révolution européenne, etc. Mais nous savions cela depuis que nous avons appris à lire, quand nous étions enfants! Comment est-il possible que les dirigeants soviétiques ne se soient pas renseignés jusqu'à maintenant? La raison

en est très simple, ils ont beau essayer de le camoufler: la révolution socialiste a déjà eu lieu en Union Soviétique, et ce que cherchent les individus comme Carrillo n'est rien d'autre que distraire les masses, les désorienter et rendre irréversible la crise qu'ils ont eux-mêmes provoquée pour que les "solutions" capitalistes puissent être "viabiles".

Actuellement, l'U.R.S.S. n'est pas le pays attardé et inculte que les bolchéviks avaient trouvé quand ils se sont emparés du pouvoir. De plus, durant tout le temps écoulé depuis lors, la révolution a triomphé dans une bonne partie du monde et de nombreuses expériences ont été pratiquées qui n'avaient pas eu lieu auparavant. Comment peut-on parler dans ces conditions d'une seconde édition de la N.E.P. sans s'exposer au ridicule le plus épouvantable? Mais, finalement, laissons le sieur Carrillo avec ses sottises et ses intrigues de bas étage, qui n'arriveront à tromper personne.

Il est clair que sans l'implantation du révisionnisme dans le P.C.U.S., les carrillistes n'auraient pas trouvé l'environnement propice ni les appuis nécessaires pour arriver aux postes de direction du Parti et le mener à la dégénérescence totale. Aujourd'hui, le P.C.E. officiel n'est même plus l'ombre de ce qu'il a été en d'autres temps: il s'est converti en parti bourgeois institutionnalisé, il fait partie de la machinerie bureaucratique-répressive de l'Etat capitaliste et, en tant que tel, il ne peut plus continuer à tromper que ceux qui le désirent. Un parti qui a ces caractéristiques ne peut que servir les intérêts de la bourgeoisie et d'un secteur de l'aristocratie ouvrière, vu que l'influence qu'il peut exercer sur les travailleurs est minime. Il est donc obligé de se mouvoir dans l'étroite marge que le P.S.O.E. a laissée à sa "gauche": son programme politique est soutenu par les appuis que lui prêtent les transfuges de ce parti et il n'aspire plus qu'à exercer le triste rôle que jouait en d'autres temps la social-démocratie. Le fait que cette formation politique bourgeoise continue à porter - bien que ce ne sera plus pour longtemps - l'honorable titre du communisme a rendu notre tâche plus difficile. Mais c'est un problème qui est déjà presque résolu par l'histoire.

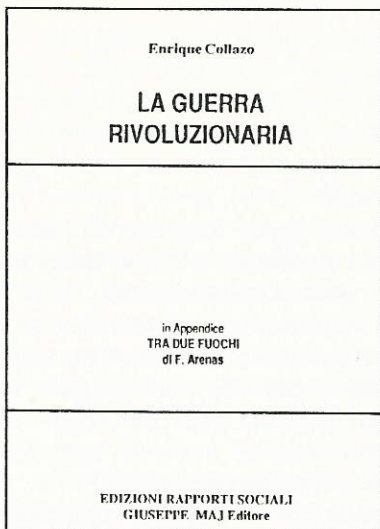
En réalité, ce phénomène - et tout ce qui est en relation avec lui - a un double aspect: d'un côté, il rend difficile et retarde la marche du mouvement révolutionnaire organisé en Espagne, il exige de nous un double travail de dénonciation, d'explication et d'organisation; il nous oblige à lutter sur plusieurs fronts à la fois. D'un autre côté, tout ceci permet d'asseoir des bases beaucoup plus solides pour un développement futur, rend possible une meilleure sélection des cadres révolutionnaires et une compréhension plus juste de tous les problèmes de la révolution.

Ajoutons que nous n'avons jamais espéré recevoir rien de l'extérieur, aucun type d'aide ou de

reconnaissance, en plus du fait que nous comprenons que ces "reconnaissances" et aides ne sont pas toujours possibles ni satisfaisantes. Le renforcement des Etats socialistes, l'approfondissement des processus révolutionnaires qui ont lieu (ou qui peuvent avoir lieu) chez eux, l'exemple et l'encouragement qu'ils supposent toujours pour les travailleurs et l'influence énorme qu'ils exercent sur le plan international nous suffisent. Nous ne perdons pas de vue que la révolution dans notre pays, c'est nos peuples qui devront la faire, en s'appuyant sur leurs propres forces. Ce principe sera chaque jour plus en vigueur. C'est pour cela que nous n'avons pas peur non plus de dire nos quatre vérités (qui pourrait nous en empêcher?); et si nous nous trompons, nous nous trompons nous-mêmes, et non par délégation. Les erreurs et les méprises seront toujours les nôtres, comme il sera toujours de notre responsabilité exclusive de les réparer ou de les corriger. Nous ne devons rendre de compte à personne si ce n'est devant notre propre peuple.

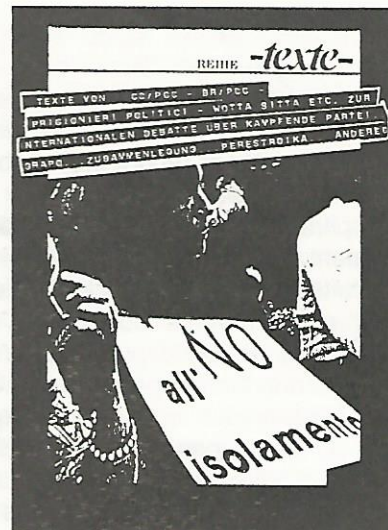
Le spectacle honteux offert plus d'une fois par quelques "communistes" de rechange, qui se laissent bousculer et obéissent à chaque pas aux ordres des autres doit nous conduire à réfléchir très sérieusement au principe de l'indépendance politique et idéologique du Parti, en le situant non seulement parmi la catégorie des "dignités les plus grandes" auxquelles on ne peut vraiment pas renoncer, mais aussi en considérant ce principe comme une question politique et stratégique de la plus grande importance. Que serait-il advenu de la révolution chinoise ou cubaine, pour parler des exemples les plus connus, si leurs dirigeants s'étaient soumis aux commandements de Moscou? Certains font des commentaires: "... et si au moins ils étaient marxistes...". La question c'est que, même si les dirigeants d'un parti, grand ou petit, sont marxistes, ils n'ont aucun droit, dans n'importe quelle circonstance, de faire pression ou d'interférer dans la vie interne des autres. Logiquement, les discussions seront toujours nécessaires ainsi que l'échange d'expériences, mais même celles-là doivent être menées sur base de l'égalité et du respect mutuels. Dans ce sens, il faudrait souhaiter que les dirigeants des pays socialistes observent vis-à-vis du mouvement ouvrier et communiste des autres pays la même attitude de "neutralité" qu'ils gardent vis-à-vis des Etats et des événements qui leur sont internes. Ceci facilitera le travail de tous au nom de l'objectif commun.

Parti Communiste d'Espagne (reconstitué)
«Resistencia» n° spécial
septembre 1990



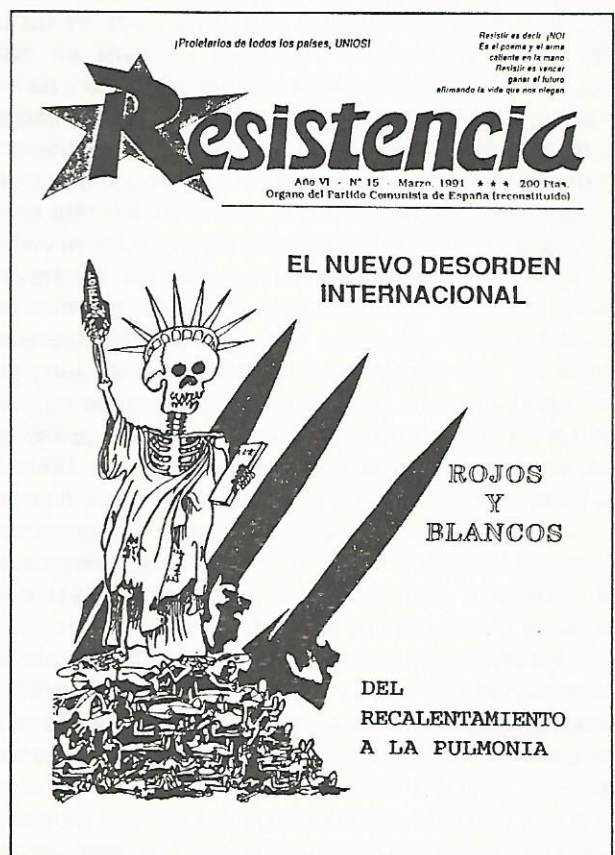
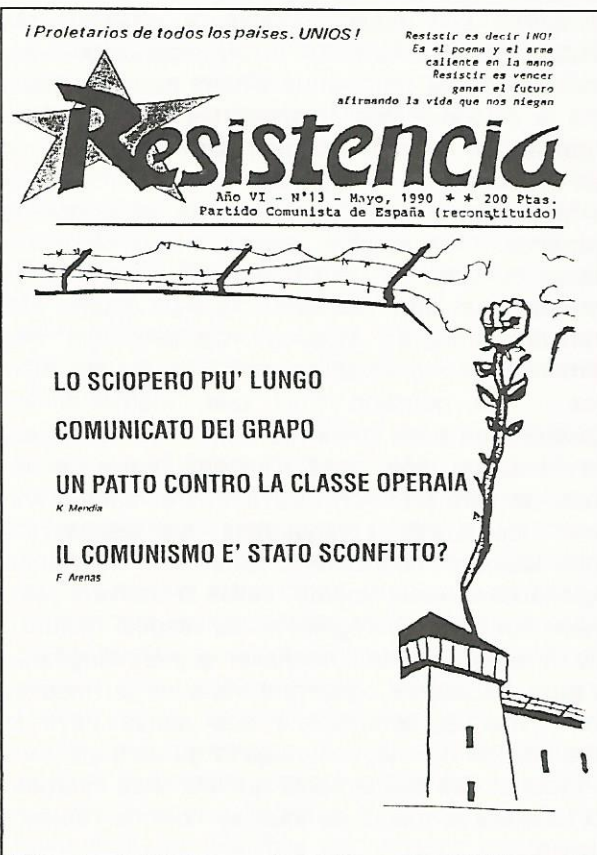
Enrique Collazo
LA GUERRA RIVOLUZIONARIA

Edizioni Rapporti Sociali - Giuseppe Maj Editore, via
Bruschetti 11 - 20125 Milano - C.C.P. n°27018209 - Milano



REIHE TEXTE

Die italienischen Texte der Zeitschrift «Per il Partito» n°1 und 2 der Zelle zur Gründung der Kämpfenden Kommunistischen Partei sind auf Deutsch erschienen in der Zeitschrift «Reihe Texte» n°5. Anschrift: gruppe 2 - Ottlmaistrasse 8 - 8000 MÜNCHEN 83



Organo del Partido Comunista de España (reconstituido)

n°13 (Mayo 1990) Versare l'importo (100 francs belges), indicando la causale, sul C.C.P. n°000-1291052-79 intestato a «Correspondances Révolutionnaire», B.P. 1310 - 1000 Bruxelles 1 - Belgio.

n°15 (Marzo 1991) Para los pedidos, enviar cheques (100 francs belges) a la orden della revista «Correspondances Révolutionnaires» C.C.P. n°000-1291052-79, B.P. 1310 - 1000 Bruxelles 1 - Belgica

«Le Parti»

Extrait de «Principes du Léninisme» de Joseph Staline

Nous publions un grand classique qui traite du rôle et de l'organisation du Parti Communiste. Il s'agit d'un chapitre des conférences sur le thème «des principes du Léninisme». Parmi les qualités de ce document, soulignons sa façon concrète de lier l'activité aux nécessités, de concevoir rigoureusement le Parti, en fonction de sa responsabilité et de ses tâches, dans la période de lutte pour le pouvoir comme dans celle de la dictature du prolétariat. Même s'il est relativement bref, ce document ne manque pas de stigmatiser les tendances erronées, tant sur le plan politique que dans leurs développements structurels, qui surgissent souvent dans le mouvement communiste: parlementarisme, anarchisme, subjectivisme, fractionnisme, etc. Pour toutes ces raisons, nous pensons que la publication de «Le Parti» s'inscrit dans le cadre de la réflexion amorcée depuis quelque temps déjà parmi des forces révolutionnaires, et dont notre revue tâche de rendre compte; «Le Parti» apporte indiscutablement une complémentarité utile au débat, rappelle des données essentielles, indique des perspectives inévitables, exige des approfondissements.

Un texte de Joseph Staline... peut-on croire que, parmi les lecteurs d'une revue comme *Correspondances Révolutionnaires*, l'un ou l'autre s'émeuve de la personnalité de l'auteur? Pour notre part, nous reconnaitrions que si même le critère primordial qui nous dirige dans le choix d'un document tient dans son contenu, nous n'ignorons pas la valeur - à la limite subversive - du choix fait ici d'éditer Staline. Et cette valeur, nous la revendiquons. Mais que l'on nous comprenne bien: nous n'entendons sûrement pas répondre à "l'anti-stalinisme" hystérique de la bourgeoisie par un "pro-stalinisme" du même acabit, non, tout simplement la vérité de l'histoire, la cause du communisme, nous suffisent pour ne rien renier et tout soumettre à la critique dans la marche révolutionnaire des hommes. Ce n'est que par la connaissance stricte des événements et l'attachement à la cause prolétarienne que l'on peut juger correctement de l'expérience soviétique de la Révolution d'Octobre, de sa victoire sur le fascisme nazi, en apprécier la grandeur, en cerner les limites et les déviations. Telle position est l'arme la plus incisive contre les manipulations et les grossières insanités contre Staline, son œuvre et son époque, par lesquelles les "spécialistes" et les idéologues bourgeois unanimes (rejoints par les chantes révisionnistes) tentent de réécrire - à l'envers - le réel et cherchent désespérément à retourner le mouvement de l'histoire.

Avant la révolution, dans la période de développement plus ou moins paisible, où les partis de la II^{ème} Internationale étaient la force dominante dans le mouvement ouvrier, et où les formes parlementaires de lutte étaient considérées comme les principales, - dans ces circonstances, le Parti n'avait pas et ne pouvait pas avoir l'importance sérieuse et décisive qu'il a acquise par la suite au cours des batailles révolutionnaires ouvertes. Défendant la II^{ème} Internationale contre les attaques dont elle est l'objet, Kautsky dit que les partis de la II^{ème} Internationale sont un instrument de paix, et non de guerre; que précisément pour cette raison, ils n'ont pas été à même d'entreprendre quoi que ce fût de sérieux pendant la guerre, dans la période des actions révolutionnaires du prolétariat. C'est tout à fait exact.

Mais qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que les partis de la II^{ème} Internationale ne sont pas bons pour la lutte révolutionnaire du prolétariat; qu'ils ne sont pas des partis de combat du prolétariat, menant les ouvriers à la conquête du pouvoir, mais un appareil électoral, approprié aux élections parlementaires et à la lutte parlementaire. Voilà ce qui explique justement le fait que, dans la période de domination des opportunistes de la II^{ème} Internationale, l'organisation politique fondamentale du prolétariat n'était pas le parti, mais le groupe parlementaire. On sait qu'à cette époque, le parti était en fait un appendice du groupe parlementaire et un élément destiné à la servir. Il est à peine besoin de démontrer que, dans ces conditions, avec un tel parti à la tête, il ne pouvait être question de préparer

le prolétariat à la révolution.

Mais la situation a radicalement changé avec l'avènement de la nouvelle période. La nouvelle période est celle des collisions ouvertes entre les classes, la période des actions révolutionnaires du prolétariat, la période de la révolution prolétarienne et de la préparation directe des forces au renversement de l'impérialisme, à la prise du pouvoir par le prolétariat. Cette période pose devant le prolétariat des tâches nouvelles: réorganisation de l'ensemble du travail du Parti, selon un mode nouveau, révolutionnaire; éducation des ouvriers dans l'esprit de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir; préparation et rassemblement des réserves; alliance avec les prolétaires des pays voisins; établissement de liens solides avec le mouvement de libération des colonies et des pays dépendants, etc., etc. Croire que ces nouvelles tâches peuvent être accomplies avec les forces des vieux partis social-démocrates, éduqués dans les conditions paisibles du parlementarisme, c'est se vouer à un désespoir sans fond, à une défaite inévitable. Demeurer avec de telles tâches sur les bras, avec les vieux partis en tête, c'est demeurer en état de désarmement complet. Il est à peine besoin de démontrer que le prolétariat ne pouvait admettre une pareille situation.

De là, la nécessité d'un nouveau parti, d'un parti combatif, révolutionnaire, suffisamment courageux pour mener les prolétaires à la lutte pour le pouvoir, suffisamment expérimenté pour se retrouver dans les conditions complexes d'une situation révolutionnaire et suffisamment souple pour contourner les écueils de toute sorte sur le chemin conduisant au but.

Sans un tel parti, on ne saurait même songer à renverser l'impérialisme, à conquérir la dictature du prolétariat.

Ce nouveau parti, c'est le Parti du léninisme.

Quelles sont les particularités de ce nouveau parti?

1. *Le Parti, détachement d'avant-garde de la classe ouvrière.* Il faut que le Parti soit, avant tout, le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière. Il faut que le Parti absorbe tous les meilleurs éléments de la classe ouvrière, leur expérience, leur esprit révolutionnaire, leur dévouement infini à la cause du prolétariat. Mais pour être vraiment un détachement d'avant-garde, il faut que le Parti soit armé de la théorie révolutionnaire, de la connaissance des lois du mouvement, de la connaissance des lois de la révolution. Sinon, il n'est pas en mesure de diriger la lutte du prolétariat, de l'entraîner à sa suite. Le Parti ne peut être un parti véritable, s'il se borne à enregistrer ce qu'éprouve et pense la masse de la classe ouvrière; s'il se traîne à la remorque du mouvement spontané; s'il ne sait pas surmonter la routine et l'indifférence politique du mouvement spontané; s'il ne sait pas s'élever au-dessus des intérêts momentanés du prolétariat;

s'il ne sait pas élever les masses au niveau de la compréhension des intérêts de classe du prolétariat. Il faut que le Parti se trouve en tête de la classe ouvrière; il faut qu'il voie plus loin que la classe ouvrière; il doit conduire le prolétariat, et non pas se traîner à la remorque du mouvement spontané. Les partis de la II^{ème} Internationale qui prêchent le «suivisme», sont des agents de la politique bourgeoise qui condamne le prolétariat au rôle d'instrument entre les mains de la bourgeoisie. Seul un parti se considérant comme un détachement d'avant-garde du prolétariat, et capable d'élever les masses au niveau de la compréhension des intérêts de classe du prolétariat, seul un tel parti est capable de détourner la classe ouvrière de la voie du trade-unionisme et de la transformer en une force politique indépendante.

Le Parti est le chef politique de la lutte de la classe ouvrière. J'ai parlé plus haut des difficultés de la lutte de la classe ouvrière, des conditions complexes de cette lutte, j'ai parlé de la stratégie et de la tactique, des réserves et des manœuvres, de l'offensive et de la retraite. Ces conditions sont aussi complexes sinon plus, que celles de la guerre. Qui peut se reconnaître dans ces conditions? Qui peut donner une orientation juste aux millions de prolétaires? Aucune armée en guerre ne peut se passer d'un état-major expérimenté, si elle ne veut pas se vouer à la défaite. N'est-il pas clair que le prolétariat ne peut, à plus forte raison, se passer d'un tel état-major, s'il ne veut pas donner en pâture à ses ennemis jurés? Mais où trouver cet état-major? Seul le parti révolutionnaire du prolétariat peut être cet état-major. La classe ouvrière, sans un parti révolutionnaire, est une armée sans état-major.

Le Parti est l'état-major de combat du prolétariat.

Mais le Parti ne saurait être seulement un détachement d'avant-garde. Il doit être en même temps un détachement de la classe, une partie de la classe, partie intimement liée à cette dernière par toutes les racines de son être. La distinction entre le détachement d'avant-garde et la masse restante de la classe ouvrière, entre les membres du Parti et les sans-parti ne peut disparaître tant que les classes n'auront pas disparu, tant que le prolétariat continuera à se compléter par des éléments issus d'autres classes; tant que la classe ouvrière dans son ensemble ne pourra s'élever au niveau de l'avant-garde. Mais le Parti ne serait plus le Parti, si cette distinction devait tourner en rupture, si le Parti se repliait sur lui-même et se détachait des masses sans-parti. Il ne peut diriger la classe, s'il n'est pas lié avec les masses sans-parti; s'il n'y a pas de contact entre lui et les masses sans-parti; si celles-ci n'acceptent pas sa direction, si le Parti ne jouit pas dans les masses d'un crédit moral et politique.

Récemment deux cent mille nouveaux adhérents ouvriers ont été admis dans notre Parti. Fait remar-

quable: tous ces gens sont moins venus d'eux-mêmes au Parti, qu'ils n'y ont été envoyés par toute la masse des sans-parti, qui a participé activement à l'admission de nouveaux membres, lesquels n'étaient pas admis sans son approbation. Ce fait montre que la grande masse des ouvriers sans-parti considère notre Parti comme *son* parti à elle, comme un parti qui lui est *proche* et *cher*, au développement et au renforcement duquel elle a intérêt vital, à la direction duquel elle confie volontairement son sort. Il est à peine besoin de démontrer que sans ces liens moraux insaisissables, qui relient le Parti aux masses sans-parti, il n'aurait pu devenir la force décisive de sa classe.

Le Parti est partie indissoluble de la classe ouvrière.

«Nous sommes, dit Lénine, le Parti de la classe, «et c'est pourquoi *presque toute la classe* (et en «temps de guerre, à l'époque de la guerre civile, «absolument toute la classe) doit agir sous la «direction de notre Parti, doit se serrer le plus «possible autour de lui. Mais ce serait du manivisme et du «suivisme» que de penser que sous le «capitalisme, presque toute la classe ou la classe «tout entière sera un jour en état de s'élever au point «d'acquiescer le degré de conscience et d'activité de «son détachement d'avant garde, de son Parti «social-démocrate. Sous le capitalisme, même «l'organisation syndicale (plus primitive, plus accessible à la conscience des couches non développées) n'est pas en mesure d'englober presque «toute, ou toute la classe ouvrière. Et nul social-démocrate de bon sens n'en a jamais douté. Mais «ce ne serait que se leurrer soi-même, fermer les «yeux sur l'immensité de nos tâches, restreindre ces «tâches, que d'oublier la différence entre le détachement d'avant-garde et toutes les masses qui «gravitent autour de lui; que d'oublier l'obligation «constante pour le détachement d'avant-garde d'élever des couches de plus en plus vastes à ce niveau avancé.» (1)

2. *Le Parti, détachement organisé de la classe ouvrière.* Le Parti n'est pas seulement le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière. S'il veut réellement diriger la lutte de celle-ci, il doit être aussi le détachement *organisé* de sa classe. Les tâches du Parti, dans les conditions du capitalisme, sont extrêmement étendues et variées. Le Parti doit diriger la lutte du prolétariat dans les conditions extrêmement difficiles du développement intérieur et extérieur; il doit mener le prolétariat à l'offensive lorsque la situation impose cette offensive; il doit soustraire le prolétariat aux coups d'un adversaire puissant, lorsque la situation impose la

retraite; il doit inculquer à la masse innombrable des ouvriers sans-parti et inorganisés l'esprit de discipline et de méthode dans la lutte l'esprit d'organisation et la fermeté. Mais le Parti ne peut s'acquitter de ces tâches que s'il est lui-même la personnification de la discipline et de l'esprit d'organisation; que s'il est lui-même un détachement *organisé* du prolétariat. Sans ces conditions, il ne saurait même être question d'une direction véritable des masses immenses du prolétariat par le Parti.

Le Parti est le détachement organisé de la classe ouvrière.

L'idée que le Parti est un tout organisé a été fixée dans la formule fameuse que Lénine a donnée du premier point des statuts de notre Parti, où celui-ci est considéré comme la *somme* de ses organisations et ses membres comme ceux d'une des organisations du Parti. Les menchéviks qui, déjà en 1903, se prononçaient contre cette formule, proposaient de la remplacer par un «système» d'auto-admission au Parti, «système» élargissant la «qualité» de membre du Parti à tout «professeur» ou «collégien», à tout «sympathisant» ou «gréviste» soutenant d'une façon ou de l'autre le Parti, mais n'adhérant ni ne voulant adhérer à aucune de ses organisations. Il est à peine besoin de démontrer que ce «système» original, s'il s'était implanté dans notre Parti, aurait forcément abouti à le remplir à l'excès de professeurs et de collégiens, et à le faire dégénérer en une «formation» imprécise amorphe, désorganisée, perdue dans un océan de «sympathisants», effaçant toute démarcation entre le Parti et la classe, renversant la tâche du Parti qui est d'élever les masses inorganisées au niveau du détachement d'avant-garde. Inutile de dire qu'avec un tel «système» opportuniste, notre Parti n'aurait pu accomplir son rôle de noyau organisateur de la classe ouvrière dans notre révolution.

«Du point de vue du camarade Martov, dit «Lénine, les limites du parti restent absolument «indéterminées, car «chaque gréviste» peut «se «déclarer membre du Parti». Quelle est l'utilité de «cette imprécision? La large diffusion d'une «appellation». Elle a ceci de nuisible qu'elle comporte l'idée «*désorganisatrice*» de la confusion de la classe avec «le Parti.» (1)

Mais le Parti n'est pas seulement la *somme* de ses organisations. Il est en même temps le *système* unique de ces organisations, leur union formelle en un tout comportant des organismes supérieurs et inférieurs de direction, la soumission de la minorité à la majorité, avec des décisions pratiques obligatoires pour tous les membres du Parti. Sans ces conditions, le Parti ne peut former un tout unique et organisé,

(1) Lénine, Œuvres, tome 7, Ed. de Moscou, «Un pas en avant, deux pas en arrière».

(1) Lénine, Œuvres, tome 7, Ed. de Moscou, «Un pas en avant, deux pas en arrière».

capable d'assurer la direction méthodique et organisée de la lutte de la classe ouvrière.

«Auparavant, dit Lénine, notre Parti n'était pas «un tout formel organisé, mais seulement une «somme de groupes particuliers, et, par suite, il ne «pouvait y avoir d'autres rapports entre ces groupes «que l'action idéologique. *Maintenant* nous voilà «devenus un parti organisé, ce qui veut dire création «d'un pouvoir, transformation de l'autorité des idées «en autorité du pouvoir, soumission des instances «inférieures aux instances supérieures du Parti» (1)

Le principe de la soumission de la minorité à la majorité, le principe de la direction du travail du Parti par un organisme central provoque souvent des attaques de la part des éléments instables, - des accusations de «bureaucratisme», de «formalisme», etc. Il est à peine besoin de démontrer que sans l'application de ces principes, le travail méthodique du Parti, comme un tout, et la direction de la lutte de la classe ouvrière seraient impossibles. Le léninisme, en matière d'organisation, est l'application stricte de ces principes. Lénine qualifie la lutte contre ces principes, de «nihilisme russe» et d'«anarchisme de grand seigneur», digne d'être tourné en ridicule et rejeté. Voici ce que Lénine dit au sujet de ces éléments instables dans son livre *Un pas en avant*:

«Cet anarchisme de grand seigneur est particulièrement propre au nihiliste russe. L'organisation «du Parti lui semble une monstueuse «fabrique»; la «soumission de la partie au tout et de la minorité à la «majorité lui apparaît comme un «asservissement», «..., la division du travail sous la direction d'un centre «lui fait pousser des clameurs tragi-comiques contre «la transformation des hommes en «rouages et «ressorts»..., le seul rappel des statuts d'organisation «du Parti provoque chez lui une grimace de mépris et «la remarque dédaigneuse... que l'on pourrait se «passer parfaitement de statuts.»

«Il semble évident que les lamentations sur le «fameux bureaucratisme tendent simplement à dissimuler le mécontentement contre l'effectif des «organismes centraux; que c'est là une feuille de «vigne... Tu es un bureaucrate parce que tu as été «désigné par le congrès à l'encontre de ma volonté; «tu es un formaliste parce que tu t'appuies sur les «décisions formelles du congrès, et non sur mon «accord; tu agis d'une façon grossièrement mécanique, car tu te réclames de la majorité «mécanique» «du congrès du Parti et ne tiens pas compte de mon «désir d'être coopté; tu es un autocrate, parce que tu «ne veux pas remettre le pouvoir entre les mains de «la vieille et bonne compagnie (*).» (1)

3. *Le Parti, forme suprême de l'organisation de classe du prolétariat.* Le Parti est le détachement organisé de la classe ouvrière. Mais il n'est pas l'organisation unique de la classe ouvrière. Le prolétariat possède encore toute une série d'autres organisations, sans lesquelles il ne peut lutter avec succès contre le Capital: syndicats, coopératives, organisations d'usine, groupes parlementaires, unions de femmes sans-parti, presse, organisations culturelles et éducatives, unions des jeunesses, organisations révolutionnaires de combat (pendant les actions révolutionnaires déclarées), Soviets de députés comme forme d'organisation d'Etat (si le prolétariat est au pouvoir), etc. L'énorme majorité de ces organisations sont des organisations sans-parti; et seulement quelques-unes d'entre elles sont directement rattachées au Parti, ou en sont une ramification. Toutes ces organisations sont, dans certaines conditions, absolument nécessaires à la classe ouvrière, car sans elles il est impossible de raffermir les positions de classe du prolétariat dans les diverses sphères de lutte, impossible d'aguerrir le prolétariat comme une force appelée à remplacer l'ordre bourgeois par l'ordre socialiste. Mais comment réaliser l'unité de direction, étant donné le grand nombre de ces organisations? Où est la garantie que leur multiplicité n'entraînera pas des incohérences dans leur direction? Ces organisations, dira-t-on, accomplissent leur travail chacune dans leur sphère spéciale et, par conséquent, ne peuvent se gêner les unes les autres. Cela est vrai, évidemment. Mais il est vrai aussi que toutes ces organisations doivent mener leur action dans un sens unique, puisqu'elles servent *une seule* classe, la classe des prolétaires. On se demande: qui détermine cette ligne, cette direction générale que toutes les organisations doivent suivre dans leur travail? Quelle est l'organisation centrale qui, parce que pourvue de l'expérience nécessaire, est non seulement capable d'élaborer cette ligne générale, mais encore a la possibilité, parce que pourvue d'une autorité suffisante à cet effet, d'inciter toutes ces organisations à mettre cette ligne en pratique, afin d'obtenir l'unité de direction et d'exclure la possibilité des à-coups?

Cette organisation, c'est le Parti du prolétariat.

Le Parti dispose, pour cela, de toutes les données nécessaires, premièrement, parce que le Parti est le point de ralliement des meilleurs éléments de la classe ouvrière, qui sont liés directement aux organisations sans-parti du prolétariat, et qui très fréquemment les dirigent; deuxièmement, parce qu'étant le point de ralliement de l'élite de la classe ouvrière, le Parti est la meilleure école pour la formation de leaders de la classe ouvrière, capables de diriger toutes les formes d'organisation de leur classe; troisièmement, parce qu'étant la meilleure école pour la formation de leaders de la classe ouvrière, le Parti est, par son expérience et son

(1) Lénine, Œuvres, tome 7, Ed. de Moscou, «Un pas en avant, deux pas en arrière».

(*) Il s'agit ici de la «compagnie d'Axelrod, Martov, Potressov et autres, qui ne se soumettaient pas aux décisions du IIème congrès et accusaient Lénine de «bureaucratisme». J. Staline

autorité, la seule organisation capable de centraliser la direction de la lutte du prolétariat, et de faire ainsi des organisations sans-parti les plus diverses de la classe ouvrière, les organismes auxiliaires et les courroies de transmission reliant le Parti à la classe.

Le Parti est la forme suprême d'organisation de classe du prolétariat.

Cela ne veut point dire, assurément, que les organisations sans-parti, syndicats, coopératives, etc., doivent être formellement subordonnées à la direction du Parti. Il faut simplement que les membres du Parti, adhérant à ces organisations où ils jouissent d'une influence incontestable emploient tous les moyens de persuasion pour que les organisations sans-parti se rapprochent, dans leur travail, du Parti du prolétariat, et en acceptent de plein gré la direction politique.

Voilà pourquoi Lénine dit que le Parti est «la forme *suprême* de l'union de classe des prolétaires», dont la direction politique doit s'étendre à toutes les autres formes d'organisation du prolétariat. (1)

Voilà pourquoi la théorie opportuniste de l'«indépendance» et de la «neutralité» des organisations sans-parti, théorie qui multiplie le nombre des parlementaires *indépendants* et des publicistes *détachés* du Parti, des syndicalistes *bornés* et des coopérateurs *embourgeoisés*, est absolument incompatible avec la théorie et la pratique du léninisme.

4. *Le Parti, instrument de la dictature du prolétariat.* Le Parti est la forme suprême d'organisation du prolétariat. Il est le facteur essentiel de direction au sein de la classe des prolétaires et parmi les organisations de cette classe. Mais il ne s'ensuit nullement qu'on puisse considérer le Parti comme une fin en soi, comme une force se suffisant à elle-même. Le Parti n'est pas seulement la forme suprême de l'union de classe des prolétaires, - il est en même temps, entre les mains du prolétariat, un *instrument pour* la conquête de la dictature, lorsqu'elle n'est pas encore conquise; *pour* la consolidation et l'extension de la dictature, lorsqu'elle est déjà conquise. Le Parti n'aurait pu élever si haut son importance, et il n'aurait pas prévalu sur toutes les autres formes d'organisation du prolétariat, si celui-ci n'avait pas été placé devant la question du pouvoir, si les conditions créées par l'impérialisme, les guerres inévitables, l'existence de la crise n'eussent exigé la concentration de toutes les forces du prolétariat sur un seul point, le rassemblement de tous les fils du mouvement révolutionnaire en un seul endroit, afin de renverser la bourgeoisie et de conquérir la dictature du prolétariat. Le Parti est

nécessaire au prolétariat avant tout comme état-major de combat, indispensable pour s'emparer victorieusement du pouvoir. Il est à peine besoin de démontrer que sans un parti capable de rassembler autour de lui les organisations de masse du prolétariat et de centraliser en cours de lutte la direction de l'ensemble du mouvement, le prolétariat n'aurait pu réaliser en Russie sa dictature révolutionnaire.

Mais le Parti n'est pas seulement nécessaire au prolétariat pour la conquête de la dictature; il est encore plus nécessaire pour maintenir la dictature, la consolider et l'étendre, afin d'assurer la victoire complète du socialisme.

«Certes, dit Lénine, presque tout le monde voit «aujourd'hui que les bolchéviks ne se seraient pas «maintenus au pouvoir, je ne dis pas deux années et «demie, mais pas même deux mois et demi, sans la «discipline la plus rigoureuse, une véritable discipline «de fer dans notre Parti, sans l'appui total et «indéfectible accordé à ce dernier par toute la masse «de la classe ouvrière, c'est-à-dire par tout ce qu'elle «possède de réfléchi, d'honnête, de dévoué jusqu'à «l'abnégation, d'influent, d'apte à conduire derrière «soi ou à entraîner les couches arriérées.» (1)

Mais que signifie «maintenir» et «étendre» la dictature? C'est inculquer aux millions de prolétaires l'esprit de discipline et d'organisation; c'est créer dans les masses prolétariennes la cohésion et un rempart contre l'influence corrosive de l'élément petit-bourgeois et des habitudes petites-bourgeoises; c'est renforcer le travail d'organisation des prolétaires en vue de rééduquer et de transformer les couches petites-bourgeoises; c'est aider les masses prolétariennes à faire leur éducation pour devenir une force capable de supprimer les classes et de préparer les conditions nécessaires à l'organisation de la production socialiste. Or, tout cela est impossible à réaliser sans un parti, fort par sa cohésion et sa discipline.

«La dictature du prolétariat, dit Lénine, est une «lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente «et pacifique, militaire et économique, pédagogique «et administrative, contre les forces et les traditions «de la vieille société. La force de l'habitude chez les «millions et les dizaines de millions d'hommes est la «force la plus terrible. Sans un parti de fer, trempé «dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance «de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en «question, sans un parti sachant observer l'état «d'esprit de la masse et influencer sur lui, il est «impossible de mener cette lutte avec succès.» (1)

Le prolétariat a besoin du Parti *pour* conquérir et maintenir sa dictature. Le Parti est l'instrument et la dictature du prolétariat.

(1) Lénine, Œuvres, tome 31, Ed. de Moscou, «La maladie infantile du communisme, ("Le Gauchisme")».

(1) Lénine, Œuvres, tome 31, Ed. de Moscou, «La maladie infantile du communisme, ("Le Gauchisme")».

Il s'ensuit donc que la disparition des classes et le dépérissement de la dictature du prolétariat doivent aussi entraîner le dépérissement du Parti.

5. *Le Parti, unité de volonté incompatible avec l'existence de fractions.* La conquête et le maintien de la dictature du prolétariat sont impossibles sans un parti fort par sa cohésion et sa discipline de fer. Mais la discipline de fer dans le Parti ne saurait se concevoir sans l'unité de volonté, sans l'unité d'action complète et absolue de tous les membres du Parti. Cela ne signifie évidemment pas que de ce fait la possibilité d'une lutte d'opinions au sein du Parti soit exclue. Au contraire, la discipline de fer n'exclut pas, mais présuppose la critique et la lutte d'opinions au sein du Parti. Cela ne signifie pas, à plus forte raison, que la discipline doive être «aveugle». Au contraire, la discipline de fer n'exclut pas, mais présuppose la soumission consciente et librement consentie, car seule une discipline consciente peut être réellement une discipline de fer. Mais une fois la lutte d'opinion terminée, la critique épuisée et la décision prise, l'unité de volonté et l'unité d'action de tous les membres du Parti sont la condition indispensable sans laquelle on ne saurait concevoir ni parti uni, ni discipline de fer dans le Parti.

«Dans la période actuelle de guerre civile «exacerbée, dit Lénine, un parti communiste ne «saurait faire son devoir que s'il est organisé de la «manière la plus centralisée, s'il y règne une «discipline de fer confinant à la discipline militaire, et «si son organisme central est puissant, nanti de «pouvoirs étendus et jouissant d'une autorité morale «et de la confiance unanime de ses membres.» (1)

Voilà ce qu'il en est de la discipline du Parti, dans les conditions de lutte précédant la conquête de la dictature.

Il faut dire autant, mais dans une plus grande mesure encore, de la discipline dans le Parti, après la conquête de la dictature.

«Celui qui affaiblit tant soit peu, dit Lénine, la «discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout «pendant sa dictature) aide en réalité la bourgeoisie «contre le prolétariat.» (2)

Il s'ensuit donc que l'existence de fractions est incompatible avec l'unité du Parti et avec sa discipline de fer. Il est à peine besoin de démontrer que l'existence de fractions entraîne la formation de plusieurs centres; or l'existence de plusieurs centres signifie l'absence d'un centre commun dans le Parti, la division de la volonté unique, le relâchement et la désagrégation de la dictature. Certes, les partis de la

II^{ème} Internationale qui combattent la dictature du prolétariat et ne veulent pas mener les prolétaires à la conquête du pouvoir, peuvent se permettre ce libéralisme qu'est la liberté des fractions, car ils n'ont aucunement besoin d'une discipline de fer. Mais les partis de l'Internationale communiste, organisant leur travail sur la base de cette tâche: conquête et consolidation de la dictature du prolétariat, - ne peuvent accepter ni «libéralisme», ni liberté de fractions.

Le Parti, c'est l'unité de volonté excluant tout fractionnisme et toute division du pouvoir dans le Parti.

C'est pourquoi Lénine montre le «danger du «fractionnisme du point de vue de l'unité du Parti et «de la réalisation de l'unité de volonté de l'avant-«garde du prolétariat, condition essentielle du succès «de la dictature du prolétariat», idée qui a été fixée dans une résolution spéciale adoptée au X^{ème} congrès de notre Parti: «Sur l'unité du Parti».

C'est pourquoi Lénine réclame la «suppression complète de tout fractionnisme» et la «dissolution immédiate de tous les groupes sans exception qui se sont constitués sur telle ou telle plate-forme», sous peine «d'exclusion certaine et immédiate du Parti». (Résolution «Sur l'unité du Parti».)

6. *Le Parti se fortifie en s'épurant des éléments opportunistes.* Les éléments opportunistes du Parti, voilà la source du fractionnisme. Le prolétariat n'est pas une classe fermée. Sans cesse on voit affluer vers lui des éléments d'origine paysanne, petite-bourgeoise, des intellectuels prolétariés par le développement du capitalisme. En même temps s'opère un processus de décomposition des couches supérieures du prolétariat, principalement parmi les dirigeants syndicaux et les parlementaires que la bourgeoisie entretient avec le surprofit tiré des colonies. «Cette couche d'ouvriers embourgeoisés, dit Lénine, ou d'«aristocratie ouvrière», «entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, «par leurs salaires, par toute la conception du «monde, est le principal soutien de la II^{ème} Internationale, et de nos jours le principal soutien «social (non militaire) de la bourgeoisie. Car ce «sont de véritables agents de la bourgeoisie au «sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers «de la classe des capitalistes..., de véritables pro-«pagateurs du réformisme et du chauvinisme.» (1)

Tous ces groupes petits-bourgeois pénètrent d'une façon ou de l'autre dans le Parti: ils y apportent l'esprit d'hésitation et d'opportunisme, l'esprit de démoralisation et d'incertitude. Ce sont eux principalement qui représentent la source du fractionnisme et de la désagrégation, la source de désorganisation

(1) Lénine, Œuvres, tome 31, Ed. de Moscou, «Les conditions d'admission à l'Internationale communiste».

(2) Lénine, Œuvres, tome 31, Ed. de Moscou, «La maladie infantile du communisme, ("Le Gauchisme")».

(1) Lénine, Œuvres, tome 22, Ed. de Moscou, «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme».

du Parti qu'ils sapent du dedans. Faire la guerre à l'impérialisme en ayant de tels «alliés» à l'arrière, c'est s'exposer à essuyer le feu de deux côtés, du côté du front et de l'arrière. Aussi la lutte sans merci contre de tels éléments et leur expulsion du Parti sont-elles la condition préalable du succès de la lutte contre l'impérialisme.

La théorie selon laquelle on «peut venir à bout» des éléments opportunistes par une lutte idéologique au sein du parti, selon laquelle on doit «surmonter» ces éléments dans le cadre d'un parti unique, est une théorie pourrie et dangereuse, qui menace de vouer le parti à la paralysie et à un malaise chronique; elle menace de donner le parti en pâture à l'opportunisme; elle menace de laisser le prolétariat sans parti révolutionnaire; elle menace de priver le prolétariat de son arme principale dans la lutte contre l'impérialisme. Notre Parti n'aurait pas pu s'engager sur la grande route, il n'aurait pas pu prendre le pouvoir et organiser la dictature du prolétariat, il n'aurait pas pu sortir vainqueur de la guerre civile, s'il avait eu dans ses rangs des Martov et des Dan, des Potressov et des Axelrod. Si notre Parti a réussi à constituer son unité intérieure et la cohésion sans précédent qui règne dans ses rangs, c'est avant tout parce qu'il a pu se purifier à temps de la souillure de l'opportunisme, parce qu'il a su chasser du Parti les liquidateurs et les menchéviks. La voie du développement et du renforcement des partis prolétariens passe par leur épuration des opportunistes et des réformistes, des social-impérialistes et des social-chauvins, des social-patriotes et des social-pacifistes.

Le Parti se fortifie en s'épurant des éléments opportunistes.

«Si l'on conserve dans ses rangs des réfor-

«mistes, des menchéviks, dit Lénine, la révolution «prolétarienne *ne peut vaincre et ne peut se maintenir*. C'est une évidence de principe. Et cela «est confirmé avec éclat par l'expérience de la «Russie et de la Hongrie... En Russie se sont «présentées *maintes fois* des situations tellement «difficiles que le régime des Soviets eût *certainement* été abattu si les menchéviks, les réformistes, «les démocrates petits-bourgeois étaient restés dans «notre Parti... en Italie où, de l'aveu général, on «s'achemine vers des combats décisifs du prolétariat «contre la bourgeoisie, pour la prise du pouvoir «d'Etat. Dans un tel moment, il est absolument «indispensable non seulement d'éliminer du Parti les «ménéviks, les réformistes, les partisans de Turati, «mais il pourrait même devenir utile d'écarter de tous «les postes responsables d'excellents communistes «susceptibles d'hésiter et enclins à défendre «l'unité» «avec les réformistes... A la veille de la révolution et «au moment de la lutte la plus acharnée pour sa «victoire, la moindre hésitation au sein du Parti peut «*tout perdre*, faire avorter la révolution, arracher le «pouvoir au prolétariat, parce que ce pouvoir n'est «pas encore solide, parce que les assauts qu'il subit «sont encore trop violents. Si à un semblable «moment les chefs hésitants s'éloignent, cela n'affaiblit pas mais renforce le Parti, le mouvement ouvrier «et la révolution.» (1)

J. Staline

(1) Lénine, Œuvres, tome 31, Ed. de Moscou, «A propos de la lutte au sein du Parti socialiste italien».

Documentos del Partido Comunista del Perú

LIBROS Y FOLLETOS

«Desarrollemos la guerra de guerrillas»

(febrero 1982) - 31 páginas - En español, francés, inglés, italiano, turco, árabe - precio: 18 FF

«¡No votar! sino, ¡Generalizar la guerra de guerrillas para conquistar el Poder para el pueblo!»

(febrero 1985) - 14 páginas - En español, francés, inglés, turco, italiano - precio: 27 FF

«Desarrollar la guerra popular sirviendo a la revolución mundial»

(agosto 1986) - 110 páginas - En español, francés, inglés, italiano, turco - Precio: 27 FF

«Gloria al Día de la Heroicidad»

(junio 1987) - 100 páginas - En español, francés, inglés - Precio: 27 FF

«El P.C.P. y el Maoísmo»

(1988) - 113 páginas - En español, francés, inglés - Precio: 27 FF

«Documentos Fundamentales»

(1988) - 40 páginas - En español, inglés, turco, sueco, griego - Precio: 17 FF

«Sobre el marxismo-leninismo-maoísmo»

(1988) - 20 páginas - En español, francés, inglés, árabe, turco, sueco, griego - Precio: 8 FF

«Programa»

(1988) - 4 páginas - En español, francés, inglés, italiano, alemán, árabe, turco, sueco - Precio: 7 FF

«Entrevista al Presidente Gonzalo»

(1989) - 138 páginas - En español, francés, inglés, italiano - Precio: 27 FF

«Día de la Heroicidad, Tercer Aniversario»

(1989) - 85 páginas - En español, francés, inglés, turco, sueco - Precio: 22 FF

«El Partido, la guerra popular y el boicot»

(diciembre 1989) - 195 páginas - En español, francés (en curso de impresión) - Precio: 50 FF

«En conmemoración del 40 Aniversario de la Revolución China»

(setiembre 1989) - 10 páginas - En español, francés,

inglés, italiano, turco - Precio: 5 FF

«¡Honor y gloria al proletariado y pueblo del Perú!»

(mayo 1990) - 5 páginas - En español, francés, inglés, italiano, alemán, turco - Precio: 5 FF

«¡Elecciones, NO!, Guerra popular, SI!»

(mayo 1990) - 192 páginas - En español - Precio: 50 FF

AFICHES

Primer Congreso del P.C.P.

1988 - Formato A2, colores - Precio: 10 FF

Día de la Heroicidad

1986 - Formato A2, colores - Precio: 10 FF

Calendario 1991 XºAniversario de la Guerra Popular en el Perú - Español, francés, turco, italiano, inglés, alemán - Precio: 10 FF

POSTALES

Día de la Heroicidad

1986 - Precio: 8 FF

Día de la Heroicidad

1987 - Precio: 8 FF

Primer Congreso del P.C.P.

1988 - Precio: 8 FF

¡Viva el maoísmo, abajo el revisionismo!

1986 - Precio: 8 FF

IXºAniversario de la Guerra Popular

1989 - Precio: 8 FF

Para los pedidos enviar cheques a la orden del
Comité Sol-Perú
CCP nº36-498-58-C

Comité Sol-Perú
B.P. 24 94371 Sucy-en-Brie CEDEX
FRANCE

Proletaires de tous les pays, unissez-vous!

**QUESTIONNAIRE ADRESSE PAR DES CAMARADES
DE LA LIGUE DE PROPAGANDE ARMEE
MARKISTE-LENINISTE (TURQUIE)
AUX MILITANT(E)S PRISONNIER(E)S
DES CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES
(BELGIQUE)**

- DECEMBRE 1990 -

Edition spéciale de la revue
CORRESPONDANCES REVOLUTIONNAIRES
à l'occasion du Premier Mai 1991

Une interview des quatre militant(e)s emprisonné(e)s des Cellules Communistes Combattantes par des camarades de la Ligue de Propagande Armée Marxiste-Léniniste (Turquie) est disponible auprès de Correspondances Révolutionnaires au prix de 50 FB (format A5, 24 pages)

Le procès de Bruxelles de septembre et octobre 1988 a opposé à la justice bourgeoise quatre militants et militante emprisonné(e)s des Cellules Communistes Combattantes. Ce fut l'occasion pour ces camarades de présenter, dans le cadre de leurs déclarations publiques, un large survol des principes fondamentaux et des choix tactiques et stratégiques de leur organisation.

En abordant clairement et simplement des questions comme celles de la légitimité de la lutte révolutionnaire, de la fidélité aux principes du marxisme-léninisme, de la nécessité d'une rupture d'avec l'appareil de domination de la bourgeoisie (et notamment sa justice de classe) et de la nécessité de la lutte armée, des conséquences du révisionnisme en U.R.S.S., etc., ces déclarations présentent un intérêt certain pour le renforcement politique et idéologique du monde du Travail - surtout à un moment où la bourgeoisie internationale et toute des régimes révisionnistes de l'Europe de l'Est, croit pouvoir triompher et exerce sur la conscience sociale une propagande réactionnaire débridée.

A chaque militant communiste de relayer ces documents autour de lui, dans son usine, dans son quartier, pour qu'ainsi le plus grand nombre possible de camarades puissent y trouver à leur tour force et confiance dans la révolution prolétarienne.

Une brochure publiée par l'Association des Parents et Amis des Prisonniers Communistes rassemble les «Déclarations au procès» des quatre militants emprisonnés des Cellules Communistes Combattantes et le texte intégral de la seconde interview qu'ils ont accordée au journal «Le Peuple» le 23 septembre 1988.

Pour commander cette brochure, il faut écrire à la B.P. 6, Saint-Gilles 1, 1060 Bruxelles (sans aucune autre mention).
Format A4, 48 pages, 100 francs belges, 20 francs français.
Prix de vente en librairie: 135 FB et 25 FF



Pascale Vandeguerde, Didier Chevolet,
Bertrand Sasseys & Pierre Carette,
militante et militants des
Cellules Communistes Combattantes

Déclarations au procès
(26 septembre - 21 octobre 1988)
et seconde interview
au journal «Le Peuple»
(23 septembre 1988)

Aux sommaires des huit premiers numéros de CORRESPONDANCES REVOLUTIONNAIRES

NUMERO 1 (janvier-février 1989): A propos du procès mené contre quatre militants des Cellules Communistes Combattantes à Bruxelles en septembre-octobre 1988: «Faire le procès de la révolution est impossible!» et «Une note sur la démocratie» - «L'économie de la crise» du P.C.E.(r) (Espagne) - Manifeste et thèses de fondation de l'Union des Communistes Combattants (Italie) - Déclaration de deux militants communistes iraniens emprisonnés en France - Interview d'une militante des G.R.A.P.O. (Espagne) - «L'Etat en tant qu'arme» de Gyorgi Lukacs, philosophe hongrois.

NUMERO 2 (mars-avril 1989): Deux déclarations de Frédéric Oriach, militant communiste révolutionnaire (France) - «La désinformation et la guerre psychologique dans la stratégie de la contre-révolution» de la Commune Karl Marx (Espagne) - Communiqué de revendication de l'action menée contre Da Empoli par l'Union des Communistes Combattants - Déclaration de A. Di Pace, G. Lupi & F. Tolino, militants communistes italiens arrêtés en France et jugés en Espagne pour être extradés en Italie - Une question au Président Gonzalo du Parti Communiste du Pérou - Interview d'une militante des G.R.A.P.O. - Poèmes de Bertolt Brecht.

NUMERO 3/4 (mai-août 1989): En Iran comme en Europe, c'est la question de la révolution qui est à l'ordre du jour: Un bref aperçu historique de la situation iranienne - «Nos points de vue et nos positions» de militants du nouveau mouvement communiste iranien - Quelques notes sur la situation générale des organisations politiques iraniennes - en supplément: un conte pour les enfants de Samad Behrangui, écrivain communiste iranien, «Le petit poisson noir».

NUMERO 5 (septembre-octobre 1989): «Aux camarades, à la classe ouvrière et au peuple tout entier» du P.C.E.(r) - Interview des G.R.A.P.O. - Sur la guerre populaire: extrait d'une entrevue avec le Président Gonzalo du Parti Communiste du Pérou et citations du Président Mao Tsé Toung - Soutenons la lutte du peuple palestinien et libanais: déclaration de Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste arabe emprisonné en France, et déclaration de Joséphine Abdo & Abdullah El Mansouri, militants anti-sionistes et anti-impérialistes emprisonnés en Italie.

NUMERO 6 (janvier-février 1990): Textes récents du mouvement révolutionnaire en Italie: Déclaration au procès «Brigades Rouges - Insurrection» de Vittorio Antonini - «Quel dépassement?», déclaration au procès «U.C.C.» de A. Di Pace, G. Lupi, R. Simone & F. Tolino - «L'arnistie de gauche et les nouvelles influences révisionnistes dans le mouvement révolutionnaire italien» de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant - Classique: «Défense de l'homme», extrait de «Les chiens de garde», de Paul Nizan, communiste français.

NUMERO 7 (mai-juin 1990): Sur la lutte contre le révisionnisme: citations de Lénine - A propos de la «perestroïka», des «événements» à l'Est et de la Chine: deux textes du P.C.E.(r) - «Sur le thème du programme communiste» de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant.

NUMERO 8 (octobre-décembre 1990): «Parti et guérilla» et «Deux lignes» de la Commune Karl Marx des militants emprisonnés du P.C.E.(r) et des G.R.A.P.O. - «La critique contemplative» du P.C.E.(r) - «Pour le débat dans le mouvement révolutionnaire européen» de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant - «Sur le Parti Combattant» des militant(e)s emprisonné(e)s des Cellules Communistes Combattantes - «La guerre de partisans» de Lénine - Hommage à J.M. Sevillano Martin, militant des G.R.A.P.O. assassiné.

Correspondances Révolutionnaires est notamment en vente chez ces libraires:

La borgne Agasse, rue de l'Athénée 18 à 1050 Bruxelles
City Press Center, boulevard Anspach 64 à 1000 Bruxelles
L'imaginaire, place du Jeu de Balle 30 à 1000 Bruxelles
Agora, rue de la Madeleine 21 à 1000 Bruxelles
Plexus, rue des Carmes 11 à 4000 Liège
Version Originale, rue Sur la Fontaine à 4000 Liège
La Dérive, Grand Place 10 à 5200 Huy
Librairie Nouvelle, passage de la Bourse 4 à 6000 Charleroi
Arc en Ciel, rue de Bruxelles 56 à 5000 Namur
L'Ecrivain public, rue de la Loi 34 à 7100 La Louvière
L'Harmattan, rue des Ecoles 21 à 75005 Paris
Le Tiers-Mythe, rue Cujas 21 à 75005 Paris
La Brèche, rue de Tunis 9 à 75011 Paris

PERMANENCE: tous les mercredis (de octobre à mai), de 12 à 13 heures 30, à l'entrée du restaurant universitaire, Université Libre de Bruxelles, avenue Paul Héger à 1050 Bruxelles

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

SOMMAIRE

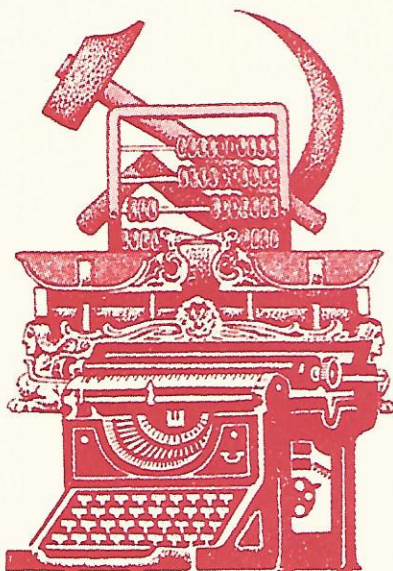
numéro 9

MAI 1991

Communiqué du commandement central des Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre, 22 février 1991	5
Extraits du numéro 2 de la revue «Pour le Parti» de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant, juin 1990:	
«Sur le subjectivisme»	7
«Sur le rapport Parti-masses»	15
Extraits du numéro 3 de la revue «Pour le Parti» de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant, juillet 1990:	
Présentation	23
«Le moment central du processus révolutionnaire: l'insurrection armée du prolétariat contre l'Etat de la bourgeoisie»	25
«Lettre ouverte aux communistes italiens, au-delà de leur position politico-organisationnelle actuelle» de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant, novembre 1990	35
«La banqueroute du révisionnisme contemporain» du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué), septembre 1990	43
«Le Parti» de Joseph Staline	55

ABONNEMENT (six numéros)

Belgique: 900 fb
France: 150 ff
Europe: 950 ff
Autres: 1000 fb
Soutien: 1800 fb



**CORRESPONDANCES
REVOLUTIONNAIRES
BP 1310
1000 BRUXELLES 1
BELGIQUE
CCP: 000-1291052-79**



Ne joignez jamais d'argent
liquide à vos envois



éditeur responsable:
Philippe Hennebert, av. Ducpétiaux 140, 1060 Bxl